

1

THÉORIE ET LUTTE DE CLASSE
LE CONFLIT SINO-SOVIÉTIQUE
LE PROBLÈME PAYSAN
L'ANARCHISME EN ESPAGNE 36

*Révolution
Internationale*

N° 4

S O M M A I R E

AVANT-PROPOS 1 à VI.

Présentation de tous les articles faisant ressortir que tout ce numéro de la revue peut être considéré comme étant une critique des idées de base de certaines tendances d'origine petite-bourgeoise -dont la G.P.,

DU BESOIN DE LA THEORIE DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

C. Gléné , ... page 1.

La théorie est une des armes principales du prolétariat, car elle est la condition d'une révolution consciente. Pourquoi les "gauchistes" la méprisent-elles?

LE CONFLIT IMPERIALISTE SINO-SOVIETIQUE

Anne Valéry page 13.

Les "Etats Prolétariens" sont en réalité des Etats capitalistes.
Les rapports de production y sont similaires à ceux de tous les autres Etats du monde. En quoi le conflit entre ces deux Etats est-il de nature impérialiste?

L* ANARCHISME EN ESPAGNE 36

PRESENTATION page 30.

Pierre Ramos

L'ANARCHISME **ET** LA REVOLUTION ESPAGNOLE

page 35.

Reproduction d'un texte paru en 1937 dans une revue marxiste publiée aux USA
-"International Council Correspondence". Cet article s'attache à expliquer en quoi la politique des anarchistes était erronée et pourquoi il ne pouvait en être autrement.

LE PROBLEME PAYSAN.

Lionel Monfort page 95

1ère. partie. Pourquoi existe-t-il un "problème paysan" pour la bourgeoisie ?

R. Victor page 79.

2ème. partie. Pourquoi existe-t-il un "problème paysan" pour le prolétariat?

AVANT PROPOS

Alors que les principaux responsables de l'ex "Gauche Prolétarienne" croupissent dans les geôles de la République Française, les représentants officiels de celle-ci (Bettencourt et compagnie) sont reçus en grande pompe par le président Mao en personne (1) dont la pensée a, en France, pour apôtres les plus marquants, les militants de la G.P. en question.

Au delà de l'ironie de ces faits qui devraient poser quelques problèmes au militant moyen de la G.P. n'ayant pas encore sacrifié tout sens critique au culte de Mao, on touche, en fait, à un certain nombre de questions d'actualité dont on ne saurait négliger l'importance:

- quelle est la signification de l'actuelle notoriété de la G.P. et de la repression dont elle est la victime?
- quelle est la place dans le processus actuel de renouveau de la lutte de classe?
- que valent ses conceptions idéologiques par rapport à la compréhension de ce processus?

(1) Le président Mao n'était pas seul du côté chinois à participer à cette réception; il était entouré de la plupart des hauts dignitaires de la République Populaire de Chine, parmi lesquels le Maréchal Lin Biao (son plus proche compagnon d'armes), Chou En-lai, c'est à dire l'importance qu'on accorde à Pékin aux relations avec la France. Ainsi, traitant de cette réception, "le Monde" du 15 Juillet 70 écrit:

"Portant un toast aux dirigeants français, M. Lo Kuei-Po (vice ministre des affaires étrangères) a exprimé les remerciements de son gouvernement pour la visite du ministre et s'est félicité de l'état des relations bilatérales et du développement des liens existant entre la Chine et la France. "Cela contribuera, a-t-il dit, à la compréhension mutuelle ainsi qu'au développement des relations amicales entre nos deux pays. En dépit de leurs systèmes sociaux différents, la Chine et la France peuvent développer des relations amicales sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique".

-que peut on attendre du maoïsme en général et quelle attitude peut on escompter de la part du gouvernement de Chine Populaire à l'égard de l'actuelle montée de la révolution?

La réponse à ces questions nécessite une analyse approfondie qui sortirait du cadre de ce texte mais qui fera l'objet d'un article dans -un prochain numéro de Révolution Internationale. Pour le moment nous nous bornerons à prendre position par rapport à l'actuelle activité de la G.P. et à ses principaux mots d'ordre et thèmes d'agitation .

"Révolte anti-autoritaire", "France populaire", "union de toutes les classes anti-monopolistes"; "nouvelle résistance populaire" , "nouvelle guerrilla", etc... ont tous pour dénominateur commun l'abandon de tout point de vue de classe et noient la violence du prolétariat contre la bourgeoisie dans l'exaltation de tous les actes violents qui opposent les "pauvres contre les riches", les petits commerçants contre "les grandes surfaces", les "occupés contre les occupants et collabos" etc...

Au delà des confusions que ces actes plus ou moins terroristes ne manquent pas d'entraîner (1) dans l'esprit de- certains travailleurs, il convient de discerner les dangers q;e fl'activité et les mots d'ordre du maoïsme font courir au mouvement ouvrier.

De notre point de vue le danger principal est le maintien dans le prolétariat d'un certain nombre d'illusions concernant l'appui qu'il peut attendre des couches petites bourgeoises .révoltées (commerçants, artisans, paysans) ou bien des pays dits socialistes, Le prolétariat doit savoir qu'il ne peut compter que sur ses propres forces et qu'il ne peut abdiquer la moindre parcelle de son programme de classe dans un quelconque front ANTI (fasciste, impérialiste, monopoliste).

. Bien que le sommaire du n° de R.I. ait été décidé avant .que le nom de la Gauche Prolétarienne ne fasse les gros titres' des journaux, il nous est apparu au moment, de sortir ce numéro que l'en-

(1) Le fait qu'après certains attentats ou sabotages on puisse s'intér- roger sur la couleur politique de leurs auteurs -gauchistes ou fascistes illustre bien cette confusion suscitée par certaines pratiques de la G.P. Les véritables .actions de classe (grèves, occupations d'usines etc..) ne laissent, elles, jamais de doute sur leur nature.

semble des articles qui le composent semblent, chacun de leur côté, s'opposer à un des aspects de la propagande maoïste.

L'article sur "le conflit impérialiste sino-soviétique" se propose essentiellement d'attaquer la mythologie édiflée autour du prétendu anti-impérialisme des deux grandes nations "socialistes" et en particulier de dénoncer dans l'aide de l'URSS et surtout de la Chine aux actuelles luttes de libération nationale une politique typiquement impérialiste. Bien que tel n'ait pas été son dessein initial, cet article s'attaque donc à un des thèmes principaux de la G.P.: le rôle prétendument révolutionnaire de l'Etat Chinois dans l'actuelle lutte de classe.

De même la réfutation des thèmes maoïstes concernant le rôle de la paysannerie dans la révolution apparaît de façon, à notre sens évidente, dans l'article consacré au "Problème Paysan". Bien qu'il ne s'étende pas sur cette question, cet article se propose également de balayer toute illusion qui pourrait subsister au sujet de ce que le prolétariat peut attendre de la révolte des commerçants (1),

L'article traitant du "besoin de la théorie dans la lutte révolutionnaire" aborde également un des autres aspects du comportement de la G.P. l'excitation de l'action, de la révolte dans toutes ses formes sans qu'il n'apparaisse jamais dans ses écrits (2) les perspectives sur lesquelles elles débouchent.

Le rapport qui existe entre l'article consacré au rôle de la CNT en Espagne 1936 et l'actuelle activité de la G.P. n'apparaît peut être pas de façon aussi immédiate que pour les précédents. Certains anarchistes poussent même de hauts cris à l'idée qu'on puisse les comparer aux "marxistes-léninistes-autoritaires" de la G.P. Force nous est cependant de constater que se réalise souvent l'unité d'action entre certains d'entre eux et les militants de la G.P.

La absurdité des positions de la Gauche Prolétarienne au sujet des petits commerçants éclate quand on la voit faire sien le même mot d'ordre que le groupe fasciste "Ordre Nouveau": "Libérez Gérard Nicoud!"

(2) Même la lecture des publications "théoriques" comme les "Cahiers de la Gauche Prolétarienne", afflige par l'absence totale de dimension politique. A l'image du recueil de citations du président Mao, nous avons droit à une collection de recettes du "bons sens populaire" et de narrations des différents épisodes de la lutte qui oppose les BONS (les pauvres, les ouvriers, les petits paysans et petits commerçants, les travailleurs immigrés...) aux MAUVAIS (les patrons, les flics, les "petits chefs"...)

En fait, les conceptions anarchistes et maoïstes se rejoignent dans la négation du fait que le prolétariat soit actuellement la seule classe révolutionnaire, et dans la tentative de substituer à la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie, la lutte entre le "peuple et l'état", entre les "pauvres et les riches" etc, ..

Ce qui nous paraît le plus important dans cet article c'est la description de la faillite, du point de vue des intérêts du prolétariat ^ de la politique d'alliance anti-fasciste pratiquée par la CNT.

La dénonciation de toutes les alliances et fronts unis, populaires ou nationaux nous paraît être une des tâches essentielles; des révolutionnaires et, à ce titre, cet article nous paraît répondre aux conceptions maoïstes (et anarchistes) sur la "France populaire" ou "la nouvelle résistance" (1)

Les thèmes abordés dans le numéro ^ de R.I. ,, , apparemment hétérogènes semblent donc trouver une unité comme critique des -positions de la *' Gauche Prolétarienne. Bien qu'elle n'ait pas été volontaire (puisque ' • comme nous l'avons dit, le sommaire avait été établi plusieurs mois avant qu'on ne parle de la C-.P) (cette coïncidence ne nous paraît pas -' être le fruit du hasard. Elle s'explique plutôt par la situation ac-

(1) Au sujet de ce dernier mot d'ordre, il est temps que les révolutionnaires prennent une position sans équivoque sur la question de la résistance de 1939-^5; il est temps de dire clairement qu'elle représente non pas un des hauts moments de la lutte prolétarienne¹ mais au- • contraire la pire époque de celle-ci: celle où la classe ouvrière a accepté de se jeter dans le massacre inter-impérialiste en ayant l'illusion qu'elle luttait pour ses intérêts.

*'

On peut affirmer que la participation des ouvriers européens à la résistance marque un triomphe bien plus total de la contre-révolution que leur participation à la guerre de 191^-18 dans la mesure où entre- 19*1-0 et *+5 il ne s'est trouvé pratiquement aucune organisation -à l'ex- O. ception des "communistes de gauche" et d'une infime minorité de trotskystes

dissidents- pour dénoncer son caractère de guerre inter-impérialiste: il n'y eut pas de Zimmertrald pendant la 2° guerre mondiale, et celle-ci • ne déboucha nulle part sur un mouvement révolutionnaire comme ce fut le cas après la première.

Par conséquent on peut dire sans équivoque possible qu'une organisation qui se revendique de près ou de loin- de la résistance ne peut exprimer, en aucune façon, une quelconque défense des intérêts prolétariens:

(suite note, page suivante)

tuelle de la lutte de classe qui doit, pour pouvoir de développer, se défaire du poids des idéologies héritées du stalinisme (1) et des conceptions petites bourgeoises dont le mouvement étudiant a été, ces derniers temps, le principal pourvoyeur.

Au moment où le prolétariat réapparaît sur la scène de l'histoire et commence à secouer ces vestiges idéologiques, fruits de **50** années de contre-révolution, il était donc logique que nos préoccupations se partent sur la critique des principaux thèmes de la G. P. dans la mesure où cette organisation semble justement cristalliser et faire la synthèse de l'essentiel des conceptions petites bourgeoises

Nous n'avons pas, dans cet avant propos voulu "hurler avec les loups et joindre nos voix à celles de tous les bourgeois effarouchés par les violences de la G.P.. Mais c'est justement à cause du courant de sympathie que suscite la G.P. par la répression dont elle est victime que nous avons pensé qu'il était nécessaire de surmonter toute attitude sentimentale, et de dénoncer dans le maoïsme une idéologie totalement étrangère au mouvement prolétarien.

fuite de la note de la page précédente) le mot d'ordre "pour une nouvelle résistance" suffirait à lui seul à classer la G.P. parmi les ennemis du prolétariat. ¹

(1) dont le maoïsme est un des plus purs fleurons.

DU BESOIN DE LA THEORIE

DANS LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

"Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répon-

dent des formes déterminées de la conscience sociale.

Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie

politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence', c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience.

A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existant ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors et qui n'en sont... que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale.

Le changement dans les fondations économiques s'accompagne d'un bouleversement plus ou moins rapide dans tout cet énorme édifice. Quand on considère ces bouleversements, il faut toujours distinguer deux ordres de choses. Il y a le bouleversement matériel des conditions de production économiques. On doit le constater dans l'esprit de rigueur des sciences natu-

réelle» liais il y a aussi les formes juridiques, politiques religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques, dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le poussent jusqu'au bout" (1)

Karl Marx "Avant Propos à la Critique de l'économie politique"

Si en dernière instance, c'est la forme d'organisation économique qui détermine l'ensemble de la société, les formes idéologiques jouent un rôle fondamental dans le maintien de cette première, En effets dans la mesure où toutes les formes économiques ayant existé jusqu'à ce jour ont été et sont encore basées sur la division de la société en classes sociales aux intérêts antagonistes, la classe qui bénéficie de ces rapports de production, c'est à dire la classe exploiteuse, a besoin pour imposer et maintenir son existencce face aux classes exploitées, d'étendre sa domination à l'ensemble de la vie sociale. Cette domination s'exerce principalement dans le domaine politique par sa main-mise sur le pouvoir d'Etat, c'est à dire la violence organisée Elle s'exerce également dans les domaines juridiques, religieux philosophique et artistique par l'élaboration de lois mythes et systèmes de pensée, qui ont tous pour objet de justifier l'ordre social existant et de le faire accepter par les classes opprimées. ⁽¹⁾

(1) Nous ne reproduisons pas cette citation de Marx afin de nous retrancher derrière une quelconque "vérité révélée" et couper ainsi court à toute discussion» Mais puisque nous partageons ces mêmes idées, que nous en aurons besoin pour la suite du texte et que Marx leur a donné dans ce passage une formulation particulièrement claire et succincte, nous avons pensé qu'il valait mieux citer directement cet extrait en en indiquant l'origine,

Chaque- fois, qu'une classe s'est attaquée à une forme d'organisation sociale» c'est à dire en premier lieu à une forme donnée des rapports de production, elle a du étendre son offensive aux domain^e politique et idéologique à travers lesquels la classe exploiteuse maintenait sa domination. Son affirmation comme classe dominante s'est accompagné de l'élaboration de sa propre conception du monde opposée à la conception de la classe à renverser.

Ceci fut déjà valable pour la bourgeoisie: à l'époque où le mode de production capitaliste commençait à se développer aux dépens du mode de production féodal, elle a éprouvé le besoin d'étendre sa maîtrise du monde au domaine politique (révolution bourgeoise) mais simultanément ou même avant, aux différentes branches de la pensée: artistique (Renaissance) philosophique (Voltaire, Rousseau, Kant, Hegel.,.) et scientifique.

Son incursion dans cette dernière branche a établi une distinction entre deux domaines:

-les sciences de la nature dans lesquelles la plus grande rigueur est nécessaire à la bourgeoisie car elles sont la condition même du développement de la technique et des forces productives,

-les "sciences sociales" et en particulier l'économie politique dont le développement se heurte à la mystification qu'elle sont chargées de perpétuer pour masquer la réalité de l'exploitation capitaliste. Les économistes bourgeois (Smith, Ricardo.,) font oeuvre révolutionnaire quand ils démontrent la supériorité du mode de production capitaliste sur le mode de production féodal mais leurs travaux perdent leur rigueur scientifique et deviennent une entreprise mystificatrice et réactionnaire, dès qu'ils se proposent de démontrer qu'il ne peut exister' de meilleur mode de production que le capitaliste, ou plutôt que celui-ci est le mode- "naturel" de production.

A l'instar des autres classes révolutionnaires, le prolétariat*¹ -tend à travers sa lutte contre le capital, ^à définir' sa propre conception du monde, Mais dans la mesure où^u le projet révolutionnaire prolétarien ne se propose pas d'instaurer une nou-

-,;: exploitai-ion do l'homme par l'homme mais au contraire l'abolition de toute exploitation, il peut et doit se passer de toute justification« Il étend par conséquent la rigueur scientifique, que la bourgeoisie utilisait seulement dans la connaissance de la nature* au domaine de la critique de la société et principalement de l'économie politiqueo

C'est justement pareequ' ils se plaçaient du point de vue eu prolétariat dans leur critique du capitalisme que les socialistes scientifiques (Marx, Engels,..) ont pu en démasquer la nature profonde et .les contradictions fondamentales. Puisqu'il n'a pas besoin de mentir lux.' h s classes et par conséquent de se mentir à lui-même, le prolétariat est la première classe révolutionnaire de l'histoire qui puisse s'élever à une compréhension claire et non mystifiée des moyens et des buts de sa lutte, qui PUISSE FAIRE DE SA THEORIE UN INSTRUMENT FONDAMENTAL DE SON EMANCIPATION»

A la différence de la bourgeoisie qui a pu développer, à l'intérieur même du cadre de la société féodale, les bases matérielles économiques de sa domination, le prolétariat ne dispose dans la société bourgeoise d'aucune base matérielle de son futur pouvoir. Il a'existe à l'heure actuelle, dans le monde capitaliste aucune organisation, aucun pays (1) susceptible de servir de point d'appui au prolétariat pour son assaut contré l'édifice capitaliste.

La seule force matérielle du Prolétariat est, outre son nombre sa capacité à s'organiser de façon autonome au coeur même des lieux de production dans les moments do lutte révolutionnaire. Mais jusqu'à présent l'échec des différentes tentatives révolutionnaires a conduit à l'⁵écrasement de ces organes de lutte: les CONSEILS OUVRIERS, et- chaque défaite prolétarienne a permis au capital de '

(1) Il y a longtemps que les révolutionnaires ont reconnu dans les syndicats dos instruments de l'Etat bourgeois, et dans, les pays talismes Libéraux,

renforcer sa sur-exploitation et sa domination idéologique. Le seul acquis de ces luttes passées est donc d'ordre théorique:

1 * expérience des défaites du prolétariat d'hier permettra à celui * d'aujourd'hui de ne pas commettre les mêmes erreurs, à condition seulement qu'il prenne connaissance de cette expérience.

Cet acquis ne peut à aucun prix être perdu; le rôle des révolutionnaires est donc de se l'approprier et de le traduire en activité révolutionnaire consciente dans l'actuelle lutte de classe.

La révolution prolétarienne est la première révolution de l'histoire qui réalise l'émancipation totale de l'homme de ses contraintes économiques, qui permet à l'humanité de¹¹ sortir du règne de la nécessité pour entrer dans celui de la liberté" (Engels "Anti-Dühring"). Dans la société sans classes la satisfaction des besoins des hommes ne sera plus soumise aux lois aveu

gles de l'économie marchande: la production de valeurs d'échange» dont le capitalisme a fait mie loi universelle, aura disparu au ii bénéfice de la production de valeurs d'usage ce qui signifie que

l'activité productive et, par suite, l'ensemble des activités sociales des hommes deviendront des actes' conscients ,

L'édification de cette société et l'affrontement révolutionnaire qui l'aura permise ne pourront donc être que des activités conscientes.

En définitive, aussi bien l'absence de base matérielle actuelle pour le futur pouvoir prolétarien que le contenu même du projet révolutionnaire montrent que, non seulement le prolétariat pourra faire de sa théorie un instrument fondamental de son émancipation, mais que la condition sine qua non de cette dernière est justement qu'il formule et s'assimile au maximum sa théorie révolutionnaire.

Le rôle des révolutionnaires est donc, non seulement de s'approprier l'acquis théorique des luttes passées, mais encore de contribuer de façon décisive à l'élaboration du projet révolutionnaire prolétarien et, dans la mesure où TOUTE 3. la classe doit participer, à la révolution et par conséquent faire sien la théorie révolutionnaire, ils doivent la diffuser au maximum de leurs possibilités,

Contrairement à ce que pensaient Kautsky et Lénine, la conscience révolutionnaire n'apparaît pas en dehors et indépendamment des luttes prolétariennes, dans le cerveau d'un certain nombre d'intellectuels d'origine bourgeoise, dont la tâche serait d'introduire cette conscience à l'intérieur de la classe ouvrière, capable seulement par elle-même d'atteindre une "conscience trade-unioniste".

Ce qui rend le prolétariat révolutionnaire ce n'est pas l'intervention avisée du parti porteur de la "conscience de classe", c'est la place qu'il occupe dans les rapports capitalistes de production, place., qui en fait l'ennemi irréconciliable de la classe des détenteurs des moyens de production, des exploités. Le socialisme n'est pas une construction théorique élaborée en dehors de la lutte de classes par quelques spécialistes détenteurs de la Science, il est le but vers lequel tend de façon inéluctable toute lutte prolétarienne conséquente (1) , Ce qui a permis de donner pendant une longue période une apparence de rigueur aux idées de Kautsky et de Lénine c'est le fait que le but socialiste impliqué par la lutte prolétarienne, n'est pas immédiatement reconnu par ceux qui mènent cette lutte. Ce n'est que devant l'incapacité croissante du capital de satisfaire les exigences des travailleurs que ceux-ci prennent progressivement conscience de la nécessité du renversement de l'ordre existant, de la suppression du capitalisme et donc de l'édification de la société sur de nouvelles bases.

Le fait que des hommes comme Baboeuf, Marx, Engels, etc., aient pu effectivement, grâce à leur situation culturelle privilégiée, appréhender et formuler explicitement les buts et les implications de la lutte qui se déroulait sous leurs yeux, et ceci avant que ce but n'apparaisse clairement aux protagonistes de celle-ci , ne signifie nullement qu'ils aient "inventé" le socialisme.

Cette conception est le vestige d'une époque de creux révolution- (1)

(1) " Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne font qu'exprimer en termes généraux les conditions réelles d'une lutte de classes qui existe, d'un

naire (1871-1905) et do 1⁵ immaturité du mouvement ouvrier russe a,u début du siècle, vestige canonisé par'la réussite momentanée de la Révolution d* Octobre 1917 et entretenue par la contre révolution qui l'a suivie»

La dénonciation de cette conception n'implique cependant pas l'adoption de la conception symétrique dans laquelle on fait surgir la conscience révolutionnaire de l'expérience parcellaire et individuelle de tel ou tel ouvrier dans telle ou telle usine. LA. CONSCIENCE REVOLUTIONNAIRE S'ELABORE DANS LA CLASSE ET NON DANS UNE ENTREPRISE, En ce sens le révolutionnaire qui milite pour la propagation de ses idées dans une usine (par exemple sur les-Conseils Ouvriers) n'apporte pas une conscience extérieure puisque celle-ci n'est que le résultat de l'expérience de la classe (qui est une) en d'autres lieux ou à d'autres époques

Dans une telle conception la conscience de classe est comprise . comme somme des consciences des individus la composant; alors qu'elle est en fait CONSCIENCE COLLECTIVE, conséquence et facteur d'une lutte pour la défense d'intérêts communs à l'ensemble des membres-de la classe.

La théorie révolutionnaire n'est pas produite de façon immédiate et. empirique par les luttes sociales au fur et à mesure qu'elles se développent à une * époque et en un lieu donnés» L'échel le qui lui convient estobligatoirement celle de' l'histoire du mouvement ouvrier international. En d'autre.s termes, les révolutionnaires ne peuvent élaborer leurs positions politiques uniquement à parti!* ^de la simple participation aux luttes de leur époque; la compréhension du sens de. celles-ci implique la connaissance du cadre historique dans lequel elles s'inscrivent, donc de l'expérience des luttes passées de la classe»

Le décalage qui peut exister entre les conceptions d'un groupe révolutionnaire et la pratique, de la classe à un moment donné de sa lutte, ne signifie pas forcément que ces conceptions soient fausses il peut aussi indiquer que l'activité révolutionnaire de la classe n'a pas encore atteint le niveau de ses expériences antérieures.

Le fait que, dans le prochain mouvement révolutionnaire, la classe ouvrière devra, pour vaincre, dépasser le niveau de conscience atteint lors du mouvement précédent, implique donc la disparition à terme de ce décalage.

Le mouvement révolutionnaire se développe à l'intérieur de la société d'exploitation. Les individus ou groupes qui y participent ne peuvent échapper à cette réalité. Ainsi, le fait qu'à l'heure actuelle la plupart des groupes révolutionnaires soient composés en majorité "d'intellectuels" n'est pas en soit aberrant ou tragique, c'est le simple reflet de la situation qui prévaut dans la société de classes: à savoir l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel et l'existence de privilèges qui sont attachés à ce dernier. Les révolutionnaires devront surtout veiller à ce que ne s'établissent pas dans leur organisation des rapports hiérarchiques de soumission des "manuels" aux "intellectuels", ou à ce que ces derniers ne se livrent à l'attitude opposée qui consiste à abdiquer toute position critique à l'égard des membres ouvriers de cette organisation.

Cela dit, on ne peut considérer comme définitif ce rôle particulier joué par certains intellectuels à une époque comme la notre. L'extension et l'approfondissement du mouvement révolutionnaire, l'entrée sur la scène de l'Histoire des masses prolétariennes, de même qu'ils permettront la jonction entre la théorie et la pratique, aboliront, avec les autres vestiges du vieux monde, cette tare.

La théorie ne sera plus le privilège d'une minorité composée essentiellement d'intellectuels, elle sera vécue et élaborée par les masses.

C'est-entre autres, par la méconnaissance d'un tel fait que pêche la théorie Léniniste de la conscience et de l'organisation.

Traiter de "Léninistes" ou d'"aspirants bureaucrates" ceux qui insistent sur le besoin de théorie est une aberration. De telles accusations nourrissent leur mauvaise foi dans la méconnaissance des

faits suivants:

1) les conceptions de Lénine ne se distinguent pas de celles des révolutionnaires de son époque par leur attachement exceptionnel à la théorie s les écrits de Rosa Luxembourg, Mehring, Pannekoek sont là pour le confirmer ?

2) l'essentiel du pouvoir qu'exercent les dirigeants des bureaucraties pseudo-révolutionnaires sur leurs militants de base., provient de l'imposition à ces derniers de toutes sortes "d'activités pratiques" (collage d'affiches, distribution de tracts, ventes militantes etc) et de la non extension à l'ensemble des membres de l'organisation de la réflexion théorique,

3) une des armes essentielles pour lutter contre les conceptions bureaucratiques est la mise à nu de leur incohérence théorique.
Refuser de "faire de la théorie" c'est objectivement laisser le champ libre à ces conceptions.

Souvent les détracteurs de la théorie prônent comme moyen de lutte l'accomplissement "'Pactes exemplaires"; leur opposition aux conceptions léninistes les conduit alors à se replacer -la cohérence en moins- dans le cadre de ces mêmes conceptions pour lesquelles une minorité d'individus "entraîne" la grande masse amorphe.

Les partisans de la "pratique pure", vierge de toute théorie, se mentent à eux memes comme ils mentent aux autres puisque leur conception meme de la lutte est déjà une théorie, primaire il est vrai, de la révolution,

Alors qu'ils présentent la théorie comme un danger qui menace le mouvement ouvrier, ils ne se rendent pas compte du fait que ce sont leurs actes irréfléchis -puisque en principe exempts de toute théorie - qui risquent d'être dangereux; tout acte illégal n'est pas forcément bon pour la révolution, leur mépris de la théorie, masque donc un mépris de la pratique,

La négation de la nécessité de la théorie est généralement le fait d'intellectuels? leur révolte contre l'oppression du savoir bourgeois déborde sur une négation du savoir lui-meme.

Au contraire quand il se révolte contre l'exploitation et les institutions qui assurent le maintien de celle-ci, l'ouvrier éprouve le besoin de comprendre la situation qu'il se propose de changer: pour lui la connaissance et la réflexion théorique sont une nécessité immédiate de sa lutte, comme ils sont un premier pas vers son émancipation de la soumission que lui impose le Capital.

L'actuel mépris pour la théorie qui se manifeste dans un certain nombre de "milieux gauchistes" provient, essentiellement de la nature petite bourgeoise de la plupart des luttes violentes qui ont jusqu'à présent secoué la société (1) (étudiants, paysans, commerçants); luttes qui malgré les difficultés qu'elles peuvent créer à la bourgeoisie ne portent en elles aucune perspective historique et ne peuvent par conséquent reconnaître de projet révolutionnaire propre. Suscités par l'absence de perspective, le désespoir et l'impatience de ces couches sociales se manifeste par des actes plus ou moins violents, quelques fois de caractère terroriste, mais toujours minoritaires qui en fin de comptes ne font pas avancer la condition fondamentale de la révolution communiste, la prise de conscience de la seule classe aujourd'hui révolutionnaire: le prolétariat.

Le fait que la théorie ne soit pas encore ressentie comme un besoin urgent de l'actuelle lutte de classe est la marque des limites et des faiblesses que celle-ci (malgré un renouveau indiscutable) connaît encore après cinquante années de contre-révolution.

Ce fait traduit ainsi, la domination que continue d'exercer l'idéologie bourgeoise -malgré sa décomposition actuelle- sur le prolétariat et dont les détracteurs de la théorie sont les agents objectifs, bien qu'inconscients.

Cinquante ans de défaites et d'apathie du mouvement ouvrier ont pratiquement anéanti tout développement de la théorie révolutionnaire: toutes les tentatives qui ont été faites pendant cette période se sont épuisées pour n'avoir pu être confrontées à une pratique. ⁽¹⁾

(1) Voir l'article sur le mouvement étudiant dans R.I. 3

Sortant de cette sombre période, le nouveau mouvement révolutionnaire qui aujourd'hui se dessine se voit donc confronté dès ses premiers pas, à un besoin immense de mise à jour de la théorie.

Parmi les tâches essentielles qui se présentent actuellement, on peut citer, de façon non limitative, les suivantes:

; -compréhension du sens des luttes actuelles, indissociable d'une étude du capitalisme mondial.

-critique sans concessions des expériences révolutionnaires passées ainsi que des conceptions idéologiques erronées qui y sont attachées (léninisme, anarcho-syndicalisme)

-critique des organisations présentes se réclamant de la révolution socialiste, de leurs programmes, de leur formes d'organisation et d'action et étude du pourquoi de leur existence.

-réflexion sur le problème de l'organisation des révolutionnaires, tel qu'il s'est posé et tel qu'il se pose aujourd'hui et sur celui des nouvelles formes de lutte.

-ébauche du programme socialiste (c'est à dire de l'ensemble des mesures que devra prendre le pouvoir révolutionnaire) dont les expériences passées et les nouvelles caractéristiques de la société peuvent déjà donner quelques traits; ce dernier travail, la formulation du projet révolutionnaire prolétarien, étant en fait celui qui rend possible tous les autres.

C

O

O

LE CONFLIT IMPERIALISTE

SIMO - SOVIETIQUE

Depuis quelques années le problème du règlement frontalier entre la Russie et la Chine s'est particulièrement dramatisé. Après dix années de tension et d'incidents sur cette frontière, la plus longue du monde, les événements ont pris une tournure beaucoup plus grave en mars 1969 . La phase militaire succédait à la phase diplomatique . Déjà des incidents sanglants avaient eu lieu en 1961- -1962 aux frontières du Sinkiang, incidents tenus secrets jusqu'en 1963(1). Mais jamais la campagne idéologique et militaire à ce propos n'avait revêtu l'ampleur qu'elle prit en Mars 1969 où l'on compte par milliers les participants à ces engagements.

D'autre part il est remarquable de souligner que les différends frontaliers ne se limitent pas pour l'URSS aux frontières chinoises. Elle a eu bien d'autres litiges de frontières à régler et. encore dernièrement avec l'Iran, qui n'a pas le privilège d'être un régime "frère" ou "ex-frère". Pourtant tout s'est réglé sans tambours ni trompettes.

Le problème frontalier n'est donc qu'un prétexte invoqué de part et d'autre pour entretenir un conflit dont il s'agit d'observer l'évolution, aux travers des joutes verbales. .

Comme dans tout conflit de cette nature les deux pays antagonistes se rejettent mutuellement la responsabilité de l'agression et étayent leur version des événements d'arguments politiques.

(1). Ils devaient être suivis de beaucoup d'autres, les années suivantes.

Avant d'aborder les diverses thèses en présence et ce que nous pouvons en déduire quant à la nature du conflit, il semble utile d'esquisser un bref rappel des relations diplomatiques et économiques entre l'URSS et la Chine depuis la création de la République Populaire de Chine en 1949:

- en février 1950 Liao Tse-Toung et Staline signent à Moscou un traité d'alliance, d'amitié et d'assistance mutuelle, d'"Amitié éternelle" qui annonce l'accord général de commerce sino-soviétique signé en Avril de la même année.

- en octobre 1954 Khrouchtchev, à Pékin pour le cinquième anniversaire de la révolution chinoise, restitue Port-Arthur, annule les dernières concessions russes en Chine (chemins de fer, sociétés mixtes) accroît l'aide économique.

- Chou En-lai à Moscou -déclaration conjointe sino-soviétique qui dénonce toute "tentative pour affaiblir la solidarité du camp socialiste".

- en janvier 1957 Liao signe à Moscou pour le quarantième anniversaire de la révolution russe la déclaration des 12 partis communistes mais fait certaines critiques, Khrouchtchev déclare cependant qu'il n'y a pas de divergences entre la Chine et la Russie.

- en novembre 1957

- 30 septembre 1959 après un séjour aux Etats-Unis Khrouchtchev s'arrête à Pékin et plaide pour l'entente avec les Etats-Unis, Il est très mal reçu. Dès cette époque les premiers incidents frontaliers sino-russes ont lieu au Sin-kiang.

- en juillet 1960 l'URSS décide de retirer tous ses spécialistes de Chine.

- 17 octobre 1961 Le 22^e congrès du parti communiste soviétique, au cours duquel Chou En-lai critique la position soviétique à l'égard de l'Albanie et quitte l'URSS avant la fin du congrès.

- année **1962** : escarmouches à la frontière. Petite guerre » Parallèlement développement des an.v.es nucléaires chinoises.
- en juillet **1963** : le Parti Communiste Soviétique publie une lettre ouverte au Parti Communiste Chinois énumérant tous les griefs qu'il a contre lui. "en Hsiao-ping vient à Moscou pour discuter du conflit idéologique, Les entretiens seront suspendais . à la demande des chinois, sans que les positions. des deux parties se soient rapprochées. Juste avant l'ouverture des négociations, des diplomates chinois ont été expulsés d'Union sovj.étique,
- en **196^** et **1965** : visites réciproques de ombres des deux gouvernements,
- 1966-1967** : la révolution culturelle prend immédia tement un caractère anti-soviétique,, La cible officiellement désignée: Iiu Shao- -chi est taxé de îlirouchtchev chinois.
- en Mars **1969** : série d'accrochages très sérieux sur la frontière sino-soviétique.

Au fur et à mesure du développement d.u conflit sino-sovi étique les critiques que s'adressent les deux gouvernements se font de plus en plus acerbes et se précisent. Elles permettent bien souvent de démasquer des aspects peu "prolétariens" des deux régimes politiques en présence.

Le Parti Communiste Chinois le premier s'est attaché à dénoncer le caractère impérialis oe de la politique extérieure de l'URSS. En **1968**, après avoir lancé le terme de "colonialisme nucléaire" Pékin traita l'invasion de Tchécoslovaquie de mesures "social -impérialistes" et "social-fascistes"(2). A ce propos il dénonça la "collusion directe"

(2) cf, "Quotidien du Peuple" 30 septembre i**960** -discours de Chou En-lai au Palais de l'Assemblée du Peuple.

des deux impérialismes russe et américain; accusation que la Chine renouvela à diverses occasions, en particulier lors de la vente en 1969 de 900 tonnes de titane russe aux Etats-Unis (3).

En revanche l'URSS présente elle aussi les bureaucrates chinois comme des "impérialistes" voulant mettre la main sur une partie de la Sibérie Orientale.

Cependant les critiques les plus sévères que s'adressent les deux gouvernements concernent leurs rapports respectifs avec les pays ou peuples qu'ils dominent. L'un et l'autre s'accusent d'opprimer les minorités nationales. Le gouvernement de Chine Populaire opprimerait selon Moscou les peuples qui ne sont pas chinois (tibétains, mongols, ouïghours, musulmans etc.). Pékin n'est pas en reste d'accusations de ce genre et a beau jeu de dénoncer les rapports colonialistes instaurés par l'URSS sur les démocraties populaires et en général sur les peuples non-russes, Moscou maintiendrait son contrôle sur les populations d'Asie Centrale grâce à son appareil policier (4).

En fait ces dénonciations servent bien les campagnes de mobilisation de la population que chacun des gouvernements développe dans son pays respectif. Mais au-delà de cette campagne idéologique, les russes comme les chinois, veulent profiter des divisions internes des deux blocs.

Pékin paraît vouloir saper l'influence de Moscou auprès de tous ses satellites d'Europe Centrale. Un des thèmes principaux depuis Mai 1969 a été de dénoncer la thèse soviétique de la souveraineté limitée, La Chine passe facilement sur son horreur du révisionnisme prête à soutenir tous les pays qui entrent en conflit avec l'URSS (5).

On oubliera facilement le passé très révisionniste de la Tchécoslovaquie lors de l'invasion de celle-ci par les troupes russes.

(3) Radio Pékin 1^{er} juillet 1969: depuis 19 ans, pour la première fois un cargo soviétique de 15.000 tonnes entre dans un port américain; il a livré 900 tonnes de titane, métal stratégique essentiel à l'industrie aéronautique (et donc servant pour la construction d'avions envoyés au Viêt-nam'.) (cf. le "Monde" du 13 juillet 1969)

(4) cf. "The Economist" 17 mai 1969.

*

(5) prête à soutenir en 1970 les plus révisionnistes des démocraties populaires après avoir apporté un soutien inconditionnel au "très révisionniste Khrouchtchev" lors du massacre du mouvement révolutionnaire à Budapest en 1956,

l'Albanie (porte«parole de Pékin) a surpris le monde quand en avril 1969» dans le journal "Zerri i Populet" elle annonça qu'en cas d'attaque contre la Yougoslavie elle se rangerait à son côté(6). Depuis, Pékin et la Yougoslavie ont échangé des ambassadeurs et signé des accords commerciaux (7) `

En revanche, l'URSS encourage les tendances centrifuges des minorités nationales en Chine qui, selon Pékin, se traduisent par des "mouvements contre-révolutionnaires"¹¹.

Outre l'accusation de menées impérialistes, les deux régimes ont poussé la critique jusqu'à s'accuser mutuellement d'avoir rétabli des rapports de production capitalistes dans leurs pays respectifs. Cette accusation permet en fait à l'un et l'autre gouvernement de se dégager de l'épineux problème que pose la solidarité entre "états socialistes". En effet on peut d'un cœur léger se battre contre un "capitaliste-impérialiste" et repousser son agression. Mais combien plus difficile d'expliquer une guerre fratricide entre deux pays "socialistes" en alléguant son "révisionnisme" ou son "aventurisme". Rejeter l'adversaire dans le camp des infâmes pays capitalistes, pour être clair: "des tigres en papier", -"vite de trop longs examens de conscience socialistes et purifie les cœurs des "dirigeants bien aimés".

Dans les deux thèses en présence, la suprême injure est le qualificatif presque synonyme dont se gratifient les deux gouvernements: les russes traitent les chinois de "nouveaux empereurs", et les chinois traitent les russes de "nouveaux tsars". Ces dénonciations qui fleurissent toujours plus nombreuses dans les discours violents des dirigeants, ne sont que des formules creuses si l'on n'explique pas les rapports économiques qui régissent la Chine et la Russie,

(6) surprise d'autant plus grande que le "conflit idéologique" entre Pékin et Moscou s'est particulièrement cristallisé au début sur le problème du "Titisme", La "clique" du maréchal Tito représentant pour les chinois un suppôt de l'impérialisme américain en Europe-Centrale.

Nous renvoyons à propos de l'analyse maoïste concernant le Titisme à l'article paru dans "Remin Ribao" et "Hongqi" du 26 septembre 1963 (traduit par les éditions Orienté financées par Pékin) et cité par "Programme Communiste" n°28 dans un article intitulé "les leçons de la polémique russo-chinoise".

(7) cf. "Le Monde" du 26 Octobre 1969

DEUX "ETATS OUVRIERS"

"Après la proclamation de la République Populaire de Chine, Staline n'a pas respecté la promesse de Lénine et de Trotski (8); voilà la responsabilité principale dans la tension qui oppose aujourd'hui deux états ouvriers en extrême orient". (9)

C'est ainsi que les brillants rédacteurs de "Rouge" (organe de la Ligue CoBxniunis.te) éclairent leurs lecteurs sur l'origine du conflit sino-soviétique. Ainsi "le petit père du peuple", Staline, "le camarade cher au coeur des prolétaires du monde entier" (10) dont les deux régimes réclament la paternité, serait l'auteur à titre posthume, de ce drame qui se joue entre ces- . 'dotix"états, ouvriers"?

Mais d'abord, où sont ces états ouvriers?

-est-ce en Russie où la contre-révolution stalinienne a enlevé définitivement à la révolution Russe ses caractères socialistes qui étaient de nature politique et non économique? (il) ;

-est-ce on Chine, où le prolétariat écrasé en 192? par les troupes du Kuomintang, vit les masses paysannes réaliser "la révolution prolétarienne" à sa place (sic) sous l'égide d'un parti communiste qui avait en guise de programme "prolétarien" l'union de toutes les classes face à l'impérialisme? (12)

(S)promesse du 27 septembre 1920 , qui "déclare mils et non avens les traités conclus par l'ancien gouvernement russe avec la Chine".

(9) Rouge, 2 Avril 1969 page 6 "Le conflit frontalier sino-soviétique"

(10) intitulé d'article de "l'Humanité Rouge" célébrant le 15° anniversaire de la mort de Staline, A choisir avec un titre de la semaine ;Suivante: "Staline, dirigeant bien aimé du prolétariat international".

(11) La révolution russe ne pouvait aboutir à une victoire définitive du prolétariat que si elle était soutenue par ion mouvement prolétarien international. La dégénérescence du pouvoir politique était inévitable dans les conditions d'isolement de la révolution russe; on ne peut concevoir qu'une victoire du prolétariat sur sa bourgeoisie se maintienne dans un seul pays.

(12) . on verrait ainsi un. parti prolétarien, sans prolétariat, prendre la te te d'un mouvement de petits paysans, nécessairement petits bourgeois et nationalistes; et pour comble de curiosité dialectique on verrait

la petite bourgeoisie réaliser les tâches historiques du prolétariat

A ce stade, traiter d'état ouvrier l'état russe ou l'état chinois, relève de l'analphabétisme politique le plus total, Qu¹ ont de prolétariens des régimes politiques à l?. tête desquels les bureaucrates ne sont pas des produits accidentels de la lutte de classe, mais bien les représentants du capital national, c'est à dire la bourgeoisie sous sa forme bureaucratique,

"L'ETAT DE TOUT LE PEUPLE" CAPITALISAS D'ETAT

Les bureaucrates russes ou chinois ont recours au terme d'"état du peuple" pour désigner la nature de l'état russe ou chinois. Ils reprennent ainsi la phraséologie populiste qui, en assimilant les intérêts du prolétariat à ceux des autres classes sociales, et en particulier à ceux de la bourgeoisie n'a d'autre but que de cacher la nature de classe de l'exploitation du capitalisme.

Le caractère étatique de la monopolisation des moyens de production a permis à de nombreux épigones du marxisme, à partir des années 1930 de développer et d'entretenir ^{urk} : • thèse rejetée." ' depuis long-temps par le mouvement ouvrier; le caractère socialiste de la nationalisation

des moyens de production* T13) ~ ~ *

(13) Qu'oir ne vienne pas nous citer la fin du chapitre 2 du manifeste Communiste;

"Toutefois 5 pour* les pays les plus avancés. les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application:

1) expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux déoonjes de l'état;

(...)

5) centralisation du crédit entre les mains de l'Etat au moyen d'une banque nationale à capital d'état et à monopole exclusif.

6) centralisation entre les mains de l'ETAT de tous les moyens' dé transports et communication'.¹ (...etc)

• • •

0

Ces mesures sont envisagées par i-iarx et Engels dans l'hypothèse d'une conquête politique de l'appareil d'état bourgeois par le prolétariat, hypothèse qu'ils rejettent totalement après la Commune de Paris

♦.

et que Lénine combat dans "l'Etat et la Révolution" (191?) contre Kautsky .pans la préface de 1872 au manifeste iiarx et Engels écrivaient clairement:

".. il ne faut donc pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires proposées à la fin du chapitrell. A bien des égards,

... / « * •

La forme étatique que revêt la concentration du capital dans ces régimes, ne doit pas permettre une justification mystificatrice de l'exploitation du prolétariat des pays dits "socialistes" par leurs bourgeoisies respectives qui ont pris le visage de la bureaucratie ♦

Déjà Engels écrivait dans "l'Anti Dühring": "En devenant propriété de l'état, les moyens de production ne perdent pas leur caractère de capital", L'étatisation n'exclut pas l'appropriation de la plus-value, "L'état est le capitaliste collectif idéal" et plus loin; "Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble" (1^).

En fait, le terme même de capitalisme d'état est ambigu» Il a permis à certains de voir dans cette forme ultime de concentration du capital, une mutation dans les rapports de production capitalistes analysés par Marx. La notion de valeur elle-même devrait être acceptée dans un sens différent; la base de l'exploitation capitaliste, c'est à dire la recherche du profit, subissant un changement d'orientation, dans la mesure où la répartition de ce profit serait réalisée en fonction d'une planification étatique» En fait, la propriété sur les forces productives ne supprime pas le rapport capitaliste, ni le conflit entre capital et travail salarié. "Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble". ¹¹

il faudrait aujourd'hui remanier ces passages.

En face des immenses progrès de la grande industrie au cours de ces vingt-cinq dernières années et du développement parallèle de l'organisation en parti de la classe ouvrière; en face des expériences pratiques, d'abord de la Révolution de Février, ensuite et surtout de la Commune de Paris, où, pour la première fois, le prolétariat a pu tenir entre, ses mains le pouvoir politique pendant deux mois, ce programme a perdu, par endroits, son actualité. La Commune . notamment a démontré que la "classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'Etat telle qu'elle et

Los dirigeants russes ne s'ombarassent pas pour leur part de telles nuances, Pour orne, le socialisme est déjà réalisé dans leurs pays respectifs, C'est Staline, brillent théoricien de la contre-révolution, qui a "enrichi" le marxisme de la théorie du socialisme en un seul pays.

On ne saurait trop insister sur le caractère profondément contre- révolutionnaire d'une telle position. Comment comprendre qu'un pays puisse s'affranchir des lois et des contraintes du marché mondial dans un monde capitaliste?

Une si le prolétariat prend le pouvoir dans un pays, il n'en demeure pas moins que l'économie de ce pays -de par la division internationale du travail- reste tributaire de l'économie des autres pays. Si ces derniers restent capitalistes, le premier ne peut échapper à la loi fondamentale du capitalisme: le règne absolu de la marchandise (dont la principale reste nécessairement la force de travail).

C'est essentiellement pour cela qu'on ne saurait concevoir un îlot socialiste dans un monde capitaliste, L'absence de révolution internationale prolétarienne conduit nécessairement à terme à l'échec de toute tentative isolée d'édification socialiste, L'expérience russe a tragiquement vérifié la validité de cette thèse; quant à la Chine, il n'y a pas eu révolution prolétarienne ni par conséquent tentative d'édification socialiste.

"LA. SOLIDARITE SIÎTRE ETATS SOCIAHSTES"

Le caractère marchand des rapports existant entre la Russie et la Chine et qui trouble tant les trotskystes, n'est qu'une conséquence de la nature capitalisée de ces états. C'est seulement à partir de cette constatation que l'on peut comprendre les particularités de la "solidarité sino-soviétique",

Comment expliquer que les relations entre ces pays soient essentiellement commerciales et non fondées sur une aide économique que l'on serait en droit d'attendre entre "états ouvriers"?

"L'aide soviétique à la Chine consista principalement en transactions commerciales¹¹., , "La Chine a payé et paye en marchandises, en or et en devises convertibles tous les biens d'équipement et toutes les marchandises qui lui ont été fournies, y compris ce qu'elle a obtenu par ouverture de crédits. Il est nécessaire d'ajouter que les prix de nombreuses marchandises importées par nous de l'Union Soviétique étaient bien plus élevés que ceux du marché mondial". (15)

(15) Lettre au PCUS, CC du PCC, "Pékin Informations", 11 Lai

Non seulement l'aide économique se paie, mais à des prix supérieurs à ceux de l'impérialisme mondial. On retiendra comme illustration ce tableau exprimé en Dollars US des cours pratiqués sur le "marché socialiste".

CHARBON (la tonne):

Ventes de la Chine à l'URSS.....	9,8
Ventes de la 1 ^{re} URSS à la Finlande.....	18,^
Ventes de la Pologne à l'URSS.....	16,7

FORTE (la tonne):

Ventes de la Chine à l'URSS.....	^5,0
Ventes de l'URSS à la RDA....	50,5
Ventes de l'URSS à la Hongrie.....	52,5

RIZ (la tonne):.

Ventes de la Chine à l'URSS...	1*K)
Ventes de la Birmanie à l'URSS	97,5
Ventes de l'URSS à la Mongolie.....	173

OEUF (la dizaine): Ventes de la

Chine à l'URSS.....	0,27
Ventes de la Bulgarie à l'URSS	0,37

(16)

Dès le XIX^e Siècle, la Russie tsariste disputait son influence en Chine aux autres pays colonialistes. La Russie soviétique, après l'échec de la révolution de 1917 n'a fait que poursuivre cette politique en soutenant successivement les gouvernements nationaux susceptibles de servir le mieux ses intérêts. Après l'installation définitive de Mao Tsé-toung au pouvoir, elle entreprit une politique d'investissements dans l'industrie et dans l'agriculture, d'envoi de techniciens et d'"idéologues marxistes", nouveaux missionnaires des temps modernes.

Mais dès que la Chine voulut se dégager de cette tutelle trop lourde et fermer son marché aux produits russes, vendus à un taux usuraire, L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques s'empessa en 1960

(1.6) Pour une étude sur la différence entre les cours mondiaux et les prix des achats russes à la Chine, cf. en 1959, Etudes de la Documentation Française (Notes et Documents N° 25^2) pour la période 1955-56, donc bien avant la rupture de l'idylle sino-soviétique.

de retirer tous ses techniciens, d'arrêter toutes ses exportations et ses libéralités et la Chine devint un ennemi, puisqu'il refusait de nourrir l'impérialisme russe.

C'est retomber dans la mystification bourgeoise de l'aide pacifique et désintéressée aux pays sous-développés que de voir un acte "gratuit" au nom d'une solidarité quelconque dans ce soutien économique et politique. Donc, aussi bien l'idylle sino-soviétique que la rupture de celle-ci n'ont rien d'idéologique mais correspondent à des intérêts économiques bien compris. Ces relations économiques s'inscrivent en réalité dans un cadre économique précis, le seul dans lequel elles peuvent avoir lieu dans cette période ultime du capitalisme: l'impérialisme.

Refuser d'admettre une telle évidence, c'est se condamner à ne jamais comprendre la nature du conflit sino-soviétique et à en arriver à des explications aussi inattendues que ridicules du genre: les bureaucrates ont perdu la tête. En effet, comme solution au conflit sino-soviétique et à l'épidémie de folie furieuse qui secoue les sphères bureaucratiques de Pékin et de Moscou, voilà les mots d'ordre que nous proposent ces ingénieux bureaucrates en puissance:

"Devant les terribles ébats de bureaucrates qui ont perdu la tête, les vrais marxistes et les vrais communistes doivent, faire entendre leur voix de toutes leurs forces. Les mots d'ordre à l'adresse du Kremlin doivent être "Bas les pattes devant la révolution chinoise ! Retirez vos forces de la frontière chinoise ! Réglez à l'amiable le différend frontalier avec la République Populaire de Chine ! Cessez vos louches manœuvres avec Taiwan et Washington ; Envoyez tanks et avions au Viêt Nam plutôt qu'à Prague et sur l'Ouzbékistan" (Roàng, ,p.7, 21 Mars 1969) .

EN UN MOT:

BUREAUCRATES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Si nous laissons à ces intellectuels férus de psychologie bureaucratique de telles analyses, on doit bien reconnaître que seules les contradictions du capitalisme international et plus particulièrement russe et chinois peuvent expliquer les conflits économiques et sociaux entre ces deux pays. Loin de perdre la tête, les bureaucrates russes ont très vite compris le danger que représentait l'expansion économique de la Chine dans le Sud-Est asiatique. L'édification "du socialisme national" n'a pas résolu les contradictions du développement capitaliste russe ou chinois ni de ses rapports avec le capitalisme international. Et son nécessaire besoin d'expansion explique les diverses attitudes adoptées en politique étrangère au Kremlin et à Pékin,

L *' IMPERIALISME Russe ET Chinois

"Dans le commerce capitaliste intérieur le capital ne peut réaliser dans le meilleur des cas que certaines parties de la valeur du produit social total: le capital constant usé, le capital variable et la partie de la plus-value destinée à la capitalisation doit être réalisée à l'"extérieur". De là le phénomène contradictoire que les anciens pays capitalistes tout en constituant les uns pour les autres un marché toujours large et pouvant de moins en moins se passer les uns des autres entrent en même temps dans une concurrence toujours plus acharnée pour des relations avec les pays non capitalistes . " (17)

Il existe différentes époques économiques qui se caractérisent par la combinaison originale des rapports de production» Le capitalisme après avoir substitué l'économie marchande simple à l'économie naturelle rentre à son tour en lutte contre, l'économie marchande simple. Pour réaliser l'accumulation du capital, on a besoin de secteurs non capitalistes, le capital tend à étendre sa domination absolue au monde entier mais bien qu'on ne puisse trouver actuellement un seul pays dont l'économie ne soit pas capitaliste, il reste dans tous les pays des secteurs économiques qui appartiennent par leur caractère artisanal et paysan au secteur de l'économie marchande simple et précisément "la destruction progressive de tous les secteurs précapitalistes rend toujours plus accélérée la concurrence mondiale autour des divers territoires non encore pénétrés par l'économie capitaliste «" (18)

Cette concurrence mondiale n'est pas l'apanage comme voudrait y voir Lénine de que. ! que les pays dont la concentration du capital serait suffisamment importante pour pouvoir pratiquer une politique impérialiste d'exportations de capitaux* (19) Dans la phase suprême du capitalisme où la menace de saturation des marchés est un phénomène général, l'impérialisme est mondial, la politique impérialiste de tous les pays dans leurs relations internationales se traduit principalement par l'emprunt international.

Les emprunts internationaux sont "indispensables à l'émancipation des jeunes états capitalistes ascendants et en même temps ils constituent le moyen le plus sûr pour les vieux pays capitalistes de tenir les jeunes pays sous tutelle, de contrôler leurs finances

(17) Rosa Luxembourg. "Accumulation du Capital", Tome II j

(18) Idem

(19) Dans "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", Lénine rappelle qu'il n'y a pas que les pays très développés qui soient impérialistes (contrairement à l'argument du faible développement économique de la Chine avant celle-ci de tout soupçon d'impérialisme) s'appuie sur l'exemple de la Russie tsariste "où l'impérialisme capitaliste moderne est enveloppé, pour ainsi dire, d'un réseau particulièrement serré de rapports pré-capitalistes", (p. 95n Editions en Langues Etrangères, Pékin. 1966),

et d'exercer mie pression sur leur politique étrangère, douanière, commerciale* Il est le moyen le plus efficace d'ouvrir de nouvelles sphères d'investissement au capital accumule dos vieux pays, mais aussi de créer à ceux-ci en meme temps des concurrences nouvelles, d'élargir brusquement le champ d'action de l'accumulation capitaliste tout en le rétrécissant en meme temps," (20)

Lénine s'est essentiellement attaché à cet aspect de l'impérialisme.: l'exportation de capitaux qui selon lui déterminait le caractère impérialiste de la politique des pays développés » home à la lumière de la théorie de Lénine -qui pourtant nous semble insuffisante** nous pouvons déterminer le caractère impérialiste de l'économie russe, "Il est important de suivre les tendances du développement de l'impérialisme russe sous cet aspect particulier. Sur un total de 3,2 lilliards de Dollars exportés par l'URSS de 195^ à 1962, **382** millions l'ont été de 195*4- s **1956, 1667** ;allions de **1957** à 1959 et 12*4-8 ; . 'allions de **1960** à **1962**. On passe donc de 382 rallions de Dollars à 12*4-8: en 9 ans, l'oxportntion--.de capitaux a plus que triplé. ,

Si or. ajoute ensuite 1,2 lilliards de .crédits militaires, la tendance est encore plus accentuée. C11 peut noter cependant que l'exportation tombe de **1,6** ;allia, ds de **1957** à **1959** à.

1*2 de **1960** à 1962. Ceci pourrait indiquer une inversion de. tendance, si à l'oxportation russe ne venait s'ajouter un autre phénomène, résultant en meme temps des rapports impérialistes instaurés par l'URSS en Europe orientale et du dévo-

loppoment du capitalisme d'Etat dans cette zone: l'exportation de capitaux tchécoslovaques dans les zones"sous-développées" . L'exportation de la. Tchecoslovaquie passe en fait de **100** millions de Dollars on 195^-56 à. 102 en 1957-59 à **276** en 1960-62 pour iui total de *4-78 rallions de Dollars. Plus que les "2000- mots", cette tendance nous éclaire sur les causes profondes de la crise tchécoslovaque et de l'intervention militaire russe dans ce marché dans le cadre général de la concurrence inter-impérialiste, concurrence dont la Tchecoslovaquie est à la fois l'objet et lo sujet." (21)

En. fait, ce n'est pas seulement pas une politique d'investisse-
ment mais aussi d'aide économique sans rentabilitéimmédiate (cons-
truction do barrages, envoi d'armements, etc,,.) que se prépare la
conquête de-' territoires nouveaux et l'expansion impérialiste.

(20) Rosa Luxembourg, "Accumulation du Capital", Tome II, Kaspéro,

(21) Lotta Comunista, liai **1969**, "L'exportation de capitaux de l'im-
périalisme russe dans les zones en développement",

L'impérialisme ne se résume pas dans l'exportation de capitaux, mais dans une politique générale à long terme qui s'inscrit dans la lutte mondiale pour l'ouverture des marchés.

Ainsi quand la Chine prend part à la Guerre de Corée en 1953 ou soutient le Nord-Vietnam et en vient même à recueillir dans son giron Norodom Sihanouk, à la tête d'un gouvernement d'union royale du Cambodge (comble d'ironie), elle prépare l'expansion nécessaire du capitalisme chinois et poursuit la politique extérieure engagée dès 1949 dans le Sud-Est asiatique. De la même façon, lorsqu'elle rentre dans le jeu pacifiste, se fait le champion de la paix en Asie du Sud-Est à la Conférence de Bandung en Avril 1955) c'est qu'à l'époque il s'agit de rassurer, de prendre peu à peu pied dans la péninsule asiatique en faisant oublier le passé colonialiste de la Chine des empereurs. Après Manille et Bandoung, Pékin fera preuve d'une diplomatie très souple, accueillant tour à tour avec faste tous les leaders du monde asiatique, tendant la main avec régimes les plus conservateurs, les plus liés à l'Occident comme ce fut le Siam et des Philippines, multipliant les investissements de capitaux à la Birmanie, au Cambodge au Pakistan, s'efforçant de régler les délicats problèmes des frontières birmanes, essayant d'enlever à l'OTASE tout support moral et toute justification pratique. (22)

Ici, c'est l'aspect séducteur et pacifiste que revêt l'impérialisme chinois de peur que tous ces petits pays se jettent dans les bras de l'impérialisme américain, prennent parti contre la Chine dans un éventuel conflit avec la Russie, Mais l'impérialisme chinois a déjà employé la violence quand ses troupes envahirent le Tibet (1950-51) et imposèrent l'intégration progressive de ce pays à la Chine. (23)

(22) "Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires - non pas tant pour elle-même que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre, l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad comme point d'appui contre l'Allemagne etc.,.)". Lénine. "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", p. 103, Editions en Langues Etrangères, Pékin 1966,

(23) Pour un aperçu de la situation politique dix ans après la rébellion de 1953-59 au Tibet, voir LE MONDE DIPLOMATIQUE, 8 Octobre 1968; Notes et Etudes Documentaires, 12 Mars 1960; "Le Tibet Occupé" in Le Monde Diplomatique, Décembre 1959»

Il est clair que les politiques d'expansion du capital russe ou chinois s'inscrivent dans le cadre des partages impérialistes du monde entre les puissances.

Dans le stade ultime du capitalisme, lorsque celui-ci a étendu sa domination de façon mondiale, tout conflit entre nations doit obligatoirement prendre un caractère impérialiste,

CONFLIT IDEOLOGIQUE ?

Rejetant l'essentiel de l'analyse marxiste de l'histoire, qui affirme qu'il n'y a d'autres conflits que ceux motivés par des intérêts économiques, on se plaît à spéculer sur les différends idéologiques qui soutiendraient le conflit sino-soviétique; c'est là entrer dans le jeu de tous les belligérants qui s'équipent d'un arsenal de justifications idéologiques pour masquer les véritables mobiles du conflit.

La Chine et la Russie ne font pas exception à la règle, mais l'originalité ici vient du fait que les arguments utilisés se veillent plus prolétariens ou plus révolutionnaires les uns que les autres.

De quels différends idéologiques s'agit-il donc?

Toutes les âmes crédules, de la presse la plus réactionnaire à certaines revues¹¹ gauchistes¹¹, en passant par Le Monde et Le Nouvel Observateur, considèrent en général la Chine, comme le jeune pays révolutionnaire, généreux dans son aide à tous les peuples opprimés en lutte contre l'impérialisme, prouvant son esprit d'internationalisme prolétarien dans un soutien politique toujours plus radical que ce vieux pays au passé révolutionnaire un peu poussiéreux que serait la Russie, avec ses bureaucrates embourgeoisés, plus enclins à la coexistence pacifique et donc aux compromissions avec l'impérialisme américain. En somme un conflit de générations,

mais si on observe un tant soit peu les relations économiques et politiques des deux pays en politique internationale, on est bien en peine de déceler la moindre différence idéologique et bien plutôt d'y retrouver le même opportunisme qui caractérise toute politique bourgeoise impérialiste.

Car où réside le révisionnisme ?

Est-ce dans une politique de coexistence pacifique acceptée par la Russie avec les Etats-Unis? Fais la Chine elle-même malgré la violence de ses discours renouvelle régulièrement entre deux rendez-vous

de Varsovie, ses propositions de coexistence pacifique, (cf. Le discours de Chou en Lai à l'occasion de la fête nationale et du XX^e anniversaire de la République populaire dans Le Monde du 20 Octobre 1968. cf. L'offre chinoise du 26 Novembre 1968, lors des entretiens sino- américains de Varsovie)....

Est-ce dans le soutien trop timide de l'URSS aux pays voulant se libérer de l'impérialisme américain ? En effet, quand cela convient à sa politique, la Chine se montre très radicale dans ses prises de position (quoique l'aide militaire n'ait rien de comparable à celle de l'URSS). Pourtant, curieux sens de l'internationalisme prolétarien que celui de la Chine qui apporte son soutien économique et militaire au Pakistan, on des pays les plus réactionnaires de l'Asie, qui à la même époque réprima un large mouvement populaire.

Est-ce dans le non-respect de la souveraineté des démocraties populaires, ^hier révisionnistes, aujourd'hui exemptes de qualifications particulières, mais de toute façon dignes d'intérêt dans la mesure où elles s'opposent à la Russie et sont susceptibles un jour d'apporter un appui stratégique à la Chine dans un conflit militaire, ou du moins susceptibles de sortir de monnaie d'échange dans un cadre de négociations "idéologiques"? (24) La Chine ne s'est pourtant pas embarrassée de vaines paroles sur la souveraineté des peuples quand ses troupes envahirent le Tibet tandis que la conscience "prolétarienne" des pays socialistes fermait les yeux pudiquement.

Comment comprendre les fluctuations, les revirements. "idéologiques" de politique internationale de ces deux géants du monde "socialiste" si l'on ne gratte pas le vernis prolétarien qui agrémente leur phraséologie et leurs justifications idéologiques toujours renouvelées?

(24) La Roumanie a eu quelques problèmes avec la Russie. Mais que reste-t-il des critères idéologiques "anti-révisionnistes" qui s'attaquent à la collusion avec l'impérialisme américain lorsque Chou en Lai déclaré vis à vis du gouvernement et du peuple roumains (qui accueillent à bras ouverts Nixon et envoient en visite à la Lais en Blanche ses bureaucrates de plus haut rang et chez le Premier ministre de "mai 1968) :

"Le gouvernement et le peuple de Chine leur expriment leur admiration et leur accordent leur soutien."

(Déclaration à l'occasion du départ du vice-président du Conseil d'Etat roumain en visite à Pékin, Le Monde : 3.4-15 Juin 1970).

Les événements des dernières années ont définitivement ridiculisé les spéculations sur les différences de "nature de classe" entre la Chine, la Russie et les Etats-Unis. (25)

Gomme dans tout autre conflit impérialiste, les raisons du différend sino-soviétique sont de tous ordres sauf idéologiques.

Plus que jamais il est nécessaire de dénoncer la nature identiquement capitaliste des deux Etats soi-disant communistes,

Derrière les braillements anti-révisionnistes et anti-aventuristes c'est le massacre du prolétariat de Russie et de Chine que l'on prépare. Le conflit sino-soviétique a déjà coûté la mort de centaines de soldats russes ou chinois sur le champ d'honneur de l'impérialisme mondial. Et l'on voit partout se multiplier les charognards à la recherche d'arguments pour justifier l'action de l'un ou l'autre camp impérialiste.

L'internationalisme prolétarien n'a rien à voir avec les tanks de Prague, ni avec la bombe "populaire" de Hlao Tsé Tsung; il est au contraire leur ennemi mortel.

Les deux camps ne sont pas la Russie et la Chine, mais bien celui de l'impérialisme mondial et celui de la Révolution Proletarienne.

0 0 0

(25) Sur cette base, et utilisant l'argument: "Il faut défendre les Etats ouvriers" ou "Il faut lutter contre l'impérialisme, ennemi numéro 1", on veut construire des schémas de choix sur la puissance à appuyer ou à défendre. Ainsi un des groupes trotskystes ("Lutte ouvrière" W° 35) distingue, dans un éventuel conflit mondial en Extrême-Orient, deux camps: un camp impérialiste, les Etats-Unis; et un camp anti-impérialiste, l'URSS et la Chine. Ensuite, deux natures de classe: un Etat ouvrier (dégénéré), l'URSS; deux Etats bourgeois, les USA et la Chine, cette dernière étant "petite-bourgeoise". On considérerait donc, dans leur logique, qu'il faudrait appuyer l'URSS contre la Chine, si les USA n'interviennent pas ou s'ils appuient la Chine; mais inversement qu'il faudrait appuyer la Chine contre l'URSS si les USA se mettent du côté de l'URSS.

16 ANARCHISME EK ESPAGNE 1936

"L¹ anarchisme et la révolution espagnole" est un article qui parut en 193? dans la revue américaine "International Council Correspondance". Le but avoué de cet article est de démontrer que l'anarcho- syndicalisme est objectivement voué à sauver ce qu'il se propose d'abattre, mais avant le texte proprement dit, il nous a semblé utile de préciser dans quel contexte se situait la révolution en 1936 et quel est le processus qui a amené l'instauration du franquisme actuel .

La bourgeoisie espagnole, une des plus vieilles d'Europe, constitua sa fortune à partir de ses colonies. Elle était essentiellement marchande, et n'avait pas de problèmes économiques grâce à l'énorme quantité d'or qui s'importait d'Amérique; elle se procurait les produits nécessaires dans les pays étrangers. De ce fait, elle ne développa aucune manufacture, s'accommodant parfaitement d'une structure féodale du pays. Cependant que les bourgeoisies française ou anglaise rongeaient le pouvoir féodal, jusqu'à lui livrer une guerre à mort. L'Espagne se contentait d'aller chercher l'or aux Amériques et d'acheter aux bourgeoisies "industrielles" les produits manufacturés.

Mais la révolution industrielle allait secouer l'Europe / L'Espagne avait, peu à peu, perdu ses colonies et se trouvait forcée de s'adapter au monde tel qu'il se formait; c'était compter sans l'héritage de toute la prospérité économique passée, sans l'héritage des structures féodales du passé. Les autres bourgeoisies avaient peu à peu ruiné ces structures jusqu'à les détruire. Pas l'Espagne, nous avons vu pourquoi. Elle se devait maintenant de rattraper le temps perdu, d'instaurer un Etat à son service. Ce fut au travers de la guerre d'indépendance contre la France qu'elle put s'unifier et essayer de se donner une constitution libérale. C'est la Constitution de Cadix en 1812 (il y en a eu depuis plus d'une centaine). Mais puisque les conditions économiques nécessaires à la constitution d'un Etat capitaliste ne se trouvaient pas réunies, elle eut à lutter contre toute "une vague de REACTION" à ses tentatives. La violence de l'armée fut utilisée par le pouvoir afin de détruire les réactionnaires. L'Etat "libéral" fut instauré et gardé en place par l'armée. C'est ce qui apparaîtra tout le long de l'histoire d'Espagne.

Ce chaos politique devait s'aggraver du fait de l'intervention dans l'arène sociale d'une nouvelle force : le prolétariat. C'est en Catalogne, en 13^0 , que les ouvriers du textile apparaissent sur la scène sociale, insurgés?montrant par là que le prolétariat naissant ne laissera pas lui non plus les mains libres à la bourgeoisie. L'armée intervient une nouvelle fois, le général Zapatero massacre les ouvriers. C'est à dire que les conflits déjà existants dans la bourgeoisie nien seront que plus confus, et plus difficiles seront les tentatives qu'elle fera pour mettre l'ospagne au meme niveau économique que les autres pays d'Europe.

*

+ + +

le début du siècle trouve l'Espagne avec un niveau de développement économique très faible. Le développement industriel qui s'y manifeste est du à l'intervention des capitaux étrangers. Ce sont la France, l'Allemagne et l'Angleterre qui y exploitent les mines de fer en Biscaye, le charbon aux Asturies et au nord de Léon, de plomb en Murcie.

Dans les autres pays d'Europe, les syndicats avaient jusque là toujours été dominés par l'influence anarchiste/. Ce furent les libertaires qui fondèrent les bourses .du travail, c'est encore les libertaires qui marquent de leur influence la CGT lors de la Charte d'Amiens. Les idées de Prcudhon , à l'aube du mouvement ouvrier devaient leur popularité au cor-rratisme qu'elles prônaient quand, l'ouvrier rêvait encore de l'artisan qu'il aurait pu être. On constate en effet que les idées anarchistes ont toujours trouvé leur plus fort soutien che?, les petits artisans, comme c'est le cas pour la fédération jurassienne composée d'horlogers et qui fut l'animatrice de l¹ AIT bis, l'Internationale Eal'ouniste. Il faut croire que d'être enfermé dans une industrie où l'ouvrier se suffit à lui-même quant à la création o.e son travail, donne ^ à celui-ci une notion de l'individu et de sa ''liberté" que n'a pas l'ouvrier d'usine, beaucoup plus marqué de tout temps par les idées manuels te s de communisme. Un homme qui travaille seul, n'a pas les » memes besoins qu'un homme qui ti*availle avec d'autres, c'est normal.

Leur conception du monde est otügatoirement différente.

Tous Iss syndicats allaient appuyer la guerre de 191^-13;
/seuls quelques uns de militants anarcho-sindicalistes s'y

refusèrent. La plupart d'entre eux allaient appeler à protéger "notre civilisation", et cela fut une des causes de la disparition de la tradition anarcho-syndicaliste en France,

L'Espagne n'a pas fait la guerre. Les théories anarcho-syndicalistes ne furent donc pas démasquées comme à l'étranger. Peut-être cela explique-t-il, entre autres aspects, que les idées corporatistes des fédéralistes de Proudhon aient continué à être adoptées dans certaines régions de l'Espagne et notamment en Catalogne, où l'industrie textile qui y florissait n'était pas vraiment industrialisée. Les entreprises y étaient assez petites, beaucoup de familles travaillaient à leur compte et employaient deux ou trois ouvriers. Toutes les conditions pour que les idées proudhoniennes et bakounistes y soient soutenues avec ferveur étaient réunies,

On peut d'ailleurs constater que si les professions libérales (coiffeurs, garçons de café, boulangers, etc.,..) adhéraient à ces idées, les régions minières à forte concentration de prolétaires (Asturies, Biscaye) ne furent pas "anarchistes". L'idéologie libertaire avait été minée par la densité de ce prolétariat.

Les idées anarchistes furent aussi embrassées par de grandes couches de paysans pauvres, en Aragon, en Extremadure, à Valence, régions presque exclusivement agricoles. La CNT joua un grand rôle dans la collectivisation de ces terres, qui ne peut servir qu'à nourrir le "front anti-fasciste".

"Le seul moyen que le capitalisme ait trouvé pour brûler avec le fer rouge de la guerre les ouvriers et paysans pauvres de la péninsule ibérique, a été de faire du soulèvement ouvrier de Barcelone, de Madrid et de tant d'autres localités, le signal d'une guerre entre démocratie et fascisme. Il fallait pour cela donner aux ouvriers l'impression que le front anti-fasciste était bien leur front de classe, comme en 1914 il fallait donner aux ouvriers français l'impression qu'ils luttaient contre le militarisme prussien et aux ouvriers allemands qu'ils luttaient contre le tsarisme russe." (1)

Pour réaliser cette mystification, l'Etat avait besoin des "organisations de la classe ouvrière", l'UOT lui était acquise, ⁽¹⁾

(1) "Bilan", Revue Théorique du P.C.I., p. 1130. N°36.
Octobre
Novembre 1936.

la CNT restait à convaincre. La CNT lentra donc dans le gouvernement, ses militants l'appuyèrent, mystifiés eux aussi par le problème antifasciste. C'est dans de telles situations que se révèle la force d'une théorie. Les anarchistes appuyèrent le désarmement des milices, la militarisation de la production, tout cela parce qu'ils étaient incapables de comprendre le rôle du fascisme, parce que leur idéologie n'était pas assez solide pour résister aux chocs ou à ce qui assènerait au prolétariat le capitalisme international.

+ + +

L'anarchisme, comme toutes les théories ne se basant pas sur une stricte notion de classe, sur une analyse marxiste de la société d'exploitation et des moyens de sa disparition, est une des émanations d'une couche sociale sans devenir historique que constitue la petite bourgeoisie. Aujourd'hui, la crise dans laquelle sombre l'idéologie dominante n'est pas sans créer dans un certain milieu pseudo-révolutionnaire une quantité appréciable d'idéologies qui, pour opposées qu'elles semblent être, ne s'en rejoignent pas moins sur un point déterminant, : la négation du prolétariat et donc de sa distorsion comme moyen de sa disparition, Les uns nient dans les faits le rôle déterminant du prolétariat, et les autres subliment l'importance de l'"ouvrier dans sa boîte", ce qui revient au même. Cette dernière "vision" va de pair avec une totale incompréhension du rôle du prolétariat comme classe historique.

La petite bourgeoisie intellectuelle est dégoûtée par le grand capital tout en l'enviant secrètement. Elle n'a. ou'un avenir de plus en plus incertain dans le capitalisme privé, et cela peut l'amener à trguer deux sortes de solutions, dites "révolutionnaires",

Pour les uns, c'est l'instauration d'un régime capitaliste d'Etat qui lui permettrait d'épanouir ses talents de bureaucrates. Celle-là sème la confusion dans la vraie lutte révolutionnaire, noyant le prolétariat parmi les "petites gens", et revenant -ce qui est significatif- au vieil amour de la révolution bourgeoise, le PEUPLE.

Quant aux autres, les "désespérés de la vie quotidienne", plus ou moins ouvriéristes et posant le problème comme un conflit "dirigés par les ts-dirigés", "sacrifiants-sacrifiés" et autres contradictions, ils se situent pas ce moyen parmi les "dirigés" ou les

"sacrifiés",, cette pirouette faisant d'eux des révolutionnaires. Magie du verbe!

L'article qui suit a le mérite de présenter une analyse de la situation espagnole en termes de classe, au moment même où les théories libertaires .. ■ amenaient les anarchistes à se compromettre avec la bourgeoisie.

L' ANARCHISM:

ET LA

REVOLUTION ESPAGNOLE

Les luttes héroïques des ouvriers espagnols marquent une étape dans le développement du mouvement prolétarien international. Cette lutte mit fin à la course jusque là victorieuse et ininterrompue du fascisme et en même temps elle initia une nouvelle période de luttes de classes croissantes.

mais celle-ci n'est pas la seule raison de la grande importance de la Guerre civile espagnole pour le prolétariat mondial. Son importance réside aussi dans le fait qu'elle ait mis à l'épreuve les théories et les tactiques de l'anarchisme et de l'anarcho- syndicalisme .

L'Espagne a été de tous temps le foyer classique de l'anarchisme. L'énorme influence que les doctrines anarchistes ont acquis en Espagne ne peut être expliquée que par la structure particulière des couches sociales dans ce pays. La théorie de Proudhon des métiers individuels et indépendants, aussi bien que l'application par Bakounine de cette même théorie pour les usines, a trouvé un soutien passionné parmi les petits paysans et parmi les ouvriers d'usines ou agricoles. Les doctrines anarchistes ont été embrassées par de larges fractions du prolétariat espagnol et c'est à cela que l'on doit la levée spontanée des ouvriers contre l'insurrection fasciste.

Nous ne voulons cependant pas dire que le déroulement de la lutte fut déterminé par l'idéologie anarchiste, ou qu'il reflète le but des anarchistes. Au contraire, nous allons démontrer que les anarchistes ont été poussés à abandonner beaucoup de leurs vieilles idées et à accepter en échange des compromis de la pire espèce. En analysant ce déroulement, nous allons démontrer que l'anarchisme est incapable de tenir tête à la situation, non pas à cause de la faiblesse du mouvement qui n'aurait pas permis une application pratique, mais parce que les méthodes anarchistes pour organiser les différentes phases de la lutte étaient en contradiction avec la réalité objective. Ce type de situation révèle des similitudes frappantes avec celle des bolchéviks russes en 1917* Les bolchéviks russes ont été forcés d'abandonner une à une leurs vieilles théories, jusqu'à en arriver à exploiter les ouvriers et le paysans avec les méthodes capitalistes bourgeoises; de meme, les anarchistes en Espagne sont maintenant

forcés d'accepter les mesures qu'ils ont jadis dénoncées comme étant centralistes et opprimantes. Le déroulement de la Révolution Russe a démontré que les théories bolchéviques n'étaient pas valables pour résoudre les problèmes de la lutte de classe prolétarienne (1) ; de même, la Guerre civile espagnole révèle l'incapacité des doctrines anarchistes à résoudre ces problèmes.

(1) Dans cette phrase et dans la suite du texte, l'auteur établit un parallèle entre les rôles respectifs joués par les bolchéviks au cours de la Révolution d'Octobre de 1917 et par les anarchistes au cours de la Révolution espagnole. Si l'on peut effectivement constater que ces deux organisations ont été amenées, à un moment de leur action, à prendre des mesures en contradiction avec leur conception initiale, on doit toutefois relever les différences fondamentales.

Dès le début de la Révolution espagnole, et même avant le 18 Juillet 1936, un des mots, d'ordre fondamentaux de la CNT a été la réalisation de l'alliance anti-fasciste, c'est-à-dire de l'abandon du strict programme de classe prolétarienne au bénéfice de la collaboration avec les couches libérales de la bourgeoisie,

Cette alliance anti-fasciste d'abord scellée avec l'autre grand syndicat espagnol, l'UOT. (tendance social-démocrate), a trouvé son plein développement avec l'entrée des anarchistes dans la "Generalidad" (27 Septembre 1936) puis dans le gouvernement Largo Caballero Nov.) à côté des autres formations de l'Espagne républicaine (staliniens, sociaux-démocrates, radicaux, etc.,). Pour éphémère qu'elle ait été (elle s'arrête en 1937) cette participation des anarchistes au gouvernement bourgeois de la République a permis de rétablir l'autorité de celui-ci, autorité qu'il avait complètement perdue au lendemain de la réplique victorieuse du prolétariat espagnol contre le putsch du 18 Juillet. Quant aux réformes que la CNT croyait pouvoir obtenir, grâce à sa politique de "présence" elles sont évidemment restées lettre-morte pour la plupart.

En bref, l'action de la CNT pendant la première année de guerre civile a eu pour effet essentiel de lier les mains du prolétariat espagnol en lui faisant restituer à la bourgeoisie les parcelles de pouvoir politique conquises au soir du 19 Juillet 1936. Le dernier sursaut de ce prolétariat en 1937 à Barcelone sera facilement écrasé dans le sang par les "guardias de Asalto" d'un gouvernement auquel participent encore les anarchistes...

L'action du Parti Bolchévik dans la période qui va de Février à Octobre 1917 tranche avec celle de la CNT en 1936-37* En effet, durant toute cette période, l'agitation essentielle des bolchéviks a porté sur le maintien et le renforcement des dispositions de classe du prolétariat face aux tentations de collaboration avec les autres formations anti-tsaristes. (Suite de la note page suivante).

Il nous semble important d'élucider les erreurs commises par les anarchistes parce que leur lutte courageuse a conduit beaucoup d'ouvriers -qui voient clairement le rôle de traîtres joué par les représentants de la II^e et III^e Internationale- à croire, qu'après tout, les anarchistes ont raison.- De notre point de vue, ce dernier fait est dangereux, car il tend à accroître la confusion déjà grande parmi la classe ouvrière.

Nous considérons qu'il est de notre devoir de démontrer, à partir de l'exemple espagnol, que l'argumentation anarchiste contre le marxisme est fausse: que c'est la doctrine anarchiste qui a échoué. Quand il s'agit de comprendre une situation donnée, ou de montrer des
* voies et des méthodes dans une lutte révolutionnaire précise, le marxisme sert encore de guide et s'érige avec un contraste frappant à côté du pseudo-marxisme des partis de la II^e et III^e Internationales.

La faiblesse des théories anarchistes a d'abord été démontrée par les organisations anarchistes, sur la question de l'organisation pour la prise du pouvoir politique. D'après la théorie des anarchistes, la victoire révolutionnaire serait assurée et garantie en laissant le fonctionnement des usines dans les mains de syndicats, Les anarchistes n'ont donc, jamais essayé d'enlever le pouvoir au gouvernement de Front populaire. Ils n'ont pas non plus travaillé pour l'organisation d'un pouvoir politique des Conseils (soviets). Au lieu de faire de la propagande pour la lutte de classes contre la bourgeoisie, ils ont prêché l'harmonie des classes à tous les groupes appartenant au front anti-fasciste. Quand la bourgeoisie a commencé à ronger le pouvoir des organisations ouvrières, les anarchistes ont rejoint le nouveau gouvernement, ce qui, pour les théories anarchistes est une importante déviation de leurs principes de base. Ils ont essayé d'expliquer ce geste en prenant comme argument

Suite de la note (1) de la page précédente.

Alors que la CNT a accepté la dissolution des embryons de pouvoir politique prolétarien, que constituaient "les comités de milices", les bolchéviks ont constamment insisté sur le renforcement des organisations autonomes de la classe ouvrière russe: les soviets, A partir d'Avril 1917, ils n'ont jamais cessé, malgré leur faible audience au départ et la repression qui s'est abattue sur eux (surtout après Juillet) de dénoncer le gouvernement provisoire que, par bien des points, on peut comparer au gouvernement républicain de 1936. Le "marxiste autoritaire" Lénine ne s'est jamais abaissé à faire ce qu'a fait la pure anarchiste anti-étatiste Federica Montseny: participer à un gouvernement de la bourgeoisie.

que, par la collectivisation, le nouveau gouvernement de front populaire ne représentera pas un pouvoir politique comme avant; mais simplement un pouvoir économique, puisque ses membres sont des représentants des syndicats auxquels appartiennent aussi des membres de la petite bourgeoisie de l'Esquerra. (2). L'argument des anarchistes est le suivant: puisque le pouvoir est dans les usines, les usines sont contrôlées par les syndicats, donc le pouvoir est entre les mains des ouvriers „ Nous verrons plus loin comment cela fonctionne actuellement,

Le décret de dissolution des milices est paru pendant que les anarchistes étaient au gouvernement. L'incorporation des milices dans l'armée régulière, la suppression du POUK à Madrid ont été décrétés avec leur approbation. Les anarchistes ont aidé à organiser un pouvoir politique bourgeois mais n'ont rien fait pour la formation d'un pouvoir politique prolétarien.

Notre intention n'est pas de rendre les anarchistes responsables du déroulement de la lutte anti-fasciste et de son détournement vers une impasse bourgeoise. D'autres facteurs doivent être incriminés en particulier l'attitude passive des ouvriers dans les autres pays.

Ce que nous critiquons le plus sévèrement est le fait que les anarchistes aient cessé de travailler pour une révolution prolétarienne réelle, et qu'ils se soient identifiés eux-mêmes au processus auquel ils assistaient. Ils ont ainsi brouillé la position des ouvriers contre la bourgeoisie et ont donné cours à des illusions pour lesquelles nous craignons qu'ils n'aient à payer eux-mêmes très cher dans le futur.

Les tactiques des anarchistes espagnols ont eu droit à un certain nombre de critiques dans les groupes libertaires de l'étranger; certaines de ces critiques en arrivent même à les accuser de trahison aux idéaux anarchistes. Mais comme les auteurs de ces critiques n'arrivent pas à voir la situation que leurs camarades espagnols sont entrain d'affronter, celles-ci restent négatives,

(2) ^ ESQUERRA REPUBLICANA (en catalan Gauche Républicaine: parti assez hétéroclite, principal représentant de la petite bourgeoisie catalane, dont la préoccupation principale est l'autonomie de la région par rapport au pouvoir central collecteur d'impôts. C'est le principal Parti Catalaniste. Il faut toutefois remarquer que le sentiment autonomiste imprégnait aussi l'ensemble des autres formations politiques existant en Catalogne depuis le PSUC (parti socialiste unifié de Catalogne; stalinien) jusqu'au POUH (parti ouvrier d'unification marxiste; organisation assez proche du trotskysme, principale victime des exactions staliniennes) et la CNT-FAI pour qui ce sentiment s'accordait fort bien avec le fédéralisme proné traditionnellement par les libertaires.

Il ne pouvait en être autrement. Les doctrines anarchistes simplement ne peuvent pas répondre aux questions que la pratique révolutionnaire soulève. Pas de participation au gouvernement, pas d'organisation de pouvoir politique, syndicalisation de la production, voilà les mots d'ordre anarchistes de base.

De tels mots d'ordre ne vont effectivement pas dans le sens des intérêts de la révolution prolétarienne. Les anarchistes espagnols sont retombés dans les pratiques bourgeoises parce qu'ils ont été incapables de remplacer leurs irréalisables mots d'ordre à côté de ceux du prolétariat. Précisément pour cette raison, les critiques et les conseillers libertaires étrangers ne pouvaient offrir de solutions car ces problèmes ne peuvent être résolus que sur la base de la théorie marxiste.

La position la plus extrême parmi les anarchistes de l'étranger est celle des anarchistes hollandais (sauf les anarcho-syndicalistes hollandais du HSV -Netherlands Syndicalist Verband). Les anarchistes de Hollande s'opposent à toute lutte employant des armes militaires parce qu'une telle lutte est en contradiction avec l'idéal et le but anarchistes. Ils nient l'existence de classes. En même temps, ils ne peuvent s'empêcher d'exprimer leur sympathie pour les masses en lutte contre le fascisme. En réalité leur position représente un sabotage de la lutte. Ils dénoncent toute action ayant pour but d'aider les ouvriers espagnols, telle que l'envoi d'armes. Le fond de leur propagande est celui-ci: tout doit être fait pour éviter l'expansion du conflit vers d'autres pays d'Europe. Ils prônent la résistance passive à la, Gandhi, dont la philosophie, traduite à la réalité objective veut dire la soumission d'ouvriers sans défense aux bourreaux fascistes.

Les anarchistes d'opposition maintiennent que le pouvoir centralisé dans la dictature du prolétariat ou un corps militaire, mèneront à une autre forme de répression des masses. Les anarchistes espagnols répondent en faisant remarquer que eux: (en Espagne) ne luttent pas pour un pouvoir politique centralisé; au contraire, ils favorisent la syndicalisation de la production, ce qui exclut l'exploitation des ouvriers. Ils croient sérieusement que les usines sont dans les mains des ouvriers et qu'il n'est pas nécessaire d'organiser toutes les usines sur une base centraliste et politique. Cependant, le déroulement actuel a déjà prouvé que la centralisation de la production est en train de s'instaurer et les anarchistes sont forcés de s'adapter aux nouvelles conditions, même si c'est contre leur volonté. Partout où les ouvriers anarchistes négligent d'organiser leur pouvoir politiquement et d'une façon centralisée dans les usines et les communes, les représentants des partis capitalistes bourgeois (les partis socialiste et communiste compris) le reprendront. Cela veut dire que les syndicats, au lieu d'être directement contrôlés par les ouvriers dans les

usines, seront réglementés a'après les lois et les décrets du gouvernement capitaliste bourgeois.

II

De ce point de vue se pose la question: est-il vrai que les ouvriers en Catalogne ont détenu le pouvoir dans les usines après que les anarchistes aient syndiqué la production? Il nous suffit de citer quelques paragraphes de la brochure: "Qu'est-ce que la CNT et la FAI?" (Publication Officielle de la CNT-FAI) pour répondre à cette question.

"Le fonctionnement des usines collectivisées est avec mains des conseils d'usines qui sont élus dans une assemblée générale d'usine.

Ce conseil sera formé par cinq à quinze membres. La durée officielle du mandat dans les conseils est de deux ans...

"Les conseils d'usines sont responsables devant l'assemblée d'usine et devant le conseil d'industrie de la branche en question... La production est réglée par le conseil d'usine en conjonction avec le conseil d'industrie. Il règle aussi les questions de rétributions, des conditions sanitaires, etc...

" Chaque conseil d'usine désigne un directeur. Dans les usines employant plus de 500 ouvriers, la nomination doit être approuvée par le conseil d'industrie. Avec l'approbation des ouvriers dans l'usine, chaque usine délègue un membre du conseil d'usine au conseil d'industrie de la "Generalidad" (3). Les conseils d'usine font régulièrement un rapport à l'assemblée d'usine et au conseil d'industrie, sur leur activité et leurs projets.

"En cas d'incompatibilité ou de refus de mener à bout les instructions, des membres du conseil d'usines peuvent être destitués, soit par l'assemblée d'usine, soit par le conseil d'industrie.

"Si un membre de conseil d'usine est destitué par le conseil d'industrie contre la volonté des ouvriers, ces derniers ont le droit de faire appel devant le conseil d'industrie. Le conseil d'industrie de la Generalidad décide du cas après avoir écouté le rapport du conseil économique général anti-fasciste.

"Les conseils économiques généraux de diverses branches d'industrie sont composés de quatre représentants de conseils

(3) Gouvernement autonome de la Catalogne,

d'usine-, huit représentants des divers syndicats (comprénant de façon proportionnelle les groupes politiques) et de quatre techniciens. Ces derniers sont désignés par le conseil économique général anti-fasciste. A la tête de ce comité se trouve un membre du conseil d'industrie de la C-eneralidad.

"Le conseil économique général a la tache suivante: organisation de la production, calcul des coûts, élimination de la concurrence entre les usines, réorganisation des méthodes de production, tarifs établissement des marchés centraux, acquisition des moyens de production et de la matière première, les crédits, l'établissement de laboratoires techniques, statistiques de production et de consommation, coordination des importations de matières premières de l'étranger avec les produits intérieurs, etc.,,,"

Il n'est nul besoin de se creuser la tête, pour se rendre compte que ces propositions placent toutes les fonctions économiques dans les mains du conseil économique général» Comme nous l'avons vu, le conseil économique général est constitué de huit représentants des syndicats: quatre du conseil économique antifasciste désignés comme techniciens et quatre représentants des conseils d'usine. Le conseil économique général anti-fasciste fut constitué au début de la révolution et est formé par des représentants des syndicats et de la petite bourgeoisie (.»q 10; o t c», . .) Seulsles quatre délégués du conseil d'usine pourraient etre considérés comme des représentants directs des ouvriers, Nous notons plus loin qu'eu cas de renvoi des représentants du conseil d'usine,- le conseil d'industrie de la generalidad et le conseil économique générai anti-fasciste ont une influence décisive.

Le conseil général économique peut destituer des rmbres d'opposition du conseil; contre cela;, les ouvriers peuvent faire appel au conseil d'industrie.- mais la décision repose sur le conseil économique général. Le conseil d'usine peut désigner un directeur, mais pour les entreprises plus grandes, le consentement du conseil d'industrie est aussi requis,

Bref, on peut dire que les ouvriers actuellement ne peuvent pas dire grand chose sur l'organisation et le contrôle des usines. En réalité, ce sont les syndicats qui gouve.ment, Nous verrons ce que cela signifie.

Considérant les quelques faits mentionnés, nous sommes incapables de partager l'enthousiasme de la CNT au sujet de "l'évolution sociale" "Dans les locaux administratifs, palpité la vie d'une réelle révolution constructive" écrit Rosse]!! dans "Qu'est ce que la CNT et la FAI" (pp38-39 , Edition allenutr.de) „ D'après notre point de vue les battements de cœur* d'une révolution réelle ne palpitent pas dans les bureaux publics mais dans les usines. Dans les bureaux bat le cœur d'une vie différente, celle de la bureaucratie.

Nous ne critiquons pas les faits. Les faits, les réalités, sont déterminés par des circonstances et des conditions au delà du contrôle de simples groupes; que les ouvriers de Catalogne n'aient pas établi la dictature du prolétariat, ce n'est pas de leur faute. La vraie raison réside dans la situation internationale confuse, qui met les ouvriers espagnols en opposition avec le reste du monde. Dans de telles conditions, il est impossible au prolétariat espagnol de se libérer lui-même de ses alliés petits bourgeois. La révolution était condamnée avant même d'avoir réellement commencé.

Non, nous ne critiquons pas les faits. Nous critiquons cependant les anarchistes d'avoir considéré les conditions en Catalogne comme étant socialistes. Tous ceux qui parlent aux ouvriers de socialisme en Catalogne ~en partie parce qu'ils y croient, en partie parce qu'ils ne veulent pas perdre le contact et l'influence sur le mouvement~ empêchent les ouvriers de voir ce qui est entrainé de se passer actuellement en Espagne. Ils ne comprennent pas les principes révolutionnaires et rendent par là plus difficile le développement des luttes révolutionnaires.

Les ouvriers espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre la loi des syndicats car cela mènerait à une autre faillite complète sur les fronts militaires. Ils n'ont pas d'autre alternative# Ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies, doivent accepter toute aide sans regarder d'où elle vient. Ils ne se demandent pas si le résultat sera le socialisme ou le capitalisme; ils savent seulement qu'ils doivent lutter jusqu'au bout. Seule une, petite partie du prolétariat est consciemment révolutionnaire.

Tant que les syndicats organiseront la lutte militaire, les ouvriers les soutiendront; on ne peut pas nier que cela mène à des compromis avec la bourgeoisie, mais c'est considéré comme un mal nécessaire. Le mot d'ordre de la CNT; "D'abord la victoire contre les fascistes, après la révolution sociale", exprime le sentiment encore prédominant parmi les militants ouvriers. Mais ce sentiment peut aussi être expliqué par le caractère retardé du pays qui non seulement rend possible, mais même conduit de force le prolétariat dans des compromis avec la bourgeoisie. Il résulte de cela que le caractère de la lutte révolutionnaire subit d'énormes changements et au lieu de tendre vers le renversement de la bourgeoisie, elle mène vers la consolidation d'un nouvel ordre capitaliste.

L'AIDE ETRANGERE ETRANGLE LA REVOLUTION

La classe ouvrière en Espagne ne lutte pas seulement contre la bourgeoisie fasciste, mais contre la bourgeoisie du monde entier. Les pays fascistes, Italie, Allemagne, Portugal et Argentine, soutiennent les fascistes espagnols dans cette lutte avec tous les moyens dont ils disposent. Ce fait suffit à rendre impossible la victoire de la Révolution en Espagne. Le poids énorme des états ennemis est trop lourd pour le prolétariat espagnol. Si les fascistes espagnols avec leurs moyens considérables, n'ont pas encore gagné, essayant des défaites sur plusieurs fronts, c'est là le résultat de livraisons d'armes modernes par les gouvernements anti-fascistes. Pendant que le lexique, dès le début, a prêté son aide avec des munitions et des armes sur une petite échelle, la Russie n'a commencé son aide qu'au bout de cinq mois de guerre. L'aide est arrivée après les troupes fascistes, équipées avec des armes modernes italiennes et allemandes et aidées plus tard par tous les moyens dont disposaient les pays fascistes, ce qui a fait reculer les milices antifascistes. De cela a résulté la possibilité de continuer à lutter.

Il en a résulté aussi que l'Italie et l'Allemagne ont été obligées d'envoyer encore plus d'armes et même des troupes. De cette façon, ces pays sont devenus de plus en plus influents dans la situation politique. La Franco et l'Angleterre, inquiètes à cause de leurs relations avec leurs colonies, ne pouvaient s., désintéresser d'un tel déroulement des événements. La lutte en Espagne prend le caractère d'un conflit international entre les grandes puissances impérialistes qui, ouvertement ou secrètement, participent à la guerre pour défendre d'anciennes positions de domination ou en obtenir de nouvelles. Des deux côtés, les fronts hostiles en Espagne sont soutenus maintenant avec des armes et d'autres aides matérielles. On ne peut pas encore discerner quand et où cette lutte va prendre fin.

En attendant, cette aide de l'étranger sauve les ouvriers espagnols et en même temps, la révolution est entraînée de recevoir son coup de grâce. Les armes modernes de l'étranger ont déplacé la lutte sur le terrain militaire et, en conséquence, le prolétariat espagnol a été soumis aux intérêts impérialistes, et avant tout, aux intérêts russes. La Russie n'aide pas le gouvernement espagnol pour favoriser la révolution, mais pour empêcher la croissance de l'influence italienne et allemande dans la zone méditerranéenne.

La Russie essaie de s'implanter en Espagne. Nous ne ferons qu'indiquer comment, de par la pression qu'exerce la Russie, les ouvriers espagnols sont entraînés de perdre graduellement leur influence sur le déroulement des événements, comment les comités de milices sont dissous, le POU exclu du gouvernement et les mains de la CNT ligotées.

Depuis bientôt des mois, on refuse des armes et des munitions au front d'Aragon du POUM et de la CNT. Tout cela prouve que le pouvoir dont dépendent les antifascistes espagnols matériellement gouverne aussi la lutte des ouvriers „ 3 Ils peuvent essayer de se débarrasser de l'influence russe mais ne peuvent rien faire sans l'aide russe, et, en dernier ressort, ils doivent accéder à toutes les demandes de la Russie. Tant que les ouvriers de l'étranger ne se révolteront pas contre leur propre bourgeoisie, procurant ainsi une aide active à la lutte révolutionnaire en Espagne, les ouvriers espagnols devront sacrifier leur but socialiste.

La cause réelle de la faillite interne de la révolution espagnole est dans le fait que les espagnols aient été dépendants de l'aide matérielle des pays capitalistes (dans ce cas, le capitalisme d'état russe). Si la révolution s'étendait sur une surface suffisamment grande, si, par exemple, elle pouvait se faire en Angleterre, en France, en Italie, en Allemagne, en Belgique, alors, les choses auraient un autre aspect. Ce n'est que si la contre-révolution était écrasée dans les zones industrielles les plus importantes, comme elle l'est maintenant à Madrid en Catalogne, aux Asturies, que le pouvoir de la bourgeoisie serait brisé. Des troupes de gardes blancs mettraient certainement la révolution en danger, mais ne pourraient plus la battre. Le pouvoir des troupes qui n'ont pas leur base dans une industrie d'importance suffisante, ne dure pas longtemps. Si la révolution prolétarienne s'effectuait dans les zones industrielles les plus importantes, les travailleurs n'auraient plus besoin de dépendre des pouvoirs capitalistes étrangers.. Elle pourrait se saisir de tout le pouvoir. Ainsi, nous disons une fois de plus que la révolution prolétarienne ne peut être victorieuse que si elle est internationale.

Si elle reste confinée dans une petite région, elle sera ou écrasée par les armes, ou dénaturée: par les intérêts impérialistes. Si la révolution prolétarienne est assez forte sur une échelle internationale, alors elle n'a plus besoin de craindre la dégénérescence dans le sens d'un capitalisme d'Etat ou privé. Dans la partie suivante, nous traiterons des questions qui se poseraient dans ces circonstances,

LA LUTTE DE CLASSE DANS L'ESPAGNE "ROUGE"

Bien que nous ayons montré dans la partie précédente comment la situation internationale forçait les ouvriers espagnols à faire des compromissions avec la bourgeoisie, nous n'en avons cependant pas conclu que la lutte de classe était terminée en Espagne. Au contraire, elle continue sous le couvert du front populaire antifasciste, et cela est prouvé par les assauts que la bourgeoisie fait dans chaque forteresse des comités ouvriers et par le durcissement continu des positions du gouvernement. Les ouvriers de l'Espagne "rouge" ne peuvent

rester indifférents à ce processus; de leur côté; ils doivent essayer de maintenir les positions qu'ils ont gagnées pour éviter les empiètements futurs de la bourgeoisie et pour donner une nouvelle direction révolutionnaire aux événements. Si les ouvriers en Catalogne ne luttent pas contre les nouvelles avances de la bourgeoisie, leur défaite complète est certaine. Si le gouvernement de front populaire battait éventuellement les fascistes, il utiliserait tout son pouvoir pour faire reculer le prolétariat jusqu'à sa position de jadis, La lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie continuerait mais dans des conditions bien pires pour le prolétariat; parce que la bourgeoisie "démocratique" après la victoire sur les fascistes, gagnée par les ouvriers.; utiliserait ensuite toutes ses forces dans la lutte contre le prolétariat» La désintégration systématique du pouvoir des ouvriers est en marche depuis des mois; et dans les discours de Caballero on peut déjà reconnaître ce que les ouvriers peuvent espérer du gouvernement actuel, après qu'il lui ait donné la victoire.

Nous avons dit que la révolution espagnole ne peut être victorieuse que si elle devient internationale, i-IAis les ouvriers espagnols ne peuvent pas attendre que la révolution commence dans d'autres endroits d'Europe; ils ne peuvent pas attendre l'aide qui, jusqu'à présent, n'a été qu'un vœux pieux. Ils doivent maintenant, tout de suite, défendre leur cause non seulement contre les fascistes, mais contre leurs propres alliés bourgeois. L'organisation de leur pouvoir est aussi une nécessité urgente dans la situation actuelle,

Comment le mouvement des ouvriers espagnols répond-il à cette question? La seule organisation qui donne une réponse concrète à cette question est le POUK. Il fait de la propagande pour l'élection d'un congrès général des conseils, duquel sortira un réel gouvernement prolétarien.

A cela nous répondons que les fondements pour une telle proposition, n'existent pas encore. Les soi-disant "conseils ouvriers" tant qu'ils ne sont pas encore liquidés, sont pour la plupart sous l'influence de la Generalidad qui a un contrôle serré sur leur composition, fceme si elle avait lieu l'élection du congrès ne garantirait pas le pouvoir des ouvriers sur la production. Le pouvoir social veut dire davantage que le simple contrôle du gouvernement. Ce n'est que si le pouvoir prolétarien pénètre dans la vie sociale entière qu'il peut se maintenir lui-meme, Le pouvoir politique central, pour grande que soit son importance, est simplement un chaînon pour la position du pouvoir qui a ses racines dans chaque partie de la vie sociale.

Si les ouvriers doivent organiser leur pouvoir contre la bourgeoisie, . ils doivent commencer leur tâche depuis le fond.

Ils doivent d'abord libérer leur organisation d'usines de l'influence des partis et des syndicats officiels parce que ces derniers attachent les ouvriers au gouvernement actuel et par là à la société capitaliste, Ils doivent essayer d'influencer à travers leur organisation d'usines, chaque secteur de la vie sociale. Sur cette base seulement, il est possible de bâtir le pouvoir prolétarien; ce n'est que sur cette base que peuvent travailler en harmonie les forces de la classe ouvrière.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA REVOLUTION

Les questions de l'organisation politique et économique ne peuvent pas être séparées, Les anarchistes qui niaient la nécessité d'une organisation politique, ne pouvaient donc pas donner de solutions adéquates aux problèmes de l'organisation économique. Des questions telles que la liaison du travail dans les différentes usines ou le problème de la circulation des biens sont des questions qui ont une interrelation dans la mesure où toutes les deux concernent la formation d'un pouvoir politique. Les ouvriers ne peuvent pas maintenir leur pouvoir dans les usines sans la construction d'un pouvoir politique ouvrier et ce pouvoir politique ne peut se maintenir sans l'organisation de conseils d'usines, ainsi, après avoir démontré la nécessité de la construction d'un pouvoir politique, il se pose aussi des questions sur la forme du pouvoir prolétarien, comment il s'intègre dans la société et comment il agit dans les ateliers,

Supposons que les ouvriers dans les principales zones industrielles, par exemple en Europe, prennent le pouvoir et ébranlent ainsi en grande partie le pouvoir militaire de la bourgeoisie. Puis on prévient la grande menace de l'extérieur, mais comment les ouvriers, en tant que propriétaires communs des ateliers doivent-ils envisager le problème de faire marcher les machines en accord avec les besoins de la société? Pour cela, on a besoin de matières premières, d'où viennent-elles? Après que le produit ait été fait, où doit-on l'envoyer? Qui en a besoin?

On ne pourrait résoudre aucun de ces problèmes si chaque usine devait fonctionner isolément. Les matières premières pour les usines viennent de toutes les parties du monde, et les produits résultant de ces matières sont consommés dans toutes les parties du monde.

Comment les ouvriers vont-ils savoir d'où ils doivent obtenir ces matières premières? Comment vont-ils trouver des consommateurs pour ces produits? Les produits ne peuvent pas être fabriqués au hasard, les ouvriers ne peuvent livrer des produits et des matières premières sans savoir si les deux vont être utilisés d'une façon appropriée. Pour que la vie économique ne soit pas un échec immédiat, il faut

trouver un moyen de rendre possible l'organisation de la circulation des biens.

C'est là que réside la difficulté. Dans le capitalisme, cette tâche est accomplie par le marché libre et au moyen de l'argent. Sur le marché, les capitalistes comme propriétaires des produits s'affrontent les uns aux autres* ici, les besoins de la société sont déterminés:» l'argent est à la mesure de ces besoins. Les prix expriment la valeur approximative de ces produits. Dans le socialisme, ces formes économiques qui découlent de la propriété privée et y sont liés disparaîtront. La question qui se pose est donc: comment doit-on fixer, déterminer, les besoins de la société sous le communisme ?

Nous savons que le marché libre ne peut accomplir sa tâche que d'une façon très limitée. Les besoins qu'il mesure ne sont pas déterminés par les besoins réels des gens mais par le pouvoir d'achat des possesseurs et par les hausses de salaire que reçoit l'ouvrier. Sous le communisme, par contre, ce qui comptera, ce sera les besoins réels des masses et non le contenu des portefeuilles,

Il est clair maintenant que les besoins réels des masses ne peuvent être déterminés par aucune sorte d'appareil bureaucratique mais par les ouvriers eux-mêmes. La première question que ceci soulève est, non pas de savoir si les ouvriers sont capables de réaliser cette tâche mais qui dispose des produits de la société? Si l'on permet à un appareil bureaucratique de déterminer les besoins des masses, il se créera un nouvel instrument de pouvoir sur la classe ouvrière. C'est pourquoi il est essentiel que les ouvriers s'unissent dans des conseils de consommateurs et créent ainsi l'organisme qui exprimera leurs besoins. La même chose est valable dans les ateliers; les ouvriers, unis dans les organisations d'ateliers, établissent la quantité de matières premières dont ils ont besoin pour les produits qu'ils doivent fabriquer. Il n'y a donc qu'un moyen sous le communisme pour établir les besoins réels des masses: l'organisation des producteurs et des consommateurs en conseils d'ateliers et conseils de consommateurs,

Cependant, il ne suffit pas avec les ouvriers de savoir de quoi ils ont besoin pour leur subsistance, ni aux ateliers de savoir la quantité nécessaire de matières premières. Les ateliers échangent leurs produits; ceux-ci doivent passer par différentes phases, par plusieurs usines avant d'entrer dans la sphère de consommation. Pour rendre possible ce procédé, il n'est pas seulement nécessaire d'établir des parts, il faut aussi les administrer. Ainsi, nous en venons à la deuxième partie du mécanisme qui doit se substituer au marché libre; c'est-à-dire la "comptabilité" sociale générale.

Cette comptabilité doit concerner la situation de chaque atelier et conseil de consommateurs, pour avoir un tableau clair qui permette d'avoir une connaissance sûre des besoins et des possibilités de la société.

Si l'on ne peut pas rassembler et centraliser ces données, alors toute la production sera submergée dans le chaos quand seront abolis la propriété privée et avec elle le marché libre » Le marché libre ne pourra être aboli que par l'organisation de la production et de la distribution des produits par des conseils de producteurs et de consommateurs, et par l'établissement d'une comptabilité centralisée*

Nous avons vu qu'en Russie, le "marché libre" s'est maintenu à l'encontre de toutes les mesures de suppression par les bolchéviks, parce que les organes qui étaient supposés les dépasser ne fonctionnent pas. En Espagne, l'impuissance des organisations pour bâtir une production communiste est clairement démontrée par l'existence du marché libre. L'ancienne forme de propriété a maintenant un autre visage. A la place de la propriété personnelle des moyens de production, les syndicats jouent en partie le rôle des anciens propriétaires, sous une forme légèrement modifiée. La forme est changée, mais le système reste. La propriété en tant que telle n'est pas abolie, L'échange des marchandises ne disparaît pas. Voici le grand danger qu'affronte à l'intérieur la révolution espagnole.

Les ouvriers doivent trouver une nouvelle forme de distribution des biens. S'ils maintiennent les formes courantes, ils ouvrent largement les portes à une restauration complète du capitalisme. Si jamais les ouvriers établissaient une distribution centrale des biens, ils auraient intérêt à maintenir cet appareil central sous leur contrôle; car cet appareil créé dans le simple but d'établir des registres et des statistiques aurait la possibilité de s'approprier les fonctions du pouvoir et créer pour lui-même un instrument coercitif pouvant être utilisé contre les ouvriers. Ce processus serait le premier pas dans la direction d'un capitalisme d'Etat,

LA PRISE EN CHARGE DE LA PRODUCTION PAR LES SYNDICATS

Cette tendance a été clairement discernée en Espagne. Les permanents syndicaux peuvent disposer de l'appareil de production » Ils ont aussi une influence décisive sur les formations militaires, L'influence des ouvriers dans la vie économique ne va pas plus loin que l'influence qu'ont leurs syndicats; et on peut prouver combien cette influence est limitée par le fait que les mesures syndicales n'ont pas réussi à mener une agression sérieuse contre la propriété privée,

Si les ouvriers prennent en charge l'organisation de la vie économique, un de leurs premiers actes sera dirigé contre les parasites. Le fait que toute chose puisse être achetée avec de l'argent, que l'argent soit le pouvoir magique qui ouvre toutes les portes, aura disparu. Un des premiers actes des ouvriers sera donc, sans doute, la création d'une sorte de bons de travail. Ces bons ne pourront être obtenus que par ceux qui accomplissent un travail utile. "Des mesures concernant les vieillards, les malades, les enfants, etc... seront certainement nécessaires".

En Catalogne, cela n'est pas arrivé. L'argent demeure le moyen d'échange des biens. On a introduit un certain contrôle sur la circulation des biens qui n'a eu qu'à faire des ouvriers qui devaient apporter leur maigre possession au Mont de Piété, pendant que les propriétaires de maisons, par exemple, avaient des revenus garantis qu'ils n'avaient pas gagnés, de l'ordre de 1/10 de leur capital ("l'Espagne anti-fasciste" Oct.).

Evidemment, les syndicats ne pouvaient pas prendre d'autres mesures car ils auraient mis en danger le front uni anti-fasciste. On peut aussi penser -si l'on en croit le caractère libertaire de la CNT- qu'ils reprendront sûrement ce qu'ils ont perdu, une fois qu'ils auront vaincu les fascistes et accompli toutes les réformes nécessaires. Mais quiconque raisonne de cette façon fait les mêmes erreurs que les différentes sortes de bolchéviks, de gauche ou de droite. Les mesures accomplies jusqu'à présent prouvent clairement que les ouvriers n'ont pas le pouvoir. Avec quels arguments va-t-on défendre que le même appareil syndical qui aujourd'hui domine les ouvriers va leur donner volontairement le pouvoir une fois accomplie la défaite du fascisme?

La CNT est certainement libertaire. Même si nous supposons que les permanents de cette organisation sont prêts à abandonner leur pouvoir dès que la situation militaire le permettra, qu'est-ce qui changera réellement? Parce que ce n'est pas un leader ou un autre qui a le pouvoir; le pouvoir est dans les mains du grand appareil qui est composé d'innombrables francs-tireurs qui dominent les positions-clés et les moins importantes. Ils sont capables, si on les chasse de leurs postes privilégiés, de bouleverser complètement la production. Voici soulevé le même problème qui eut un rôle si important dans la Révolution Russe. L'appareil bureaucratique sabota la vie économique entière tant que les ouvriers eurent le contrôle des usines; il en est de même pour l'Espagne.

Tout l'enthousiasme que manifeste la CNT pour l'idée du droit à l'autogestion dans les ateliers, n'empêche pas que ce sont les

comités syndicaux qui, en fait, ont pris la fonction de l'employeur et qui par conséquent doivent jouer le rôle d'exploiteur du travail,, Le système de travail salarial est encouragé en Espagne. Il n'y a qu'un aspect de change. •; le travail salarié était avant au service des capitalistes, maintenant il est au service des syndicats. Comme preuve, voici quelques citations de "L'Espagne anti-fasciste" N° 2^, 28 Novembre 1936 un article intitulé* "La. Révolution s'organise elJLe-memc".

"Le plenum provincial de Grenade s'est réuni à Guadix, du 2 Octobre au k- Octobre 1936, et a adopté les résolutions suivantes :

5. Le conseil d'union des syndicats contrôlera la production dans, son ensemble, (L'agriculture comprise), Dans ce but, tout le matériel nécessaire aux semailles et à la moisson sera à sa disposition,

6. Comme base pour travailler avec les autres régions, chaque commission doit rendre possible l'échange de marchandises en comparant les valeurs des produits d'après les prix en cours,

71 Pour faciliter le travail, le conseil doit noter statistiquement ceux qui sont aptes pour le travail et ceux qui sont inaptes car il doit savoir sur quel potentiel de travail il peut compter et comment doit être rationnée la nourriture d'après la grandeur -des familles,

8. La terre confisquée est déclarée propriété commune. Aussi, la terre de cou:: qui ont une capacité physique et professionnelle suffisante, ne peut, être saisie, Ceci pour obtenir le meilleur résultat maximum.

(En outre, la terre des petits propriétaires ne peut pas être confisquée,, La saisie doit être accomplie en présence des organes de la loi et de l'UCI)"

Ces résolutions doivent être comprises comme une sorte de plan d'après lequel le comité d'union des syndicats organisera la production en même temps nous devons faire remarquer que la direction des entreprises aussi bien que celle des grandes où doit être garantie une rentabilité maximum, restera dans les mains des anciens propriétaires, Le reste de la terre doit servir pour des buts communautaires. Cela veut dire qu'elle doit être placée sous le contrôle des commissions du syndicat. Plus tard, le comité d'union des syndicats obtiendra le contrôle sur la production dans sa totalité* Lais pas un mot n'indique le rôle que doivent jouer les producteurs eux-mêmes dans ce nouvel ordre de production. Ce problème ne semble pas exister pour l'UGI. Pour eux. il ne s'agit que de l'établissement d'une autre direction, à savoir la direction du comité de l'Union des Syndicats qui reste encore sur la base du travail à gages. Aussi, la question du maintien du système salarial détermine-t-il le développement de la révolution prolétarienne * Si les ouvriers demeurent des ouvriers salariés comme ils l'étaient avant, même si c'est au service d'un comité établi par

leur propre syndicat, leur position dans le système de production demeure la même. Alors, il se pose la question: jusqu'à quel point peut-on représenter le syndicat comme le représentant réel des travailleurs ? Or en d'autres termes, quelle influence ont les ouvriers sur les comités centraux des syndicats qui dominent la vie économique dans sa totalité.

La réalité nous enseigne que les ouvriers perdent toute leur influence ou tout leur pouvoir sur ces organisations, même si, dans le meilleur des cas, tous les ouvriers sont organisés dans la CNT ou l'UGT et ses fils élisent leurs comités eux-mêmes, Car les syndicats changent graduellement à mesure qu'ils fonctionnent comme organes autonomes du pouvoir* Ce sont les comités qui formulent toutes les normes de production et de distribution sans être responsables devant les ouvriers qui les ont élevés à ces postes, et ne peuvent en aucun cas être révoqués si les ouvriers le désirent. Ils obtiennent le droit de disposer de tous les moyens de production qui sont nécessaires au travail aussi, bien que des produits, tandis que l'ouvrier ne reçoit que le montant du salaire défini d'après le travail accompli. Ainsi le problème pour les ouvriers espagnols est, jusqu'à présent, de préserver leur pouvoir sur les comités syndicaux qui régissent la production et la distribution, Or, on voit que la propagande anarcho-syndicaliste prône le contraire: les anarcho-syndicalistes maintiennent que tous les obstacles seront surmontés quand les syndicats auront en mains la direction de la production. Ils voient le danger de formation d'une bureaucratie dans les organes de l'Etat, mais non dans les syndicats.. Ils croient que les idées libertaires rendent impossible -un tel processus.

Hais au contraire, il a été démontré -et non seulement en Espagne- que les nécessités matérielles font rapidement oublier les idées libertaires. Même les anarchistes confirment le développement d'une bureaucratie. "L'Espagne Anti-Fasciste", dans le N°1 de Janvier, contient un article pris de "Tierra y libertad" (organe de la FAI), dont nous citons ce qui suit :

"Le dernier plénum de la "Fédération Régionale" des groupes anarchistes en Catalogne a dévoilé la position de l'anarchisme pour répondre aux exigences présentes. Nous publierons toutes ces conclusions avec de courts commentaires,"

L'extrait suivant est pris de ces résolutions commentées:

" U-. Il est nécessaire d'abolir la bureaucratie parasitaire qui s'est grandement développée dans les organes de l'Etat." "L'Etat est l'éternel berceau de la bureaucratie. Aujourd'hui cette situation devient sérieuse. Elle nous entraîne dans un

courant qui met la révolution en danger. La collectivisation des entreprises, l'établissement de conseils et de commissions est devenu le sol fertile pour une nouvelle bureaucratie qui s'est développée à partir du sein des ouvriers eux-mêmes. Négligent les tâches du socialisme et n'ayant plus l'esprit de la révolution, ces éléments qui dirigent les lieux de production ou les industries en dehors du contrôle syndical, agissent fréquemment comme des bureaucrates avec une autorité absolue, et se comportent comme de nouveaux maîtres. Dans les bureaux nationaux et locaux, on peut observer la croissance de ces bureaucrates. Cet état de choses doit prendre fin. C'est la tâche des syndicats et des ouvriers que de construire un barrage contre ce courant de bureaucratisme. C'est l'organisation syndicale qui doit résoudre ce problème. Les parasites doivent disparaître de la nouvelle société. Notre devoir urgent est de commencer la lutte avec nos armes les plus puissantes et sans délai."

Mais chasser la bureaucratie à travers les syndicats, signifierait chasser le démon avec Belzébuth, parce que ce sont les conditions du pouvoir et non des dogmes idéalistes qui déterminent le déroulement des événements. L'anarcho-syndicalisme espagnol, nourri de doctrines anarchistes, se déclare lui-même pour le communisme libre et contre n'importe quelle sorte de pouvoir central; cependant, son propre pouvoir est concentré dans les syndicats, et c'est par ces organisations que les anarcho-syndicalistes veulent réaliser le communisme "libre"

L'ANARCHO-SYNDICALISME

Ainsi, nous avons vu que la pratique et la théorie de l'anarcho-syndicalisme espagnol sont complètement différents* Ceci était déjà apparu quand on a vu que la CNT et la FAI ont pu s'affirmer grâce à l'abandon de leur attitude anti-politique d'avant; on voit maintenant se refléter la même chose au sujet de la structure "économique" de la révolution.

Théoriquement, ils sont à l'avant-garde d'un communisme "libre",. Cependant, pour amener les entreprises "libres" aux intérêts de la révolution, ils sont obligés d'arracher leur liberté à ces entreprises et de subordonner la production à une direction centrale. La pratique les contraint à abandonner leur théorie, ce qui signifie que la théorie ne s'adapte pas à la pratique.

Nous trouverons l'explication de cette différence si nous analysons à fond ces théories de communisme "libre" qui, en dernière analyse, les conceptions de Proudhon, adaptées par Bakounine aux méthodes de production modernes

Les conceptions socialistes de Proudhon, parues il y a cent ans, ne sont que les conceptions idéalistes du petit-bourgeois qui voyait dans la concurrence libre entre petites entreprises, le but idéal du développement économique. La concurrence libre devait automatiquement supprimer tous les privilèges venant des monopoles d'argent des banques et les monopoles de l'État. De cette façon, le contrôle d'ⁿⁱau-dessusⁿ devait devenir superflu; les profits disparaîtraient et chacun recevrait le "produit entier de son travail", parce que, d'après Proudhon, les profits ne sont faits qu'à travers le monopole des grandes affaires de commerce,

"Je n'ai pas l'intention de supprimer la propriété privée mais de la socialiser; c'est-à-dire, de la réduire à de petites entreprises et la priver de son pouvoir." Proudhon ne condamne pas les droits de propriété en tant que tels; il voit la "liberté réelle" dans la libre disposition des fruits du travail et condamne la propriété privée seulement en tant que privilège et pouvoir, droit du maître à la propriété privée. ("Proudhon et le socialisme" Gottfried Salomon p. 31). Par exemple, pour éliminer le monopole de l'argent, Proudhon avait imaginé l'établissement d'une banque de crédit central pour le crédit mutuel des producteurs, éliminant ainsi le coût de l'argent crédit. Cela rappelle l'affirmation de "L'Espagne Anti-Fasciste" du 10 Octobre;

"Le syndicat CET des employés de la banque de crédit de Kadrid propose la transformation immédiate de toutes les banques de crédit en des institutions de crédit gratuit pour la classe ouvrière, c'est-à-dire contre une compensation annuelle de 2

Cependant, l'influence de Proudhon sur la conception des anarcho-syndicalistes ne se limite pas à ces questions relativement sans importance. Son socialisme constitue fondamentalement la base de la doctrine anarcho-syndicaliste avec de légers changements en rapport avec les conditions modernes de l'économie hautement industrialisée.

La conception de la CNT classifie simplement les entreprises dans des unités indépendantes dans leur "socialisme à libre concurrence". Il est vrai que les anarcho-syndicalistes ne veulent pas revenir à l'échelle de la petite entreprise. Ils proposent la liquidation des petites entreprises, ou bien de les laisser mourir de mort naturelle quand elles ne fonctionneront plus assez rationnellement. Cependant, si on remplace les "petites entreprises" de Proudhon par les "grandes entreprises" et les "artisans" par les "syndicats ouvriers", on a un tableau du socialisme de la CNT,

IL Y A BESOIN D'UNE PRODUCTION PLANIFIÉE

En réalité, ces théories sont utopiques. Elles sont particulièrement inapplicables aux conditions de l'Espagne. La libre concurrence,

à ce stade de développement, n'est pas possible d'une façon durable dans un état de guerre et de chaos comme en Catalogne. Là où un certain nombre d'entreprises ou de communautés entières se sont libérées et sont devenues indépendantes du reste du système productif -en réalité seulement pour exploiter les consommateurs de leurs produits- la CNT et la FAI doivent maintenant souffrir les conséquences de leurs théories économiques. Ils ont été forcés de faire ce pas parce que, autrement, une lutte de tous contre tous paraissait inévitable, ce qui aurait été très dangereux dans un moment où la guerre civile demandait une union de toutes les forces. Ils n'ont d'autre issue que celle déjà appliquée par les bolchéviks et les sociaux-démocrates, à savoir: abolition de l'indépendance des entreprises et leur subordination à une direction économique centrale. L'importance de cet acte n'est pas diminuée par le fait que cette direction s'établisse à travers leurs propres syndicats. Si les ouvriers ne sont pas autre chose que des ouvriers salariés dans le système de production centralisé, ceci n'est -n'en déplaise à la CNT- qu'un système fonctionnant sur des principes capitalistes.

Cette contradiction entre la théorie anarcho-syndicaliste et sa pratique est en partie due à leur incapacité de trouver une solution aux problèmes les plus importants de la révolution prolétarienne quant à l'organisation économique, à savoir: comment, et de quelle façon sera déterminé le partage du produit total par chaque membre et participant dans le système productif? D'après la théorie anarcho-syndicaliste, ce partage devrait être déterminé par les entreprises indépendantes d'individus libres, par l'intervention du "capital libre", à travers la production pour le marché et la restitution intégrale de la valeur produite par l'intermédiaire de l'échange. Ce principe fut maintenu même quand, la nécessité d'une production planifiée -et par conséquent d'une comptabilité centrale- était évidente. Les anarcho-syndicalistes voient la nécessité de planifier la vie économique et pensent que cela n'est pas faisable sans une centralisation de registres, impliquant une organisation statistique des facteurs productifs et des besoins sociaux. Cependant, ils négligent de donner une base à ces besoins statistiques. C'est un fait établi que des recherches sur la production ne peuvent pas être faites statistiquement et qu'on ne peut pas organiser la production sur une base planifiée s'il n'y a pas une unité de mesure qui puisse être appliquée aux produits.

LES BOLCHEVISTES CONTRE LE MODE DE PRODUCTION COMMUNISTE

Le communisme implique la production d'après les besoins des larges masses, La question: quelle quantité peut être consommée par les individus et comment doit-on distribuer dans les différentes usines- , les matières premières et les produits semi-finis ne peut être résolue par

l¹ utilisation de l¹ argent comme dans le système capitaliste.

L'argent est une expression de certaines relations de la propriété privée. L'argent assure une certaine partie du produit social à son possesseur. Cela est aussi vrai pour les individus que pour les entreprises, Il n'y a pas de propriété privée sous le communisme, néanmoins, chaque individu aura droit à une certaine partie du bien social pour sa consommation et chaque usine devra avoir accès aux matières premières nécessaires et avec moyens de production. Comment cela doit-il être accompli? Les anarchistes répondent seulement vaguement en signalant les méthodes statistiques. Cela touche un problème très difficile de la révolution prolétarienne. Si les ouvriers se fiaient simplement à un "bureau statistique" pour déterminer leur part, ils créeraient un pouvoir qu'ils ne pourraient plus contrôler.

Nous avons ici affaire au problème suivant: comment est-il possible de s'unir, d'accorder ces deux principes qui semblent contradictoires à première vue, à savoir, tout le pouvoir aux ouvriers, ce qui implique un fédéralisme développé, et le rôle du planificateur qui est identique à une centralisation extrême? Nous ne pouvons répondre à cette double question qu'en considérant les vrais fondements de la production sociale dans sa totalité. Les ouvriers apportent à la société une seule et même chose, leur force de travail. Dans une société sans exploitation, comme la société communiste, la seule mesure valable pour recevoir de la société les moyens d'existence est la force de travail donnée à la société.

Pendant le processus de production, les matières premières sont converties en marchandises par la force de travail qui vient s'y ajouter, un bureau statistique serait complètement incapable de nos jours de déterminer la quantité de travail incorporée dans un certain produit. Le produit est passé par beaucoup de mains, en outre, un nombre immense de machines, outils, matières premières et de produits inachevés ont été employés dans sa fabrication. S'il est possible à un bureau statistique central d'assembler les données nécessaires pour un tableau clair, comprenant toutes les branches du processus de production, les entreprises ou les usines sont bien mieux placées pour déterminer la quantité de travail cristallisée dans les produits finis en calculant le temps de travail incorporé dans les matières premières et celui qui est nécessaire pour la production de nouvelles marchandises. A partir du moment où toutes les entreprises sont reliées entre elles dans le processus de production, il est facile à une entreprise individuelle de déterminer la quantité totale de temps de travail nécessaire pour un produit fini, en se basant sur les données disponibles, bien que encore, il est très facile de calculer le temps de travail moyen en divisant la quantité du temps de travail employé par la quantité de produits. Ceci est le facteur déterminant final pour le consommateur, Pour obtenir un produit, il n'aura qu'à prouver qu'il a donné à la société sous une forme différente la quantité de temps

de travail cristallisée dans le produit qu'il veut consommer. Ceci exclut l'exploitation. Chacun reçoit ce qu'il a donné, chacun donne ce qu'il reçoit: c'est-à-dire, la même quantité de temps de travail social. ^{Sous} le communisme il n'y a pas de place "pour un bureau statistique central, ayant la liberté d'établir "leur part" pour les différentes catégories de travailleurs.

Le montant des biens nécessaires à chaque ouvrier n'a pas à être déterminé "d'en haut"; chaque ouvrier détermine lui-même par son travail, combien il peut demander à la société. Il n'y a pas d'autre choix sous le communisme, tout au moins, pendant le premier stade.

Des bureaux statistiques ne peuvent servir qu'à des projets administratifs, les bureaux peuvent, par exemple, calculer les valeurs moyennes sociales en accord avec l'utilisation de données obtenues à partir de simples usines; mais ces bureaux doivent être classés comme des entreprises au même titre que les autres. Ils ne possèdent pas de privilèges, le communisme ne pourrait pas exister là où un bureau central exercerait les fonctions exécutives; dans de telles circonstances, il ne peut exister que l'exploitation, l'oppression, le capitalisme,

Nous voulons ici mettre l'accent sur deux points :

1. Cela ne ferait qu'établir une autre dictature; cette dictature ne peut pas être séparée des principes sous-jacents de production et de distribution dominant dans la société.

2. Si le temps de travail n'est pas la mesure directe de production et de distribution, si l'activité économique est seulement dirigée par un "bureau de statistiques" pour établir la "ration" des ouvriers, alors, cette situation deviendrait un système d'exploitation.

Les syndicats sont incapables de répondre d'une façon adéquate au problème de la distribution. Ce point n'est abordé qu'une seule occasion, dans la discussion sur la reconstruction économique dans "L'Espagne Anti-Fasciste" du 11 Décembre 1936:

"Au cas où on introduirait un moyen d'échange qui n'aurait aucune ressemblance avec l'argent d'aujourd'hui et qui ne servirait qu'à simplifier l'échange, ce moyen d'échange serait administré par un conseil de crédit,"

La nécessité d'une unité de mesure pour permettre une évaluation des besoins sociaux et parallèlement servir de mesure pour la consommation et la production, est complètement ignorée. Les moyens d'échange n'ont en ce cas que la fonction de simplifier l'échange. De quelle manière cela doit être accompli, c'est un mystère.

Et on ne dit rien au sujet de la façon de calculer la valeur des produits dans ces noyaux d'échange; on ne signale aucun moyen pour évaluer les besoins des masses; si à travers des conseils d'ateliers ou des organisations de consommateurs, ou à travers les techniciens des bureaux administratifs. D'un autre côté, l'équipement technique de l'appareil productif a été arrangé en détails. Ainsi, les problèmes économiques sont convertis en problèmes techniques par les syndicalistes.

Il existe une étroite relation entre les syndicalistes et les bolchéviks sur ce sujet; leur principal intérêt est fixé autour de l'organisation technique de la production. La seule différence entre les deux conceptions est que les syndicalistes sont plus naïfs.

Mais tous les deux essaient d'éluder la question de la formation de nouvelles lois économiques à proposer. Les bolchéviks sont seulement capables de répondre concrètement à la question de l'organisation technique, qui pour eux veut dire une centralisation absolue sous la direction d'un appareil d'État. Les syndicalistes de leur côté, dans leur désir d'"indépendance des petites entreprises" ne peuvent même pas résoudre ce problème.

En réalité, en s'attaquant à un problème; ils sacrifient le droit d'autodétermination des ouvriers.

Le droit d'autodétermination des ouvriers dans les usines et les entreprises d'une part, et la centralisation de la direction d'autre part, sont incompatibles tant que les fondements du capitalisme, la production d'argent et de marchandises ne seront pas abolies et qu'un nouveau mode de production, basé sur le temps social moyen ne viendra s'y substituer. Pour accomplir cela, les ouvriers ne peuvent pas compter sur l'aide de partis, mais seulement sur leur propre action.

De "Ratekorrespondenz" N°
21, Avril 1937.

o o o

LE P R O B L E M E

P A Y S A N

La révolution socialiste ne peut avoir aucune chance de triompher si elle ne parvient pas à s¹ étendre dans les campagnes ou encore si celles-ci lui demeurent hostiles. La révolution prolétarienne est obligatoirement totale et englobe l'ensemble de la société: le secteur industriel - du fait de sa dépendance vis à vis de l'agriculture pour les matières premières et pour l'essentiel de son alimentation - ne pourrait vivre isolé ni établir un régime économique quelconque indépendamment de la campagne- En outre l'exploitation n'a pas comme domaine exclusif la ville et l'industrie: son plus ancien royaume fut la campagne. Le capitalisme en développant une nouvelle forme d'exploitation à la ville n'a pas éliminé celle des paysans. Il n'a fait que l'abandonner dans des structures d'autant plus archaïques qu'elles contrastent avec celles de la production capitaliste.

Cependant, les déterminations économiques qui font du prolétariat la principale classe révolutionnaire n'existent pas dans le paysannat exception faite des entreprises agro-industrielles.

Il en découle des attitudes différentes avec des intérêts immédiats souvent contraires; ainsi, pendant les événements de Mai 68 (sauf quelques rares exceptions, à Nantes par exemple) le paysannat français demeura à l'écart du mouvement. Surpris -voire même amusé- au début, vite gêné, il devint fréquemment ouvertement hostile à cette agitation et à ces grèves qu'il ne parvenait pas à comprendre.

Le problème paysan est donc un des problèmes les plus difficiles auxquels devra faire face la révolution. Nous ne prétendons pas le résoudre ici - ni même le poser dans toute son ampleur. Nous tentons simplement d'esquisser les traits qui nous semblent fondamentaux à l'heure actuelle. Et cela surtout dans le cadre français et européen.

^ Dans la première partie nous essaierons de définir quels sont les problèmes qui se posent à l'agriculture et aux paysans européens à l'heure actuelle; dans la seconde , de quelle façon le prolétariat est amené à affronter le problème agricole.

- I -

L- Lr- S . I T U A T I O N D E L ' A G ' R I C U L T U R E

D E L ' E O R O P E - D E S S I X

L'agriculture européenne produit trop pour ses besoins et à des prix trop élevés.

Il est évident' que ces deux constatations peuvent paraître contradictoires ..Dès lors, on peut se demander :

-Pourquoi l'agriculture européenne produit trop ? Par rapport à qui produit-elle à des prix trop élevés? L'insistance des capitalistes à dénoncer cette situation permet de dire, sans se tromper qu'ils - ne le- font pas pour défendre le pouvoir d'achat -des travailleurs»

-Comment les dirigeants politiques envisagent-ils de résoudre ce problème?

- Quelles vont être les conséquences socio-économiques de la nouvelle politique envisagée ?

Au cours de cette première partie, nous tenterons de répondre à ces questions.

O O O

Dans son aspect fondamental, le problème agricole se pose à partir du moment où une société entre dans une phase d'industrialisation; c'est donc avant tout le problème de l'évolution des Structures socioéconomiques, Le progrès technique résultant de l'industrialisation a, entre autres conséquences celle de décupler le rendement de la force de travail de l'homme à travers l'appropriation de certaines forces naturelles. Transposeras au secteur agricole: si pour produire un volume de biens nécessaire (et suffisant) pour nourrir X personnes, il faut tant de travailleurs ayant à leur disposition tels moyens techniques ;¹ augmentation de ces moyens techniques entraînera une augmentation du volume de production; le-résultat sera une surproduction. Compte tenu qu'il est très difficile, voire impossible, d'augmenter les besoins alimentaires des gens en ce qui concerne les produits de base à partir d'un certain niveau de satisfaction, deux situations peuvent se présenter:

1) L'augmentation de la- productivité est compensée par une diminution équivalente de la main d'oeuvre, et l'équilibre est rétabli,

2) L'augmentation de la productivité n'est pas compensée par une

diminution adéquate de la main d'oeuvre et il y a déséquilibre. Le surplus de quantité apporté sur le marché va entraîner une baisse des prix, cela en vertu de la concurrence, sans pour autant permettre l'écoulement de la totalité de la production et donc une baisse de revenus pour le producteur ,

C'est une des origines de la crise agricole européenne et plus généralement de l'ensemble des pays capitalistes de type occidental, car pour le reste du monde, le problème agricole à résoudre est exactement l'inverse.

•LE PROBLEME AGRICOLE EUROPEEN : ASPECT HISTORIQUE.

En Décembre 1960 le plan Mansholt est publié (1), Sa conclusion est simple: il est temps d'intégrer le secteur agricole à l'ensemble du système économique capitaliste. Car il représente de plus en plus une entrave au développement de ce système. Les politiques de soutien des prix et de l'amélioration des structures mises en place depuis 19⁵⁰, dans le cadre de

la Communauté Européenne, deviennent insupportables pour les différentes économies nationales (à cause des charges de plus en plus importantes qu'elles représentent), ce qui, à moyen terme remettrait en cause la rentabilité du système lui-même.

Pourtant depuis 1955? le problème des excédents agricoles se pose, et par la même occasion celui de l'évolution des structures socio-économiques. Dès lors on peut se demander pourquoi avoir attendu si longtemps pour essayer de résoudre ce problème.

L'ouverture de la production aux échanges monétaires et l'évolution des techniques (résultat de l'industrialisation) entraîna une intégration spontanée et progressive de l'activité agricole dans le réseau des relations inter-industrielles. En effet, la concentration urbaine créant des besoins immenses en alimentation loin des centres de production obligea les agriculteurs à mettre sur le marché une part toujours plus grande du volume de leur production. Le progrès technique entraîné par le développement de l'industrie incita les agriculteurs à se moderniser pour produire davantage, ce qui, théoriquement devait leur permettre de voir leurs revenus s'accroître. Parallèlement cette modernisation leur créa des besoins financiers toujours plus élevés (amortissement du matériel, remboursement des emprunts). Le seul moyen de compenser ces sorties d'argent était d'augmenter encore la production, De plus, l'évolution du mode de vie à la

W

(1) Comme le prévoyait le traité de la CEE, une Commission dénommée "Comis sion sur la réforme de l'agriculture dans la CEE" fut créée et chargée d'étudier la réforme de l'agriculture à envisager. Ainsi, le 10 Décembre 1968, J.-J. Mansholt, président de ladite Commission présenta oralement le memorandum qui devint "le plan Mansholt".

ville se répercutant au niveau de la campagne notamment par l'intermédiaire des jeunes et aussi par la nécessité d'une certaine spécialisation du travail, condition nécessaire pour accroître la productivité, entraîna la diminution de l'auto-consommation. On assista en contrepartie à une augmentation très nette des besoins des secteurs agricoles en biens provenant du secteur industriel,

Enfin, la modernisation du secteur agricole représentait pour l'industrie capitaliste d'énormes débouchés. Une publicité incursive, utilisant à fond la mentalité individualiste du paysan, réussit à lui imposer des besoins sans cesse nouveaux et accrus, qui le condamnent à se soumettre en tant que tel aux lois capitalistes ou bien à disparaître.

Avec le recul du temps, beaucoup de personnes (les technocrates entre autres) émettent l'idée que l'intégration du secteur agricole aurait dû se faire depuis longtemps : pourquoi l'avoir conservé avec des structures défiant toute rationalité économique? Une telle question dénote ou prouve un refus de voir les conditions de développement du capitalisme en général et sa position face au problème agricole en particulier.

En 1946, l'ensemble des économies nationales européennes se trouvaient dans une situation catastrophique,

XI fallait d'une part assurer une production agricole capable dans l'immédiat de nourrir la population et de mettre fin au rationnement qui sévissait, d'autre part permettre la remise en route du secteur industriel particulièrement affecté par la guerre. Le peu de capitaux dont on disposait à ce moment-là devait aller en priorité à l'industrie, seul secteur représentant de réelles possibilités d'expansion. Du fait d'un parc matériel presque inexistant, une seule solution s'imposait au secteur agricole.- disposer d'une main-d'œuvre importante, ce qui se traduisait dans la réalité par le maintien des structures agricoles traditionnelles (3)»

(2) En 1946, un tiers de la population active en France et en Allemagne se trouve dans le secteur agricole, soit le même pourcentage que cent ans auparavant. On observe en Italie une proportion de un demi.

(3) Les structures agricoles comprennent:

- les structures de production -les structures de consommation

- l'organisation de la profession (les organisations professionnelles-)

Les structures de production sont une donnée fondamentale dans la mesure où elles mettent en relief le modernisme, c'est à dire, le degré d'évolution de ce secteur. A ce niveau, on peut retenir:

- la surface d'exploitation. On notait à cette époque 70,1 des exploitations inférieures à 5.» 6 hectares, Actuellement ce même

(suite de la note 3)

pourcentage est obtenu avec des exploitations inférieures à 10 hectares (qui représentent 23,- de la surface cultivable pour 1966) ; par contre **1%** des * exploitations (classe supérieure à 20 Ha) couvraient de' q_a surface cultivable.

- La composition de la main-d'oeuvre et sa répartition. La main-d'oeuvre agricole se répartit entre: les exploitants, aides familiaux et ouvriers.

On assiste à une diminution importante des ouvriers agricoles (par an) ainsi que des aides familiaux (7,- par an); le nombre d'exploitants, au contraire, progresse.

Globalement, la population active agricole a diminué d'un tiers par rapport à 1955-

-La formation brute du capital fixe qui comprend:

-la création de bâtiments neufs ou l'amélioration de bâtiments -l'acquisition de machines neuves et de matériel neuf -création de nouvelles terres et l'amélioration durable apportée aux terres .

Entre 1955 et 1960, la formation brute du capital fixe en France, en Allemagne et en Italie est à peu près la même (près de cinquante milliards dans chacun des trois pays), ce qui représente une formation presque nulle en moyenne (par exploitation, en France, cela correspondrait à A000 Francs par an), Ceci indique dans la réalité une formation brute du capital fixe assez bonne au niveau des grandes exploitations, Ce fait est mis en évidence par un chiffre d'affaires exprimé par unité de travailleur très élevé au niveau de cette dernière catégorie d'exploitations par rapport à l'ensemble. Ceci sous-entend une productivité élevée du travail (toujours par unité de travailleur) et donc une forte utilisation de techniques modernes de production.

-Le mode de faire valoir (méthode d'action de faire produire des revenus à une exploitation agricole) se subdivise en deux grands- groupes:

-les exploitations en mode de faire valoir direct, c'est à dire travaillées par les propriétaires eux-mêmes. Ceci intéresse la majorité des petites exploitations à caractère familial.

-Les exploitations à mode de faire valoir indirect qui, elle-s- mêmes se subdivisent en deux catégories:

- les exploitations en métayage. Le métayer prend en charge une partie des frais de production (un tiers et un demi), l'autre partie étant supportée par le propriétaire; le revenu (il faut entendre par là le montant de vente plus l'auto-consommation) se répartit dans les mêmes proportions. Le système de production est décidé en théorie d'un commun accord.

Le capitalisme n'avait donc ni le besoin ni la possibilité d'intervenir directement au niveau des structures de production agricole.,

Ils nous avons déjà montré la dépendance du secteur agricole vis à vis de l'industrie. Par la suite ce phénomène s'accéléra, lorsque le volume de la production avoisina la capacité d'absorption du marché, ce qui eut pour effet un tassement des prix et comme conséquence une augmentation du volume de la production (K) afin de compenser la baisse des prix. A partir de ce moment que l'on peut situer aux environs de 1955 plusieurs faits sont à noter :

1) L'inorganisation des marchés, résultat du nombre incalculable d'intermédiaires, vivant en parasites sur le secteur agricole et tenant par dessus tout à ce que les circuits intermédiaires entre la production et la vente ne soient pas réorganisés. Ceci pesa et continue de peser très lourd sur les prix à la production qui tendaient au fur et à mesure de la saturation des marchés à correspondre de plus en plus à une simple valeur résiduelle, principalement en période de surproduction aigue (cas des produits saisonniers).

2) L'exode rural. L'attraction de la ville pour un bon nombre de jeunes (appelés aides familiaux) et d'ouvriers agricoles, due à des salaires plus élevés et à un mode de vie leur paraissant plus conforme à leurs aspirations, liée très souvent à une nécessité de quitter l'exploitation, favorisa la migration d'une partie de la population active agricole. Dans beaucoup de cas, la déception devait suivre, car le véritable

(suite de la note 3)

-les exploitations en fermage. L'exploitant (le fermier) paie un revenu annuel forfaitaire de la terre au propriétaire. En contre-partie, il dispose de celle-ci dans des limites assez précises.

Les fermiers et métayers constituent l'autre groupe important des petites exploitations. Au niveau des grandes propriétés, on trouvait dans la plupart des cas, un morcellement de celles-ci en métayeries qui se transformèrent par la suite en exploitations affermées pour finalement aller grossir les rangs des petites exploitations au mode de faire valoir direct. Cette couche du paysannat (fermiers et métayers) aspirait avant tout à devenir propriétaire de la terre qu'elle travaillait afin d'acquérir une "sécurité matérielle et morale". La prépondérance des petites exploitations correspondait à une agriculture de subsistance.

Seules les moyennes et grosses exploitations qui se sont constituées à partir des petites exploitations ou à partir de la division des domaines seigneuriaux, entretenaient des relations suivies avec le marché.

débouché qu'on leur offrait était manoeuvre dans les usines ou sur les chantiers. La nécessité de quitter la campagne s'explique parfaitement par trois raisons:

- le manque de travail pour occuper tout le monde, conséquence de la modernisation.
- le manque de capitaux qui aurait permis en changeant l'orientation de l'exploitation d'assurer le plein emploi tout en permettant à chacun de disposer d'un revenu suffisant
- le manque de dynamisme du chef de l'exploitation qui reste très souvent attaché aux traditions; s'il se soumet ' à une certaine modernisation pour se maintenir en vie, il refuse catégoriquement de remettre en cause les fondements de son mode de vie et de travail.

Lii POLITIQUE DES C-OUVERNELEMENTS

Une seule préoccupation majeure: maintenir les prix dans des limites raisonnables, c'est à dire:

- supportable par les ouvriers pour éviter des revendications.
- acceptable par les .agriculteurs, tou jours dans-le meme but pour les nombreux intermédiaires, du moins provisoirement;
- satisfaire aux conditions de développement de capitalisme moderne.

Les quelques années qui suivirent la guerre furent très lourdes en conséquences. Il fallait produire pour nourrir;- de ce fait les prix pratiqués étaient déterminés par les besoins des gens et non par le coût de production. Il n'était pas possible pour le gouvernement d'imposer une baisse des prix des produits agricoles ce qui aurait entraîné, au niveau de ce

(4) L .ce sujet il est bon de noter la réaction parfaitement individualiste de l'agriculteur: lorsqu'une année un produit -se vendait très mal, l'année suivante, chacun croyant sans doute que l'autre produirait la meme quantité, diminuait l'importance de cette production; le résultat était une baisse globale du volume uns sur le marché et, par la suite, des prix assez élevés, L'année d'après, phénomène exactement contraire: tout le monde augmentait la production et, bien ente.ïdu, chute dos prix, etc...

Le caractère, cyclique des productions agricoles a été mis en évidence ^ par tous les économistes „

Pour les productions annuelles, le cycle est de

deux ans d'une manière générale: la duree du cycle correspond au temps qu'il est nécessaire pour retrouver la meme structure de surproduction. On observe aussi que le trend (tendance générale sur plusieurs années) correspondant au volume de production »indique une hausse régulière, et ce., quels que soient les aléas naturels. Ceci en effet ne joue qu'au niveau, d'aune année., sauf cas rarissime; comme par exemple l'attaque par le phylloxéra du vignoble français au début du siècle.

secteur, des réactions très violentes,

Tant que l'agriculture européenne fut déficitaire, son principal rôle fut de faciliter l'augmentation de la productivité par une série de mesures (subventions, primes, prêts spéciaux) tant au niveau des structures d'exploitation qu'au niveau des organismes professionnels, véritables courroies de transmission entre le gouvernement et la profession.

Parallèlement, afin de régulariser les cours des marchés, on favorisa les exportations. Ceci présentait l'avantage d'obliger les agriculteurs à mettre sur les marchés des produits capables de concurrencer ceux provenant des importations, et ce, au niveau de chaque pays.
(5)

En 1958, c'est le traité de Rome; pour chacun des six pays signataires (6), cela représentait avant tout une extension importante du marché, à la condition toutefois que leurs prix soient compétitifs, ainsi, chaque pays mit sur pied une politique agricole qui devait -une fois la période de transition terminée- placer chacun d'entre eux dans une position favorable par rapport à ses voisins.

Croyant sans doute rendre service aux agriculteurs, les organisations professionnelles agricoles lancèrent une campagne en faveur de cette politique, bien que les marchés fussent déjà très encombrés. Les résultats ne se firent pas attendre; la dégradation des prix agricoles -comme suite à la persistance de surplus- et une violente réaction des agriculteurs, dont l'immense majorité disposait d'exploitations inférieures à 20 Ha, (35,-), obligèrent les syndicats à réclamer

(5) Ce phénomène joua à fond à partir de 1955. Les gouvernements, sous la pression des manifestations, durent imposer par la suite des barrières douanières pour les productions excédentaires. Ils essayèrent pourtant de détourner le problème en acceptant très souvent, dans le cadre d'accords bilatéraux, l'introduction de clauses comportant l'importation de produits agricoles. En France, on peut citer l'exemple des vins d'Algérie (ou d'autres importants groupes financiers avaient des intérêts), et surtout des fruits et légumes. En Italie c'est le cas du maïs, où, malgré les accords de la communauté on continuait à s'approvisionner à l'extérieur de la CEE, à des tarifs inférieurs à ceux officiellement admis, et sans pour autant payer des pénalités en dehors de la retenue normale à l'importation.

(6) La faible surface permettait de "vivre" si les produits se vendaient bien. Mais une baisse, même minime du revenu les plaçait dans une situation financière très difficile à supporter.

une politique, de soutien des prix et les gouvernements à la leur accorder, d'abord séparément, puis, en 1964, dans le cadre de la communauté (soutien inconditionnel des marchés).

Le besoin de pratiquer une politique efficace d'amélioration des structures de production, et de commercialisation, dans le cadre communautaire(?), apparut rapidement ; malgré les déclarations de principe, elle demeura le domaine réservé de gouvernements nationaux. Elle correspondait néanmoins dans tous les pays, aux mêmes besoins, à savoir : diminution du coût et rationalisation, tant au niveau de la production que de la commercialisation. On insista, de part et d'autre, sur la nécessité de la parité des revenus entre le secteur agricole et les autres secteurs,

Si, en apparence, cette politique donnait satisfaction à la profession, son contenu, malgré toute une phraséologie bourgeoise très classique (défense des valeurs morales, de l'exploitation à caractère familial, etc.,), elle préparait en fait le terrain à des réformes menant obligatoirement l'agriculteur vers son intégration dans un mode de production capitaliste.

On voit mal comment peuvent se concilier deux impératifs aussi • contraires que celui de la parité des revenus -qui, compte tenu du contexte socio-économique ne pouvait être obtenue que par une augmentation des prix- et celui de la diminution des coûts de production -qui correspondrait à une baisse des prix de vente et qui, permettrait aux produits agricoles d'être compétitifs au niveau des marchés internationaux.

On nous abreuve encore actuellement de l'idée de placer l'agriculture dans une optique concurrentielle vis-à-vis des autres pays en vue de l'exportation de ses produits.

Si l'on précise que les marchés mondiaux des produits agricoles ne représentent que 5% de l'ensemble de la production mondiale et que ces 5% correspondent aux surplus nationaux, on peut se demander où se trouvent les débouchés internationaux. Les pays sous-développés représentent des "débouchés potentiels" mais, d'une part, le peu de liquidités dont ils disposent est investi par priorité dans l'industrie, et, d'autre part, comme le fait si bien remarquer le l'apport Vedel, les besoins biologiques immédiats, du "Tiers-monde" excèdent à court terme largement les possibilités financières que les pays développés sont prêts à accorder, compte tenu des avantages politiques recherchés

(,v ' "

(7) Ce fait avait déjà été mis en évidence depuis le début des années 50, au niveau d'un bon nombre de pays-.

et des rivalités entre les donataires. En termes clairs, cela revient à dire qu'ils n'offrent aucun débouché réel.

Les pays dits communistes (le bloc russe et la Chine) évitent dans la mesure du possible de s'approvisionner sur les marchés mondiaux. Ils ne le font que dans deux cas bien précis : 1) lorsque leur production intérieure est nettement insuffisante, 2) lorsque les cours mondiaux sont très bas ; dans ce cas, les achats qu'ils effectuent dénotent une pratique marchande de la pire espèce. La Russie, experte en la matière, achète ainsi du blé ou du beurre au cours mondial ; elle en revend une partie à ses satellites au prix intérieur du COMECON, ce qui lui permet -vue la différence de prix- de faire financer par son "satellite" la part qu'elle a conservée pour ses propres besoins.

Ceci étant dit (et devant être dit), ces pays „là ne représentent pas non plus de débouchés réels, pas plus que les autres pays, les pays capitalistes n'offrant pas de débouchés sérieux.

En effet, pour se développer, les "capitalismes nationaux" doivent éviter d'importer des produits agricoles ; le cas contraire les placerait dans une position de dépendance vis à vis des fournisseurs, ce qui, -à moyen terme les mettrait obligatoirement en cause, Ceci les incite réciproquement à pratiquer une politique agricole d'autoapprovisionnement suffisant.

Une politique d'importation correspond à deux situations bien précises ; 1) lorsque les produits agricoles manquent (ce qui risque d'entraîner des mouvements sociaux), 2) lorsque les prix intérieurs des produits agricoles, trop élevés entraînent des revendications salariales. Dans ce dernier cas -comme nous l'avons vu- un apport extérieur permet de casser les prix agricoles momentanément.

LE VÉRITABLE PROBLÈME : COMMENT PARVENIR À MEUS EXPLOITER LES
TRAVAILLEURS AU ROÏEN DE L'AGRICULTURE.... '

Les raisons d'une politique agricole exportatrice étant écartées, il nous faut revenir aux problèmes intérieurs et voir dans quelle situation se trouvaient les capitalismes nationaux ; ceux-ci devaient penser maintenant à lutter sérieusement contre la concurrence internationale qui inondait de plus en plus les marchés nationaux, de produits industriels meilleur marché que les leurs. Si les barrières douanières assez élevées pouvaient leur permettre de respirer un peu, ils savaient pertinemment que cela ne pouvait représenter qu'un palliatif. De ce fait il leur était nécessaire de diminuer leurs coûts de production, ce qui passait obligatoirement par un accroissement de leur productivité et une compression de charges salariales.

L'étude de l'utilisation des revenus des ménages nous révèle un fait intéressant ; on dépense en moyenne pour se nourrir de 15 à **50,1** de son revenu, suivant que l'on est un patron ou un ouvrier. La relation est évidente ; si les prix de la nourriture baissent, on pourra limiter la hausse des salaires des ouvriers (basée sur l'augmentation du coût de la vie). Le but recherché pourra ainsi être atteint. Au niveau de chaque économie, cela implique une série de mesures à prendre, la première étant la diminution des prix agricoles par la réorganisation des structures de production.

La diminution du prix des produits agricoles ne peut s'obtenir que par une utilisation optimale des facteurs de production, c'est à dire, essentiellement par une augmentation de la productivité, ce qui correspond à une rentabilisation des facteurs de production.

Voyons quels sont les effets d'un accroissement de productivité dans le secteur agricole sur l'ensemble de l'économie. (principalement au niveau industriel).

Une diminution du nombre d'heures socialement nécessaires pour produire une quantité donnée de marchandises, entraîne une diminution de leur valeur d'échange (valeur qui s'exprime obligatoirement en heures de travail) et donc, de la valeur pour les acquérir.

Comme Karx l'a mis en évidence, le salaire versé par le capitaliste correspond à la quantité de biens nécessaires à la reproduction du travailleur. C'est à dire qu'il ne paie pas à l'ouvrier une valeur (en heures de travail) constante, mais la valeur d'échange de cette quantité de biens.

Une partie du salaire correspond à une certaine quantité physique de biens alimentaires. Un accroissement de la productivité agricole - c'est à dire une réduction du nombre d'heures de travail socialement nécessaire pour produire ces biens - entraîne donc une diminution de la valeur de la part de salaire correspondant à l'acquisition de cette quantité de biens alimentaires.

L'ouvrier ne recevant que la valeur nécessaire pour acquérir la même quantité de biens, son salaire réel (i.e. exprimé en temps de travail) s'en trouve diminué d'autant. La différence entre le travail fourni par l'ouvrier et la contrepartie qu'il reçoit sous forme de salaire - différence dont s'approprie le capitaliste - s'accroît de cette quantité. Le temps de travail de l'ouvrier étant toujours le même, l'ouvrier travaillera un temps plus long pour le capitaliste, tout en recevant un salaire moindre.

Cette diminution de salaire apparaîtrait dans le cadre d'un système économique capitaliste dans lequel la monnaie aurait une valeur constante, par une diminution en valeur (exprimée en monnaie) des prix

agricoles et des salaires. Dans le cadre d'une économie capitalise inflationniste -dans laquelle nous nous trouvons depuis la première guerre mondiale- c'est à dire, caractérisée par une hausse constante et générale des prix, on assiste à :

-un accroissement du prix des produits agricoles inférieur à l'accroissement des prix industriels.

-un accroissement du niveau général des prix, supérieur à l'accroissement du niveau des salaires.

Ce surplus, dû à une compression réelle des salaires, permettre au capitaliste de diminuer ses prix de vente (limitation de la hausse) et d'accroître ses possibilités d'investissement.

ET DES PETITS COMMERÇANTS....

Cependant la seule diminution des prix agricoles ne suffisait pas. Il fallait obtenir une réduction des prix des produits alimentaires (8) en général. La réorganisation des circuits de commercialisation (9) s'imposait, ce qui impliquait :

-l'organisation effective du secteur industriel de transformation des produits agricoles (10) qui se situaient assez souvent à un stade d'évolution du type néo-artisanal.

-l'organisation du circuit de distribution qui se caractérisait par le désordre le plus complet. Le nombre incalculable d'intermédiaires et de détaillants (commerçants) dont chacun prélevait -et continue de prélever- sa marge de bénéfices, soi-disant en raison des services rendus (11) et qui concrètement vivent en parasites aux dépens des travailleurs de la ville et de la campagne, sont responsables du prix de vente toujours en hausse des produits agricoles en particulier, et des produits alimentaires en général,

(8) Le prix des produits alimentaires résulte de l'addition du prix des produits agricoles et de celui du secteur en aval de la production, détaillants compris.

(9) Et plus généralement l'organisation en aval de la production.

(10) On estime que les deux tiers de la production agricole seront transformés par l'industrie d'aval, d'ici 1985.

(11) Les producteurs de fruits ne perçoivent que 20% du prix payé par le consommateur

(L'Expansion, février 69)

Enfin, pour parfaire ces mesures, la concentration de l'industrie para-agricole, en aval de la production, devenait obligatoire,

La mise en place de l'Europe Verte, dont une des principales conséquences fut l'unification des prix agricoles européens, pesa lourd dans la balance. Pour chacun de ces pays, il était hors de question de fixer des prix inférieurs au cours pratiqué à l'intérieur d'un de ces pays, du moins en apparence. Une autre position aurait entraîné immédiatement des conflits entre gouvernement, et agriculteurs sous le prétexte de la parité des revenus -parité déjà fort compromise. La politique de soutien des prix, mise en place communautairement en 1962, renforcée par le fait précédent, loin d'assainir la situation, augmenta les excédents ; en effet, la diminution du nombre d'actifs agricoles était loin de compenser une utilisation de plus en plus généralisée de techniques de production modernes .

Le niveau des prix pratiqués -tout en profitant à l'exploitant important qui voyait son revenu augmenter grâce à l'augmentation des rendements, et cela, malgré des charges de plus en plus lourdes- ne permettait pas au petit paysan de disposer d'un revenu lui permettant de vivre décemment. Pour lui, les charges augmentaient plus vite que les recettes. Lais, d'une part son attachement à la terre, d'autre part son âge (supérieur à 35 ans) qui lui créait un sérieux handicap pour se reclasser, le faisaient rester à la campagne,

En 1968, l'explosion des luttes revendicatives ouvrières, d'abord en France, puis dans l'ensemble de l'Europe, ne firent que renforcer la nécessité pour les capitalistes de mettre sur pied la réforme de l'agriculture et de ses circuits annexes. Ceux-ci se trouvaient dans une fort mauvaise posture ; d'un côté ils devaient faire face à l'accroissement des charges salariales, de l'autre ils devaient financer l'aide à l'agriculture (soutien des marchés, réorganisation des structures de production) . Le montant global des aides versé au secteur agricole en 1969 atteignit près de 30 milliards de francs. (12),

Parallèlement la différence entre les prix des produits agricoles européens et les cours mondiaux atteignait des niveaux records. Le tableau reproduit dans la page qui suit, illustre particulièrement bien ce phénomène.

De la recommandation verbale ou écrite, le capitalisme devait passer maintenant aux faits. Les déclarations gouvernementales étaient nettes, L'agriculture traditionnelle devait disparaître pour laisser place, à une agriculture "intégrée". Mais avant de passer à la politique agricole envisagée, on doit préciser quelques points, ' .

(12) 30 milliards de francs représentent 6 milliards d'unités de compte. L'unité de compte (ü.C) est l'équivalent de cinq francs.

NIVEAU DES PRIS (1) DS CERTAINS PRODUITS AGRICOLES DU LARCHE COMMUN

PAR RAPPORT AU NIVEAU DES PRIX PRATIQUES SUR LE LARCHE MONDIAL (2)

Produits	1967/60		en\$
	prix	prix	en?t
	marché commun	marché mondial	
	UC/100 kg		
	1	2	3
te« IM M			
Blé tendre	10,73	5,75	1-35
Blé dur	16; IL	3,0?	200
Riz décortiqué	17,96	15,35-	117
Orge	9,0?	5,67	16
Maïs	9,01	5,63	160
Sucre blanc	22,35	5,10	5-33
Viandes bovines	63,00	33,32	175
Viande de porc	56; ?1	38,56	15-7
Volaille	72,33	55,00	131
Oeufs	51,15-	33,75	132
Beurre	137,5-5-	5-7» 25	397
Huile d'olive	115,72	69,-35-	166
Graines oléagineuses	20; 19	10,11	200

(1) Y compris les aides directes à la production pour le blé dur, l'huile d'olive et les graines oléagineuses,

(2) Prix d'entrée pour le commerce de gros.

(3) Période de 'référence pour les divers produits différents SOURCE t Direction Générale de l'Agriculture..

(Cité du plai Mansholt; annexe 12;.p,93.. Ed. Groupe La Fayette.

1)La politique apparemment contradictoire des gouvernements repose sur deux faits essentiels: les paysans et les commerçants ont tou_w jours constitué une masse électorale, fidèle défenseur des intérêts du capitalisme . De ce fait, les gouvernements en plcn ont très souvent été contraints, pour des raisons électorales de ''lâcher des débris" pour conserver leur appui. L'héritage de la révolution de 1709 avec sa tradition petite bourgeoise de la libre entreprise renforce ce phénomène.

Le capitaliste, bon père de famille qu'il est, support' ces "parents bâtards" tant qu'ils peuvent lui rendre service ; Liais à partir du moment où ils lui coûtent de l'argent, on peut lui faire confiance pour qu'il s'en débarrasse. Il lui faut paver peur soutenir l'agriculture, • ce qui l'oblige, en plus, à consentir des augmentations de salaires.

Or, cela ne surprendra personne, le capitaliste ne fait jamais de'.libéralités sans contre-partie future.

2) La rentabilité des capitaine en agriculture est de très loin inférieure à celle de l'industrie ou à certains services. Les capitaine vont par nature là où ils rapportent le plus. Les capitalistes n'ont, répétons-le, ni envie ni intérêt à s'occuper de l'agriculture tant que celle-ci ne le gêne pas pour son développement.

...TOUT EH UTILISANT LES SYNDICATS...

Jusqu'à présent nous ne nous sommes guère préoccupés de l'attitude des organisations professionnelles agricoles et des syndicats en particulier.

En règle générale, dirigés par les gros exploitants, les syndicats défendaient, à travers des revendications générales, les intérêts d'une catégorie. Dans un premier temps, ils firent le jeu du capitalisme, mais pris de vitesse ils se retrouvèrent obligés de prendre des positions franchement rétrogrades.

Quels que soient les pays, les syndicats se voulant représentatifs de l'ensemble des agriculteurs (petits ou gros, propriétaires ou fermiers) ou au contraire étant spécialisés par grandes branches de produits, on constate des attitudes fondamentalement identiques.

Dans tous les cas leurs revendications portent essentiellement sur :

- 1) La demande d'augmentation du prix des produits agricoles.
- 2) La demande du soutien des prix agricoles dans le cas de surproduction.

Ils se plaignent régulièrement de :

- 1) L'envahissement du marché national par les produits étrangers,
- 2) L'augmentation du coût des moyens de production.
- 3) De l'incompréhension de la ville face à leurs problèmes.

Leur position vis à vis des syndicats est claire : l'augmentation des salaires entraînant obligatoirement une augmentation du coût des moyens de production, les syndicats ouvriers sont donc responsables de leurs malheurs'« (les syndicats ouvriers tiennent d'ailleurs à peu près le même raisonnement) Il ne leur est pas venu une seule fois à l'idée que les capitalistes pouvaient être pour quelque chose dans l'affaire.

Ils jouent sans cesse un rôle de modération et de conciliation entre les agriculteurs ayant des intérêts opposés afin de maintenir ■ l'unité de la classe paysanne en rendant tour à tour responsable n'importe qui de n'importe quoi (les ouvriers, les capitalistes, les commerçants, voire les paysans eux-mêmes)

Ce rôle de conciliation se retrouve contre la profession et les capitalistes . Ils ne peuvent remettre en cause le capitalisme sans remettre en cause leur propre existence, tous deux défendant la même idéologie.

Refusant de voir le problème qui se pose aux petits paysans (fermiers et métayers) condamnés par le progrès technique à disparaître, le syndicat s'appuie sur eux pour obtenir des garanties de prix et des subventions qui bénéficient surtout - „aux gros agriculteurs.

Ils sont obligés, pour se maintenir, de prendre position pour la majorité du paysannat, c'est à dire de défendre les petites exploitations familiales ; d'autre part ils sont soumis aux pressions des gros exploitants ; prisonniers de leurs contradictions internes, les syndicats agricoles ne sont en définitive qu'un instrument au service du capitalisme. La tendance socialiste qui se dessine à l'heure actuelle (13) demeurant très réformiste, ne laisse envisager à court terme qu'un éclatement au sein des syndicats.

Les autres organisations professionnelles, dont la plupart sont des vestiges du passé, ont permis à l'agriculture de conserver le plus longtemps possible ses structures archaïques (y compris sa mentalité). Leur attitude, très semblable à celle des syndicats, ne mérite aucun commentaire si ce n'est pour préciser (ceci est tout aussi valable pour les syndicats) que l'on doit avant tout dénoncer le rôle qu'elles font jouer à l'agriculture face au prolétariat : celui de faciliter son exploitation.

LA DEFINITION DE LA POLITIQUE A SUIVRE.

Les capitalistes, toujours très sérieux en affaires, tiennent avant tout à expliquer pourquoi l'agriculture se trouve dans cette situation. On peut résumer très brièvement leur position, en reproduisant quelques extraits d'un article paru dans "L'Expansion" de février 69.

"L'agriculture est-elle un luxe?"

"Le plan Mansholt pose brutalement le problème que personne ne voulait voir : l'Europe a deux fois trop de paysans."

Au cours de l'article on pouvait lire :

"La production a augmenté de plus de moitié sur moins de terres et avec une main d'oeuvre diminuée de plus d'un tiers."

..."Non seulement elle (l'agriculture) ne fait plus la politique de l'Europe (...) mais encore elle est de plus en plus considérée comme un boulet, un frein au progrès économique et social européen." !.

LES MESURES A PRENDRE.

Les solutions proposées par l'intermédiaire du plan Mansholt pour résoudre les problèmes sont simples •

- 1) augmenter la ' productivité
- 2) limiter la production
- 3) diminuer les coûts de production, de transformation et de commercialisation des produits
- 4) diminuer progressivement les aides apportées à l'agriculture-

Au niveau agricole, cela, suppose :

1) Due diminution de 500.000 travailleurs agricoles par an (aides familiaux et petits paysans surtout). Pour arriver à cela on veut, d'une part accélérer la mise en retraite d'un certain nombre d'agriculteurs en leur donnant une retraite plus des primes (cela reviendra toujours moins cher que de soutenir les prix) et de plus., on conservera cette masse pour les élections. D'autre part, les jeunes devront -bon gré, mal gré- s'inscrire -TiO - veulent pas "croupir dans la misère" vendre leur force de travail au capitalisme, venir grossir les rangs du prolétariat. Après avoir connu un délai, l'exode rural revient à l'ordre du jour, mais cette fois-ci définitivement. Du moins telle est l'opinion qu'on peut se faire,

2) Une utilisation rationnelle des techniques modernes de production, ce qui implique une dépendance réelle de la production par rapport au secteur d'amont (industriel).

La réduction des surfaces cultivées s'impose si on ne veut pas retomber dans le problème des excédents trop importants, (il faut en avoir juste ce qu'il faut pour limiter la hausse des prix.)

Certains pays -dont la France-, n'osant pas le dire, franchement préfèrent lancer une campagne sur la conservation de la nature et le besoin d'espaces verts où le citoyen pourra aller se promener sans pour autant causer des préjudices à l'agriculteur. Celui-ci, bien entendu, sera chargé d'entretenir ces espaces. Compte tenu du nombre de citoyens, cela réclame beaucoup d'espace, c'est normal'

LA NÉCESSITÉ DES COÛTS DE PRODUCTION.

Voici le point-clé de l'affaire. Nous avons montré les incidences que cela entraîne pour le capitaliste et pour le travailleur. Elle, sera obtenue par la conjugaison des points 1 et 2 ci-dessus.

Au niveau du secteur en amont de la production, c'est évidemment l'intégration définitive de ce secteur ; cela touchera surtout les coopératives de production d'aliments de bétail, qui devront, face à la concurrence, soit se laisser avaler, soit disparaître.

(13) La "tendance dure" du Centre National des Jeunes Agriculteurs en France.

Au niveau du secteur en aval de la production, une priorité : diminuer le nombre d'intermédiaires et de petits commerçants. Le remplacement des intermédiaires par une politique contractuelle entre les producteurs et le secteur de transformation des produits agricoles, aura l'avantage d'axer la production dans le sens désiré, tout en disposant d'un moyen de pression efficace sur les prix. Le secteur de transformation, de plus en plus sous le contrôle de grandes firmes (on peut citer à titre d'exemple la société américaine Iybies) ne manquera pas de jouer son rôle.

Pour la vente, les grandes surfaces ont fait leurs preuves. Elles rapportent à ceux qui investissent, tout en pratiquant des prix inférieurs à ceux des petits commerçants. Le chemin tracé, il n'y a plus qu'à le suivre.

Dépendant du secteur industriel d'amont, soumis au capitalisme d'aval, le nouvel agriculteur croyant devenir un capitaliste, ne sera en réalité qu'un façonnier au service d'une politique industrielle. Cet agriculteur disposera d'un pouvoir d'achat élevé ; le capitaliste paie bien quand on lui donne le moyen d'exploiter davantage et surtout plus de personnes.

Pour parfaire l'ensemble de ces mesures, on tient à ce que ce type d'agriculture ne produise pas plus de 70% des besoins du marché. Le 30% restant seront fournis par l'agriculture traditionnelle, qui, de ce fait deviendra un simple volant de sécurité. En cas de surproduction ses produits ne trouveront de débouchés qu'à des prix dérisoires. En cas de sous-production, elle servira de complément. Bon an, mal an, elle arrivera à survivre sans plus.

Avant d'en arriver à ce stade d'évolution, il y aura tout de même quelques difficultés à résoudre.

LES DIFFICULTES A SUPPLÉMENTER PAR LE CAPITALISME

La première série de difficultés est d'ordre financier : l'accroissement des dépenses pour le secteur agricole dans les quatre ans à venir va être assez fort. Or les difficultés financières des pays du marché commun laissent planer un doute sérieux quant aux possibilités de trouver de nouveaux capitaux sans entraîner une montée de l'inflation. D'autre part, il faut créer des emplois nouveaux, la difficulté pour d'obtenir un emploi actuellement et le manque de capitaux pour en créer de nouveaux, n'apparaissent pas comme des signes de bon augure.

La deuxième série de difficultés est d'ordre politique. Jusqu'à présent les réactions des agriculteurs sont assez peu perceptibles. Comme d'habitude ils attendent les décisions concrètes. Or, les gouvernements n'ont pas le choix. Pour qu'elle soit efficace, cette poli-

*

tique doit être appliquée rapidement, Une mise en route dès cette année ou début 71 > entraînera immédiatement des réactions très violentes de la part des agriculteurs,

kais que peuvent faire les agriculteurs seuls»isolés de toutes,» parts, opposées à tout le monde -fait que les gouvernements ne manqueront pas d'exploiter- si ce n'est suivre le chemin qu'ils se sont tracés vis-à-vis du capitalisme, celui de le servir,

. L'élargissement éventuel (et très probable) de la CEE par l'admission de plusieurs pays -l'Angleterre en tête- loin de résoudre les problèmes actuels de surproduction, risque néanmoins de favoriser la politique envisagée, au moins au niveau des prix, La productivité du secteur agricole de ces **pays**, jointe à des coûts de production très compétitifs pour un bon nombre de produits, ne fera- que renforcer le besoin vital pour les capitalismes nationaux (qui continueront d'exister et de se concurrencer, y compris ceux de la Chine et de la Russie) de limiter les charges financières résultant des structures agricoles en place.

Face au problème agricole européen , les capitalistes réagissent de la seule façon qu'ils pouvaient le faire. On assiste à une concurrence de plus en plus effrénée, tant au niveau international que national entre capitalistes. Un seul point les réunit : exploiter toujours plus et si importe peu pour eux de limiter la production de produits agricoles alors que globalement, deux hommes sur trois ne mangent pas à leur faim. Si un problème les préoccupe, ce n'est pas celui de la faim, mais bien celui de leur propre survie. Le problème agricole est à cet égard particulièrement édifiant

O O O

*
«t

P A Y S A N S E T P R O L E T A I R E S
D A N S L A L U T T E D E C L A S S E S

Depuis que le prolétariat a commencé à prendre conscience de sa lutte, le problème de son alliance avec le petit paysannat s'est toujours posé» Cette alliance semblait d'autant plus naturelle au début du capitalisme que les nouveaux prolétaires étaient très souvent d'origine paysanne; c'est le temps de l'accumulation primitive du capital.

La nostalgie du monde de la campagne et de la production artisanale, face à l'enfer des industries, marquent ainsi les premières idées socialistes et peuvent expliquer l'influence de l'anarchisme en particulier celui de Proudhon, sur le mouvement ouvrier du XIX^e siècle.

Cependant, au fur et à mesure que la classe ouvrière se développe en nombre et que ses intérêts propres apparaissent de plus en plus autonomes et antagonistes à l'ordre existant, la séparation entre petit paysannat et prolétariat ne fait que se creuser dans les faits.

En effet, quoique le petit paysan et l'ouvrier subissent tous deux l'oppression du capital, celle-ci s'exerce sur chacun d'eux de façon différente,

Pour le petit paysan, possesseur de sa terre, producteur isolé elle s'exerce par le poids des hypothèques et des crédits usuriers et par une dépendance totale vis à vis des marchés sur lesquels il est de par sa position d'isolement-impuissant. Il est en outre constamment menacé de disparition par les besoins de rentabilité et de concentration du capital qui tend à éliminer la petite propriété.

Pour les ouvriers ne possédant aucun instrument de production, cette oppression se traduit par l'obligation de se vendre quotidiennement comme force de travail, de participer à la production de façon totalement aliénée, c'est à dire dans l'impossibilité de contrôler le processus de production, et enfin, par la spoliation régulière de la plus grande partie de leur travail.

Aussi bien le petit paysannat que la classe ouvrière sont donc amenés à s'opposer au capital, mais de façons contraires; le petit propriétaire de terres voit ses prix de vente baisser sous la pression des acheteurs intermédiaires et de la concurrence, qui vit la menace de la disparition de son droit de propriété, tend à combattre le capital mais avec le désir de revenir à une situation antérieure, celle de la petite production où la propriété lui était garantie et où ses produits se vendaient sans difficulté-

Nostalgique d'une situation passée et assimilant tout progrès à sa disparition, son opposition est ainsi amenée à se manifester *■ dans le sens d'un retour en arrière, à constituer un frein à toute évolution; cette opposition est donc historiquement conservatrice-.

Les buts de la lutte de la classe ouvrière sont obligatoirement différents : une fois que le capitalisme industriel s'est développé et que plusieurs générations d'ouvriers se sont succédées,; aucun retour en arrière ne peut représenter un véritable attrait pour elle; en outre, la participation directe à la production complexe moderne la force à comprendre à quel point un tel projet est absurde.

Le maintien de la propriété des moyens de production, est à la base de l'exploitation des travailleurs industriels; l'ouvrier est contraint à se vendre lui-même comme force de travail à cause " du haut niveau des techniques qui interdit toute possibilité de production individuelle à l'échelle sociale. Il est ainsi condamné à être la principale marchandise.

Quant à l'idée de partager les moyens de production parmi ceux qui travaillent -idée normale chez les petits paysans ne possédant pas assez de terres- elle n'a aucun sens pour le prolétariat qui participe à la production de façon associative par l'utilisation commune d'un complexe industriel. Le partage en parcelles d'une usine ne peut aboutir qu'à son démantèlement, Autant l'individualisme est naturel chez le paysan, producteur isolé qui n'a pas besoin des autres, ou qui ne peut les voir que comme concurrents, ?ut<?nt -l'aspiration au communisme est le propre de la classe ouvrière..

C'est pourquoi, à l'heure de faiblesse de la classe dominante, quand le système en crise n'offre plus qu'un avenir de désastre et un présent de misère et de chômage pour la classe ouvrière, celle-ci ne peut plus envisager comme solution véritable que la gestion commune des moyens de production et l'élimination de la marchandise par l'élimination de son propre caractère de marchandise; c'est à dire la réalisation de la production en fonction des besoins des hommes et non plus en raison du profit et de la vente,

La lutte de la classe ouvrière contre le système est donc * obligatoirement révolutionnaire * Par leur position même au sein du processus général de production, petit paysannat et prolétariat se trouvent donc en opposition face à l'oppression pourtant commune du # capital.

Ce désaccord fondamental se double en outre d'antagonismes immédiats au sein du marché alimentaire; en effet, la plus grande partie de la production agricole est consommée par les travailleurs

des villes. Prolétariat et paysannat se trouvent respectivement en positions d'acheteur et de vendeur . Aussi, alors que les luttes ouvrières s'attaquent à la cherté de la vie , les paysans luttent contre la chute des prix auxquels on achète leurs produits, • C'est le capital qui s'approprie l'écart croissant entre les prix de vente des paysans et les prix d'achat du même produit; l'ennemi est donc commun , mais les buts immédiats de la lutte divergent à nouveau: hausse contre baisse des prix. • .

A toutes ces raisons fondamentalement économiques viennent évidemment se greffer les différends qui en découlent au niveau idéologique, c'est à dire les habitudes, l'attachement aux traditions; bref, ouvriers et petits paysans ont deux façons totalement différentes de concevoir le monde.

Cependant, le prolétariat, d'une part, ne peut parvenir au triomphe de sa révolution sans surmonter l'hostilité de la campagne à son égard et, d'autre part, malgré leur attitude instinctivement conservatrice, les petits paysans ne pourront remédier à leur situation de façon définitive, que dans la révolution socialiste. Il s'agit donc de voir dans quelle mesure la classe ouvrière peut intégrer le paysannat au processus révolutionnaire et en quoi le socialisme résoud le problème paysan,

Ces deux questions sont d'ailleurs intimement liées; pour définir de quelle façon le prolétariat pourra intégrer le paysannat au processus révolutionnaire il est nécessaire de comprendre en quoi le socialisme est une solution au problème paysan (sinon cette intégration serait impossible).

Mais en même temps, pour définir le processus révolutionnaire à la campagne il est nécessaire de comprendre jusqu'à quel point ou dans quel laps de temps le paysannat peut être amené à s'intégrer à la révolution.

Pour répondre à ces deux questions il serait absurde de chercher des formules abstraites, plaisantes à préconiser en prophètes. Ces problèmes ne peuvent être envisagés qu'à partir d'une analyse des conditions économiques qui déterminent les besoins et les problèmes de la campagne et de l'industrie, des paysans, et des prolétaires; c'est seulement en partant d'une telle analyse qu'on peut comprendre comment ces deux groupes sociaux devront et pourront évoluer et donc définir une stratégie correspondant à la réalité.

Nous ne prétendons cependant pas établir ici le programme agricole de la révolution*. Les mesures précises à prendre dans ce domaine ne pourront être véritablement définies qu'au cours même de la révolution, en présence des nouvelles conditions créées.

Pour le moment nous nous contentons de dessiner les traits généraux du problème sans prétendre en faire une étude exhaustive; nous essaierons simplement d'entirer les conclusions les plus immédiates, (1)

Si nous nous sommes penchés sur les différences opposant le petit paysannat au prolétariat industriel c'était pour relever l'obstacle principal qui s'opposera au lien nécessaire que devra établir la Révolution entre la ville et la campagne.

Il -est maintenant nécessaire de distinguer dans le secteur agricole les différents types d'exploitation existants de façon à définir les tendances générales des paysans qui y travaillent et par la suite quelle peut être l'attitude du prolétariat révolutionnaire envers eux(ou chacun d'eux.)

1) LA GRANDS EXPLOITATION AGRO-INDUSTRIELLE

Il s'agit de grandes exploitations utilisant un outillage industriel assez important sur un grand nombre d'hectares et utilisant une main d'oeuvre nombreuse.

Dans ce cas, les travailleurs de la terre sont des ouvriers agricoles. Leur situation dans la production est analogue à celle des ouvriers industriels de la ville: ils ne possèdent pas les moyens de production, ils sont salariés, ils créent de la plus value et surtout ils travaillent en association, c'est à dire dans une division du travail imposée par l'utilisation commune de moyens de production complexes et dans laquelle chacun ne fait qu'une partie du travail total. Leur travail est organiquement^o de celui du reste des ouvriers agricoles. Par conséquent il ne peut venir à l'idée du salarié agricole de se partager les silos, les canalisations, les moissonneuses, le tracteur etc... pour revenir à un stade primitif de production. Seule la mise en commun de la terre et des outils, et l'appropriation commune du produit de leur travail apparaît comme u -u/L moyen de dépasser leur situation d'esclave salarié tout en maintenant le même niveau de technique - rejoignant ainsi dans ses objectifs le prolétariat industriel de la ville. Comme celui-ci il n'est pas attaché **a** la propriété privée car il en subit lui aussi quotidiennement les conséquences,

La révolution prolétarienne n'est donc pas étrangère au salarié agricole de l'exploitation agro-industrielle. Elle est le projet ⁽¹⁾

(1) -nous serons appelés à revenir sur ce sujet de façon plus précise dans d'autres numéros de la revue
°complémentaire

même qu'il sera forcé de concevoir.

les problèmes de la révolution face à l'exploitation agro-industrielle sont donc de même nature que pour l'industrie des villes.

La propagande révolutionnaire parmi les ouvriers agricoles de ces exploitations ne peut donc être autre que celle propagée parmi le prolétariat des villes.

De même l'organisation de ce type d'entreprise agricole sera celle des centres industriels lors de la révolution, c'est à dire la collectivisation des moyens de production et leur gestion par les Conseils d'ouvriers agricoles, liés et coordonnés avec les Conseils industriels. Les mesures prises dans les usines quant à l'élimination des marchés, des salaires, etc, pourront s'y appliquer simultanément.

Ces exploitations collectivisées seront obligatoirement les principaux piliers de la révolution dans la campagne. Leur prédominance dans des pays comme les Etats Unis, surtout dans le sud, ou même dans certains pays d'Amérique Latine (1) éliminent pour ainsi dire "le problème pays en" pour la révolution dans ces régions.

Mais comme nous l'avons vu dans la première partie, dans la plupart des pays européens détruits par la guerre, ces types d'exploitations restent très peu nombreuses, du fait de la quantité importante des capitaux qu'elles nécessitent et de leur faible rémunération (sauf pour des productions maraîchères, fruitières, betteravières et dans une certaine mesure céréalières).

2) LA GRANDE PROPRIÉTÉ LATIFUNDISTE DE TYPE SEME FÉODAL

Il est important de la distinguer du type d'exploitation agro-industrielle. Sa caractéristique fondamentale est l'absence quasi-totale des moyens de production.

La production est l'œuvre des travailleurs qui paient un même latifundiste par la plus grande partie de leurs produits; mais ils travaillent de façon indépendante ou presque c'est à dire en réalisant

-, .1) c'est le cas par exemple des immenses plantations de canne à sucre (Cuba, Brésil) On a vu ainsi, au Brésil, les ouvriers de la canne à sucre faire grève et occuper les usines de traitement de la canne avec les mêmes méthodes de lutte que les ouvriers des villes.

chacun dans son lopin de terre toutes les tâches de la production; préparation du sol, semis, façon culturale et récolte.

Malgré l'existence d'un patron commun, les différents paysans n'ont aucun lien réel organique au niveau de la production. Obligés de travailler pour un autre du fait de la non propriété de la terre, leur revendication la plus naturelle n'est pas la collectivisation mais le partage de terres et son appropriation individuelle.

Pour les paysans de ce type d'exploitation, prédominant sous le féodalisme ou actuellement surtout dans les régions non industrialisées, l'idée de la collectivisation des terres ne correspond à aucun besoin concret ni immédiat. Et ceci, non seulement parcequ'ils n'ont jamais travaillé en association, mais parce qu'une telle mesure -en dehors de toute industrialisation - n'a aucun sens.

Le communisme n'a aucune réalité lorsque les moyens de production complexes qui imposent un travail en commun n'existent pas.

Sans les moyens de production nécessaires mettre le travail en commun dans le cadre agricole, n'a aucune raison d'entraîner un accroissement de rentabilité; au contraire, le seul stimulant qui peut exister, la recherche du profit individuel, disparaît entièrement sans aucune compensation/

- C'est pourquoi **les** révolutionnaires commettraient une erreur fatale s'ils prétendaient forcer en de pareilles conditions une collectivisation. Non seulement ils rencontreraient une résistance d'autant plus farouche qu'elle est naturelle de la part des paysans, mais en outre ils ne pourraient même pas en espérer les biens agricoles nécessaires au maintien de la; révolution dans les villes.

Les mesures que prend le prolétariat révolutionnaire ne sont pas dictées par une série de clichés arbitraires; elles acquièrent au contraire leur justification dans l'intelligence des situations, de la nécessité et de la possibilité de leur évolution.

Aussi, dans les régions trop faiblement industrialisées et à grandes propriétés semi-féodales le prolétariat sera souvent forcé d'accepter, le partage de la terre entre les paysans -comme cela fut fait par les Bolchéviks en Russie.¹¹

Il faut noter cependant qu'il ne pourrait s'agir d'une création de nouvelles petites propriétés privées. Bien que pour le paysan la non propriété de la terre apparaît comme la base de son exploitation par le propriétaire à qui il doit céder la plus grande partie de sa production, ce n'est pas en permettant l'appropriation de la terre que le prolétariat doit résoudre le problème, mais en permettant l'appropriation du produit du travail du paysan. La terre

Le produit devient intégralement propriété du paysan qui peut le vendre dans in marché prévu à cet effet (1).

Il est vrai que -comme le fit remarquer Rosa Luxembourg dans âa critique de la révolution russe - de telles mesures créent de nouvelles difficultés au chemin de la révolution. Mais dans ce cas le choix n'existe pas. Dans un tel cadre, une "collectivisation" ne peut rester que lettre morte ou bien se faire par la force.

La collectivisation par la force ne peut mener qu'au massacre des paysans et à des catastrophes comme celles qui eurent lieu lors de la 'bollectivisation"stalinienne (incendie des récoltes, massacre du cheptel par les paysans, dont l'URSS subit encore les conséquences) (2). Ce sont là des méthodes qui correspondent uniquement au besoins capitalistes de l'accumulation primitive du capital.

Quant aine "nouvelles difficultés "créées par ces partages, elles ne peuvent être véritablement dépassées que par l'internationalisation de la révolution et la collaboration des «zones véritablement industrialisées ,

C'est seulement en présence des hauts moyens techniques d'agriculture que le petit paysannat peut ressentir le besoin de passer au stade de la collectivisation de la production.

3) LA PETITS PROPRIETE FAMILIALE

Celle-ci est de très loin la forme d'exploitation la plus commune en France et en Europe Occidentale en général.

Elle est aussi celle qui a toujours représenté le plus grand nombre de difficultés lorsqu'on a envisagé le problème du ralliement de ces exploitants à la révolution. ¹

(1) Nous reviendrons sur ce problème du marché un peu plus loin

(2) Rien n'est plus abject que de voir les nouveaux adorateurs de Staline, -celui qui se vantait d'avoir envoyé dix millions de paysans en camp de concentration- les maoistes, se faire les champions de la cause des

Ces difficultés proviennent fondamentalement des caractéristiques du petit paysannat (propriétaire des terres, antagoniste au prolétariat au niveau du marché alimentaire, producteur isolé ne pratiquant pas le travail associé), caractéristiques qui le poussent au conservatisme et le condamnent souvent à l'incompréhension du besoin de collectivisations. Il s'y est ajouté, dans les pays d'Europe occidentale les plus industrialisés, la caractéristique d'un niveau de revenu moyen relativement élevé (nous disons relativement, car nous le comparons à celui des paysans russes de 1917 qui se rallièrent à la révolution). Comme nous l'avons dit dans la première partie, le capitalisme européen a été contraint de maintenir les structures de petite et moyenne propriétés (fondamentalement à cause des deux grandes guerres et de leurs conséquences) tout en garantissant un niveau moyen permettant même aux plus petites exploitations de subsister tant bien que mal.

En 1962, on comptait que le revenu annuel moyen par ménage agricole en France était de 22.17[^] F. (après impôts), soit presque celui d'un cadre moyen (23.4[^] F. la même année) - selon J.P. Ruault. Etudes et Conjonctures 1966, n°7 - Ces chiffres sont certainement déformés : d'abord, la notion de revenu agricole est particulièrement contestée (l'auto-consommation et les investissements sont-ils compris?) ; il ne s'agit de toutes façons que d'une moyenne. Mais, si l'on tient compte du fait que sur 1.8 millions d'exploitations agricoles en 1963, 108.000 seulement faisaient plus de 50 Ha., il est clair que -sauf cas extrêmes- la situation des agriculteurs n'est pas comparable à celle des masses paysannes russes de 1917.

L'importance du niveau des revenus des petits paysans européens a joué un rôle lors de la vague révolutionnaire qu'entraîna la première guerre mondiale (surtout en Allemagne). En effet, alors que dans les villes et sur le front, la guerre cause une diminution des revenus (rationnement alimentaire), la campagne a non seulement les aliments sur place, mais la grande demande de produits agricoles par la ville et la réduction du nombre de travailleurs aux champs, permet aux agriculteurs qui restent d'obtenir des revenus relativement élevés. Ainsi, les crises révolutionnaires produites par des guerres créent un nouvel obstacle au rapprochement paysans-ouvriers. ¹¹

Il faut noter qu'au
niveau des revenus agricoles,
il s'est produit une nette

resté très inférieur à celui du niveau général des prix industriels. et malgré les politiques de garantie des prix, les plus petites exploitations connaissent des difficultés croissantes. En effet, le jeu des primes, des prix, des subventions, favorisent systématiquement les exploitations qui ont les plus hauts rendements (prix et primes étant donnés au quintal de céréale, ou à la tête de bétail). Les gouvernements européens, obligés de rentabiliser leur agriculture se préparent à éliminer la majorité des petites exploitations, ne laissant que les plus rentables.

Du point de vue de la lutte de classes, les conséquences de telles mesures ne seront pas mécaniquement favorables à l'union paysans-ouvriers. D'abord une très grande partie des exploitations à éliminer, disparaîtront "de mort naturelle" : la moyenne d'âge des agriculteurs est extrêmement élevée et les jeunes quittent la campagne pour la ville (encouragés par le gouvernement). En France la moyenne d'âge des agriculteurs est de 52 ans.

Ensuite, les seules exploitations qui resteront seront les plus rentables et bénéficieront donc des revenus les plus élevés. Enfin, les paysans qui verront leur situation menacée, ne se lanceront dans la lutte que pour la défense de la petite propriété, sur une position inévitablement rétrograde.

O O O

Tout ceci ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de paysans pauvres qui comprendront les buts et la lutte du prolétariat.

De telles tendances peuvent se manifester facilement, surtout parmi les jeunes qui acceptent de reprendre l'exploitation familiale en main. Il s'agit ici de déterminer quelle peut être l'attitude générale de l'ensemble du petit paysannat, en tant que groupe social.

Or, tout semble indiquer que dans le cadre d'une crise économique qui ébranlerait profondément la société, et dans laquelle le prolétariat se dégagerait comme force et pouvoir révolutionnaire autonome, celui-ci ne pourra pas compter sur le petit paysannat en tant qu'appui fondamental. Il pourra tout au plus en attendre une non-hostilité gagnée en partie par le pouvoir de la campagne. En effet, une crise économique capitaliste se prolonge obligatoirement dans l'agriculture (sauf en cas de guerre), la production agricole dépendant de l'industrie pour ses débouchés et pour ses outils. Cette dépendance s'est particulièrement renforcée au cours des dernières années (il y a dix ans de la production agricole européenne était commercialisée, aujourd'hui, co

chiffre atteint 70/S) En outre, l'agriculture dont la mécanisation s'accroît constamment, a de plus en plus besoin de produits de l'industrie,

»

Dans une crise économique le petit paysannat sera donc lui aussi s'ouvrir aux problèmes de misère et de sous-emploi ; d'autre part, il sera forcé au moment de chercher une solution, de tenir compte de la situation de la ville et de l'industrie beaucoup plus qu'à une autre époque. Le développement de la mécanisation et l'accroissement des difficultés pour produire de façon isolée, constituent alors un facteur en faveur d'une meilleure compréhension des buts du prolétariat par le paysannat,

0 0 0

Il existe un deuxième élément général qui a toujours freiné » l'alliance des petits paysans et du prolétariat : c'est l'im

possibilité pour celui-ci d'offrir aux agriculteurs un programme qui puisse les satisfaire à court terme dans leurs revendications * essentielles,

"Disons-le franchement ? étant donné ses préjugés, fondés sur toute sa situation économique, son éducation, sa façon de vivre isolément, et nourrie par la presse bourgeois et les grands propriétaires fonciers, nous ne pouvons conquérir la masse des petits paysans du jour au lendemain, que si nous lui faisons des promesses que nous savons ne pouvoir pas tenir. Nous sommes obligés de lui promettre non seulement de protéger sa propriété dans tous les cas contre toutes les puissances économiques qui l'assaillent, mais même de la délivrer de toutes les charges qui, actuellement l'oppriment ; de faire dit fermer un propriétaire libre, et de payer les dettes du propriétaire dont la terre est grèvée d'hypothèques. Si nous pouvions faire cela, nous reviendrions nécessairement au point de départ d'un développement qui a nécessairement abouti à l'état actuel. Nous n'aurions pas libéré le paysan, nous lui aurions accordé un quart d'heure de grâce 1

liais notre intérêt n'est pas de gagner le paysan * du jour au lendemain, peur que, du jour au lendemain,

il nous quitte, lorsque nous ne pourrions pas tenir nos % promesses. Du paysan, qui nous demande de maintenir la

propriété parcellaire nous ne pourrions jamais faire un camarade, pas plus que du petit patron qui veut rester éternellement patron,"
F, Engels "La question paysanne en France et en Allemagne"

Cette position cle Engels contraste parti culièretient avec les archaïsmes hypocrites du liODSF (syndicat agricole du PCF ; mouvement de-défense de l'Exploitation Familiale)qui, dans aa. "lutte" pour la défense de la petite propriété et du protectionisme agricole, en arrive jusqu'à préconiser l'exonèretion totale des droits de mutation et d'enregistrement en cas d'héritage, de donation en partage et de soultes entre cohéritiers, jusqu'à concurrence de la superficie d'une exploitation moyenne et sous condition d'exploitation personnelle¹, ("Modèle d'une agriculture de type strictement familial d'après les documents publiés par le MODEF;congrès de St Ouen 19o0,

O O o

Le "partage des terres" .revendication qui enti ` ' .ale paysannat russe derrière le prolétariat en 1917, n'a aucun sens réel dans la. plupart des régions d'Europe Occidentale, car cette tâche a été realisee déjà lors des révolutions bourgeoises natia os qj©3 surfaces qui. resteraient à partager sont trop peu nombreuses par rapport a.u nor.ibrc de petites exploitations existantes qui pourraient éventuellement revendiquer leur agrandissement,

Lais surtout, dans les pays industrialisés, la possibilité de mécaniser rapidement l'agriculture permet d'envisager la collectivisation des exploitations les plus arriérées

v

^Les classes moyennes, les petits paysans en particulier, condamnés par le capitalisme, mais ayant vécu grâce à lui et pour 2.ui, ne peuvent pas attendre du prolétariat des pays développés la réalisation de leurs revendications J.médiates, Le prolétariat ne peut pas, sans mentir, les leur pro:xtire.

Les. organisations politiques q.i le font (PCF,maoïstes)sont d'autant plus hypocrites qu'elles se revendiquent du stalinisme dont on connaît les méthodes vis-à-vis dos paysans. Aussi, en défendant les revendications de ces couches, ces organisations sent amenées à défendre des positions bourgeoises.

Répétant que la classe ouvrière ne peut rien SEULE, sans les autres classes et qu'il^faut qu'elle les gagne, ils défendent un programme bourgeois libéral "pour ne pas effrayer" les autres couches "moins révolutionnaires,"

Dans les pays occidentaux où le capitalisme est pleinement achevé, aucune tâche bourgeoise no peut être à réaliser, et seule la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour. Le capitalisme est sufisamment mur pour le socialisme,et, greffer au programme révolutionnaire des tâches bourgeoises n'est pas une tactique "habile" mais simplement la négation de celui-ci, par l'abandon des vé-

ritables buts de la classe révolutionnaire.

La difficulté dans les pays européens à réaliser l'alliance paysans-ouvriers se résume donc en deux points : la méfiance naturelle du petit propriétaire envers le prolétariat ; l'impossibilité pour ce dernier de se faire le champion de leur cause.

O O o ♦

Hais, malgré les oppositions et les difficultés, le prolétariat devra amener le petit paysan à son projet révolutionnaire. Comment? Quelle peut être l'attitude des révolutionnaires avant la révolution? Quelles mesures peut prendre le prolétariat vis-à-vis des petits paysans pendant la révolution?

I AVANT LA REVOLUTION.

Le prolétariat, nous l'avons dit, n'a pas à faire des promesses qu'il ne puisse tenir. Les revendications immédiates du petit paysan, il faut le répéter, ne pourront être garanties. C'est, au contraire, la tâche des révolutionnaires que d'expliquer l'inévitabilité de la collectivisation des terres et de tous les moyens de production ; de faire comprendre que seul dans un tel état de choses, le travail de la campagne cessera d'être celui de l'esclavage, de la nature et du ghetto paysan ; montrer que prolétaires et paysans subissent une même oppression -le capital- et que leur émancipation à long terme ne peut être que commune.

Enfin, notre tâche est aussi d'expliquer quelles seront les mesures du prolétariat révolutionnaire envers la petite propriété.

Les tâches de révolutionnaires parmi les petits paysans avant la révolution sont donc fondamentalement celles de la propagande et de l'explication du contenu de la révolution. S'il fallait se fixer un but, on pourrait le résumer en disant : il faut que le jour de l'insurrection dans la ville, la campagne ne soit pas étrangère au mouvement, qu'elle ne le perçoive pas comme ce qu'il n'est pas, qu'elle sache ce qu'il veut en réalité et par quels moyens il compte le réaliser.

Car c'est en expliquant clairement les buts révolutionnaires que l'on peut montrer aux petits paysans que la lutte du prolétariat est aussi la leur.

II. PENDANT LA REVOLUTION, APRES LA PRISE DU POUVOIR PAR LA CLASSE

OUVRIERE

La collectivisation des moyens de production (dont la terre) est un des premiers buts de la révolution, mais il ne saurait être question

d'exproprier et collectiviser les petits paysans par la force, comme ce sera fait pour les grands propriétaires.

*

"Notre devoir envers le petit paysan est, en premier lieu, de faire passer sa propriété et son exploitation individuelles à l'exploitation coopérative, non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. Et ici les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages qui lui sauteront aux yeux dès aujourd'hui."

(Engels, id, p2^)

Cela ne veut pas dire conserver la propriété privée de la terre. Comme nous l'avons dit, la terre devient immédiatement propriété collective : personne ne pourra acheter (ni donc vendre) ni hériter ou léguer des terres,

La politique de "coexistence" avec la petite exploitation se transformerait autrement en un moyen d'enrichissement de quelques uns aux dépens des autres à la campagne, tout en développant de nouvelles formes d'exploitation. Ce que cette politique entraîne, c'est la possibilité pour le petit paysan de s' approprier du produit de son travail,

La raison en est l'impossibilité de forcer du jour au lendemain des millions de producteurs individuels à produire de façon associative, c'est à dire, en collaboration totale avec les autres producteurs. Les paysans qui demeurent attachés aux modes individualistes de production ne pourront être amenés au socialisme que lorsqu'ils comprendront concrètement son besoin. Et ce besoin ils ne le ressentiront que lorsqu'on leur aura montré dans les faits les avantages qu'ils en obtiendront.

Pour le prolétariat ces avantages sont évidents ; les contradictions du capitalisme qui impose -un mode de production en association, où tout est fait par la collaboration de tous les prolétaires mais dont le processus est orienté et le résultat approprié par une minorité qui souvent ne participe même pas à la production, cette contradiction, la classe ouvrière la vit quotidiennement.

La solution de cette contradiction par l'appropriation collective des moyens de production et des produits du travail collectif, est obligatoirement son propre projet.

Mais pour celui qui produit isolément -comme le petit paysan- l'appropriation immédiate du produit de son travail lui semble tout aussi évidente.

"L'association" dans le travail il ne la connaît que par le capitalisme.. Il ne peut donc ¹ assimiler qu'à l'idée de travailler pour "un autre". C'est pourquoi la première tâche de la révolution face au petit paysannat est de montrer les avantages du travail collectif lorsque son orientation et ¹ appropriation de son résultat sont aussi collectifs.

Il en découle logiquement que cette action devra se faire, par trois moyens : 1- l'exemple concret, 2- la mise à disposition du paysan de moyens de production demandant le travail associé, et, 3- son intégration au mode de distribution socialiste des biens.

1°~ L'exemple : nous avons déjà parlé des grandes propriétés agro-industrielles qui seront collectivisées et gérées par le mode socialiste. Elles constitueront un exemple tangible de ce que la 'révolution offrira au petit paysan. Direction collective de la production par le conseil de travailleurs, réduction immédiate et importante : du temps de travail, collaboration totale avec le reste de la société, obtention des biens régulière, croissante et de plus en plus selon les besoins individuels.

2°~ Fournir les moyens de production. C'est l'utilisation des techniques modernes de production qui font du socialisme une nécessité, c'est en les procurant très facilement aux petits paysans qu'ils seront amenés à comprendre véritablement le besoin de l'association surtout si celle-ci n'a plus comme ' contre-parti l'esclavage, capitaliste, mais la coopération socialiste.

3°~ L'intégration la plus rapide au mode de distribution socialiste. Le but final dans la distribution des biens socialiste est l'application du principe : à chacun selon ses besoins. Le moyen : l'élimination de la marchandise, de l'argent comme moyen d'accumulation, de la vente et du profit. La production est en conséquence orientée exclusivement en fonction des besoins des individus, y

Pour y parvenir une des conditions premières est la centralisation de tout ce qui est produit de façon à permettre une distribution rationnelle selon les possibilités de la société.

Pour le producteur isolé, s'appropriant directement du produit de son travail, le seul moyen d'obtenir les biens qu'il n'a pas produits, est l'échange. ¹¹

Il devra donc s'établir un échange entre le secteur collectivisé et celui demeuré non-collectivisé, qui apposera des centres de distribution centralisés à des producteurs isolés. Ces échanges ne pourront se faire que suivant la mesure de la valeur travail des produits, mais le

et en valeur_ les avantages qu'ils obtiendront par un travail collectif et organisé avec l'ensemble des conseils, constituera un moyen particulièrement efficace pour^concrétiser_les avantages et le; besoin' du socialisme.

C'est ainsi que le prolétariat pourra montrer que la contrepartie du travail collectif dans le socialisme n'est pas la spoliation des travailleurs,

Il faut ici noter que ces mesures ne sont rendues possibles que par un haut niveau de développement des forces productives de l'indus tri®. Les difficultés insurmontables qui entravaient les rapports entre ouvriers et paysans en Russie après le partage des terres, trouvaient leur raison d'être principalement dans l'impossibilité où se trouvait le prolétariat d'établir un échange égalitaire avec les paysans, vue la ruine et la pauvreté de la ville et de l'industrie.

"nous sommes encore si ruinés, si accablés par le fardeau de la guerre (qui a eu lieu hier et qui, à cause de la cupidité et de la férocité des capitalistes peut éclater demain) que nous ne pouvons fournir au paysan des produits . industriels en échange de. TOUT le blé dont nous avons besoin. Sachant cela nous instituons l'impôt en nature, c'est à dire que nous prélevons à titre d'impôt le minimum de blé nécessaire (à l'armée et aux ouvriers). Le reste nous l'échangerons contre des produits industriels. " Lénine. "L'impôt en nature" Oeuvres choisies,tome III,p714.

La. réaction du paysannat -cacher ou brûler ses produits pour empêcher qu'ils ne leur soient confisqués- était normale, mais elle marquait la fin de tout espoir de sceialisme en Russie.

La richesse de moyens de l'industrie que les pays les plus avancés possèdent aujourd'hui, constituera sur ce terrain-là, le princiapl atout de la révolution.

mais cet avantage dont disposent les pays industrialisés interviendra surtout après la prise du pouvoir des Conseils ouvriers. Avant et pendant l'insurrection, le prolétariat de ces pays sera seul, face à toutes les classes sociales.

ooo

Les classes moyennes n'ont aucune raison immédiate de se porter on appui de l'insurrection prolétarienne » S'il est vrai que le petit paysan peut demeurer "neutre" au début de la lutte -car

à long ternisj la lutte de la classe cuvrièie est aussi, la sienne- les petits commerçants ne peuvent éprouver que l' hostilité la plus grande vis-à-vis du prolétariat, La révolution entraîne en effet leur disparition immédiate en tant que couche soci'-le. le prolétariat au povoir peut en un premier temps coexister avec Les formes de production prc-capitalistes du petit paysan ; par centre il ne peut pas entreprendre son émancipation économique sans briser le royaume de la marchandise.

Or le petit commerçant vit pour et par la marchandise au service du capital. Son profit provient en sa majeure partie du travail du paysan et du prolétaire.

Ne participant pas au processus le production, parasites obligatoires de la société, ils ne peuvent pas avoir leur place dans une société communiste. Et ils le savent. L'est pourquoi ils ont toujours constitué et constitueront, comme couche sociale, le principal pillie de la contre-révolution.

C'est donc sur ses propres for'es. et- uniquement sur elles, que doit compter le prolétariat des pays indxistriaialisés.

"Les ouvriers en Europe Occidentale sont tout seuls. Car d'autre part, c'est seulement une couche toute mince de la petite bourgeoisie pauvre qui l'ks aidera. Et os-lle-ci est économiquement insignifiante. Los ouvriers devront porter tout seuls le poids de la dévolution. Voilà la grande différence avec la Russie V (1)

ooo

(1) Gorter, "Réponse à Lénine"⁴¹ 'K.

Directeur de la publication

C. GENE

Correspondance :

B. P. 183
31 - Toulouse (01)
C. C.P. 2722 -39

Abonnement, :

5":iiuméros, 10 Francs

Abonnement de soutien: 5

numéros, 20 Francs.

JUILLET 1970